



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

de la Commission permanente des institutions

Le lundi 30 juin 2014 — Vol. 44 N° 7

Étude des crédits du ministère des Relations
internationales et de la Francophonie

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Commission permanente des institutions

Le lundi 30 juin 2014 — Vol. 44 N° 7

Table des matières

Remarques préliminaires	1
Mme Christine St-Pierre	1
Mme Carole Poirier	3
Mme Sylvie D'Amours	3
Discussion générale	3
Adoption des crédits	38
Documents déposés	38

Autres intervenants

M. Gilles Ouimet, président

M. Stéphane Billette
M. Gerry Sklavounos
M. Jean Rousselle
M. Marc Tanguay
M. Richard Merlini

* M. Michel Audet, ministère des Relations internationales et de la Francophonie

* Témoin interrogé par les membres de la commission

Le lundi 30 juin 2014 — Vol. 44 N° 7

**Étude des crédits du ministère des Relations
internationales et de la Francophonie**

(Neuf heures)

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Alors, bon matin, tout le monde. Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission des institutions ouverte. Je vous prierais de mettre vos téléphones cellulaires et autres appareils électroniques en mode silencieux, s'il vous plaît.

La commission est réunie afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires du portefeuille Relations internationales et Francophonie pour l'exercice financier 2014-2015.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

La Secrétaire : Oui, M. le Président. M. Billette (Huntingdon) remplace M. Boucher (Ungava); M. Sklavounos (Laurier-Dorion) remplace M. Ouellette Chomedey; et Mme D'Amours (Mirabel) remplace Mme Roy (Montarville).

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Alors, avant de procéder à nos échanges par blocs, en alternance, comme il est coutume de le faire, nous accueillons, ce matin, la ministre des Relations internationales et de la Francophonie. Bonjour, Mme la ministre. Vous avez une équipe avec vous.

Remarques préliminaires

Vous avez, dans un premier temps, des remarques préliminaires. Vous disposez d'un bloc de 12 minutes. Alors, je vous cède la parole immédiatement pour vos remarques préliminaires, Mme la ministre.

Mme Christine St-Pierre

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Je veux d'abord vous saluer et saluer les députés qui sont ici, ce matin, parmi nous. Du côté du gouvernement, nous avons la chance d'avoir les députés de LaFontaine, de Vimont, Huntingdon, La Prairie et de Laurier-Dorion. Alors, je les remercie d'être parmi nous.

Je suis heureuse de vous rencontrer ce matin, c'est un grand plaisir pour moi de venir présenter ces crédits, et je veux aussi vous dire à quel point c'est un ministère qui est important. C'est un ministère qui a un petit budget par rapport peut-être aux autres ministères, mais c'est un ministère qui a une importance cruciale dans l'action gouvernementale, alors je remercie les députés de l'opposition à l'avance pour leurs questions.

Permettez-moi aussi, comme il est d'usage, de souligner la présence de mes collaborateurs et collaboratrices : tout d'abord, le chef de cabinet, M. Jean-François Hould; le sous-ministre, M. Michel Audet; le sous-ministre adjoint aux Affaires bilatérales, M. Jean-Stéphane Bernard; le sous-ministre adjoint aux Politiques et aux Affaires francophones et multilatérales, M. Éric Théroux; le sous-ministre adjoint et chef du Protocole, M. Claude Pinault; et le directeur général de l'administration, celui qui regarde les chiffres de près, M. Bernard Dubois. Je tiens aussi à saluer leur travail de même que celui de leurs collaborateurs qui sont ici et de l'ensemble des employés du ministère dans la préparation de notre séance d'aujourd'hui.

J'évoquerai, d'entrée de jeu, nos deux relations prioritaires, celles que nous avons avec la France et les États-Unis. Cette double relation a été et continue d'être déterminante dans la conduite de la Politique internationale du Québec.

Tout d'abord, je vous parlerai de la France. Bien sûr, l'année sera chargée parce qu'elle sera marquée par la visite plus que probable du président de la République française, M. François Hollande, visite évidemment à forte portée symbolique. Je me suis rendue la semaine dernière à Paris à l'occasion de la fête nationale du Québec pour prendre contact avec nos principaux interlocuteurs et réaffirmer toute l'importance que notre gouvernement accorde à cette relation directe et privilégiée. J'ai alors pu m'entretenir avec mon homologue, M. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international, des principaux enjeux de la relation bilatérale que nous avons. Nous entendons promouvoir les perspectives ouvertes par rapport à l'Accord économique et commercial global et à aider nos entreprises à saisir les occasions ainsi créées. Nous voulons aussi explorer les possibilités de la collaboration autour de la stratégie maritime et du Plan Nord. À chacune de mes rencontres multilatérales ou bilatérales, on me pose beaucoup de questions sur l'un ou l'autre de ces grands projets pour le Québec, sinon les deux. Je parle évidemment du Plan Nord et de la stratégie maritime.

Nous entendons poursuivre la mise en oeuvre de l'entente en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles signée par notre gouvernement et M. Charest mais aussi dégager de nouvelles pistes. À ce sujet, notre vice-président, le député de Rosemont, d'ailleurs, qui a déjà qualifié d'avancée majeure dont on ne trouve pas l'équivalent... et nous avons pu constater la semaine dernière, lors de la rencontre que j'ai eue avec Mme Fleur Pellerin, la ministre Fleur Pellerin, à Paris à quel point cette entente va bien, la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles se fait à un bon rythme, et nous étions satisfaits des travaux qui ont été faits dans ce dossier. Nous développerons un partenariat en matière de sciences, de recherche et d'enseignement supérieur, qui rapprochera les universités françaises et québécoises et dynamisera la mobilité étudiante. Il s'inscrira en cohérence avec la nécessité de maîtriser les coûts relatifs à l'accueil des étudiants français tout en reconnaissant leur apport à l'enrichissement de la société québécoise.

Enfin, le Québec souhaite offrir sa pleine collaboration à la France à l'occasion de la tenue, à Paris, en 2015, l'an prochain, de la 21^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Quant aux États-Unis, eh bien, comme vous le savez, M. le Président, mes premières missions comme ministre ont eu lieu aux États-Unis. Je me suis rendue tout d'abord à Chicago moins de 48 heures après ma prestation de serment. C'était en avril. Je me suis rendue au Comité directeur du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs et, au début du mois, je me suis rendue à Atlanta, à la Conférence des chefs de gouvernement des régions partenaires. Mon passage à Chicago m'a permis d'annoncer devant un auditoire composé notamment de trois gouverneurs américains et de deux ambassadeurs que la ville de Québec accueillera l'an prochain le Sommet du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs. Lors de ces missions, le gouvernement établit des liens avec des pays ou des régions, signe des ententes, fait la promotion de la stratégie maritime et du Plan Nord, mais aussi du Québec en général pour attirer de nouveaux talents, de nouvelles entreprises, de nouveaux créateurs d'emplois et de nouveaux étudiants, pour ne citer qu'eux en exemples. D'autre part, le premier ministre participera dans quelques jours à la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada à Bretton Woods.

Enfin, je souhaite souligner qu'en 2015 nous célébrerons le 75^e anniversaire de la Délégation générale du Québec à New York. L'accès au marché et aux investissements américains étant essentiel, la reconfiguration du réseau nous permet de resserrer le mandat du poste d'Atlanta autour de sa mission économique, et nous ouvrirons une antenne économique à Houston. Le Texas offre les meilleures perspectives de croissance dans le Sud-Est des États-Unis. Il est important pour mon gouvernement, même en ces temps d'efforts budgétaires, d'établir de nouveaux ponts là où les marchés sont porteurs économiquement pour le Québec. Le bureau de Washington retrouve sa vocation politique et institutionnelle, sa mission économique étant prise en charge par notre représentation à New York. Nous entendons soutenir nos entreprises pour regagner le terrain perdu sur le plan de nos exportations depuis la crise financière et la concurrence des pays émergents.

Enfin, je souligne l'entrée en fonction de l'ambassadeur des États-Unis au Canada, M. Bruce Heyman. La qualité de nos échanges me confirme l'excellente collaboration que nous aurons de l'ambassade et des consulats généraux. J'ai d'ailleurs eu le privilège et le plaisir de rencontrer l'ambassadeur à trois reprises depuis mon arrivée en fonction.

Nos relations avec l'Europe vont s'approfondir avec l'adoption, que nous souhaitons rapide, de l'Accord économique et commercial global. D'ailleurs, en 2013, notre vice-président qui... le député de Rosemont parlait de cet accord comme étant une avancée majeure. Nous avons accueilli à Québec, le 19 juin, une importante délégation d'ambassadeurs européens. Il s'agit d'une visite historique à l'occasion de laquelle le premier ministre, les membres du Conseil des ministres et moi-même avons exposé nos grandes priorités, à savoir nos politiques économiques, le Plan Nord et notre diplomatie culturelle. Les ambassadeurs ont aussi rencontré des entreprises québécoises actives en Europe. Nous sommes par ailleurs, à l'instar de ce que nous avons fait pour les États-Unis, à mettre à jour notre stratégie territoriale qui introduit une vision paneuropéenne de notre action et accroît la synergie de nos représentations. La priorité que le gouvernement accorde au développement minier, énergétique, forestier et écotouristique du nord du Québec resserrera nos liens avec les pays nordiques.

Aussi, le bureau du Québec à Moscou sera fermé. Nous poursuivrons notre travail d'accompagnement des entreprises et des institutions québécoises sur le territoire russe à partir du Québec. Les efforts et les ressources seront concentrés dans les grandes économies émergentes que sont l'Inde, le Brésil et la Chine. Sachez que ce n'est pas de gaieté de coeur que nous avons dû prendre certaines décisions, des décisions difficiles.

Cette année, nous célébrerons les 25 ans de notre excellente coopération avec la Bavière, construite sur la base de grandes affinités, et nous soulignerons le 50^e anniversaire de la présence québécoise en Italie au moment où le pays accueillera le monde lors de l'Exposition universelle de Milan. Je souhaiterais aussi relever l'exercice d'étalonnage que nous avons amorcé avec la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette analyse comparative de nos relations internationales devrait nous permettre d'agir en plus grande concertation avec notre partenaire, pour une meilleure synergie.

Pour ce qui est de nos coopérations bilatérales, nous avons conjointement convenu de les repositionner de façon à mieux tenir compte de nos priorités communes. En Asie, la Chine est un partenaire essentiel qui sait nous accueillir et donner accès à de nombreux décideurs. J'ai pu, à la Conférence des chefs des régions partenaires, m'entretenir avec le gouverneur du Shandong.

Nous sommes à rédiger une stratégie du gouvernement du Québec à l'égard de l'Asie. Déjà, nos échanges avec l'Asie représentent 15 % de notre commerce international. Si la Chine et le Japon de même que la Corée du Sud sont des marchés prioritaires, on observe le développement rapide de nos relations avec l'Inde depuis l'implantation de notre bureau à Mumbai. Nous espérons que l'élection du gouvernement de M. Modi favorisera les négociations de l'Accord de partenariat économique global — Inde.

Nous apprécions aussi la conclusion récente de l'Accord de libre-échange Canada-Corée et la poursuite des négociations pour l'Accord de partenariat économique Canada-Japon. Les discussions pour le Partenariat transpacifique nous encouragent à augmenter nos missions commerciales en Asie. Entre-temps, nous accueillons régulièrement des missions d'acheteurs. Le premier ministre devrait se joindre en octobre à une mission commerciale conjointe du Conseil de la fédération.

Enfin, notre antenne de Taipei cessera ses activités, mais son territoire restera desservi par nos autres représentations dans cette région, tout comme celui de l'antenne de Santiago, au Chili.

Le temps passe vite, il ne me reste que deux minutes. Et j'aimerais, en terminant, M. le Président, vous parler de la candidature de Mme Michaëlle Jean à l'Organisation internationale de la Francophonie. Lors de mon passage en France la semaine dernière, j'ai pu confirmer devant nos partenaires là-bas que nous appuyons la candidature de Mme Michaëlle Jean. Cette candidature est appuyée également par le gouvernement canadien et aussi par le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Mme Jean a une longue feuille de route. Elle est une candidature, à notre point de vue, d'exception, et c'est un message,

selon moi et selon notre gouvernement, puissant qui serait envoyé également aux femmes de la Francophonie. Alors, nous allons travailler pour faire en sorte que la candidature de Mme Jean soit bien connue et l'accompagner dans cette démarche auprès des gouvernements participants à l'organisation. Merci beaucoup, M. le Président.

• (9 h 10) •

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Je me tourne vers la députée d'Hochelaga-Maisonneuve. Pour vos remarques préliminaires, Mme la députée, vous disposez de sept minutes.

Mme Carole Poirier

Mme Poirier : Alors, je vais n'en prendre qu'une seule pour les garder pour des questions, M. le Président.

Alors, permettez-moi de saluer la ministre ainsi que l'équipe du ministère, ainsi que les collègues de son cabinet, collègues d'en face et d'à côté, et vous-même, M. le Président, et vous dire que c'est avec beaucoup d'ouverture que nous allons faire ces crédits-là ce matin.

On comprend la situation budgétaire difficile du gouvernement. C'est une situation que l'on connaît, et on sait qu'il y a des choix difficiles qui ont été faits dans ce budget actuel, mais ce que l'on va faire comme exercice ce matin, c'est comprendre les choix qui ont été faits, tout simplement.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Alors, merci, Mme la députée. Vous serez créditée de vos minutes inutilisées.

Je me tourne maintenant vers la deuxième opposition et je vais céder la parole à la députée de Mirabel. Pour vos remarques préliminaires, vous disposez de cinq minutes.

Mme Sylvie D'Amours

Mme D'Amours : Merci, M. le Président. C'est avec un devoir, et non pas dire un plaisir, ce matin pour moi d'être ici, vu les circonstances, à l'étude des crédits du ministère des Relations internationales.

Tout d'abord, je tiens à saluer Mme la ministre, les députés de l'équipe gouvernementale, la députée d'Hochelaga-Maisonneuve. De mon côté, je suis accompagnée aujourd'hui du député de Masson, de mon recherchiste, Samuel Poulin, qui m'accompagne aujourd'hui. Je tiens tout d'abord à vous dire que je remplace aujourd'hui la députée d'Arthabaska qui est porte-parole en relations internationales pour notre formation politique. Elle aurait beaucoup aimé être présente, mais, pour cause de mortalité dans sa famille proche, elle ne peut être parmi nous. Alors, nos meilleures pensées l'accompagnent.

Les Relations internationales, M. le Président, je crois que c'est le plus beau ministère. J'ai souvent eu plaisir à rappeler que nous sommes tous citoyens du Québec, du Canada mais également du monde, ce monde qui s'ouvre à nous par sa langue, sa culture, sa richesse intellectuelle et son histoire, ce monde qui a beaucoup à nous apprendre. Maintenant, les relations internationales entre les différents pays se construisent peu à peu, et la préservation des liens économiques et sociaux est fondamentale. Alors, c'est dans cette perspective de citoyenne du monde que j'entame l'étude de crédits aujourd'hui. Merci.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Alors, au nom de tous les membres de la commission, si vous avez l'occasion de parler avec la députée d'Arthabaska, vous lui transmettez nos plus sincères condoléances, et nos vœux, et nos pensées qui l'accompagnent.

Discussion générale

Sur ce, nous allons entreprendre notre premier bloc d'échange avec la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, porte-parole de l'opposition officielle en matière de relations internationales et Francophonie. Vous disposez d'environ 22 minutes pour ce premier bloc d'échange. Mme la députée, la parole est à vous.

Mme Poirier : Merci, M. le Président. Alors, Mme la ministre, permettez-moi de souligner... et je l'avais fait d'ailleurs à la réplique sur le budget, et c'est avec ça que je veux commencer, c'est la décision de la fermeture de Moscou, décision surprenante, en tant que tel, puisque cette décision-là avait quand même été prise par l'ancien premier ministre Jean Charest, qui y voyait là un lieu justement d'expansion économique important. Vous parliez beaucoup du Plan Nord tout à l'heure. Pour lui, il y avait là vraiment une dynamique importante. Et d'ailleurs il se disait... je le cite, là, dans un article de 2009, qu'il se disait «encouragé par les liens politiques et économiques» qui sont tissés, justement suite à sa mission qu'il avait faite, et qu'il avait justement rencontré des gens de la région de Saint-Pétersbourg, par exemple, qui s'intéressaient à Bombardier pour le développement justement d'un projet de tramway, des gens de Leningrad qui souhaitaient connaître l'expertise québécoise en matière de récréotourisme et des entreprises qui avaient justement signé des contrats avec des partenaires russes pendant la mission de 2009.

Alors, il y avait là un potentiel important au niveau économique, mais il y avait aussi le fait que la délégation du Québec logeait à l'intérieur de l'Ambassade du Canada. Donc, les coûts étaient moins grands. Alors, j'aimerais comprendre la décision, sur quel motif la décision a été prise, et surtout que le premier ministre Charest disait à l'époque que «le succès éventuel de nos entreprises dans ce marché difficile passe par une démarche soutenue à long terme». Alors, on a ouvert la délégation en 2012, on la ferme en début 2014. Ce n'est pas de la démarche soutenue à long terme, on s'entendra. Alors, j'aimerais comprendre la décision ministérielle. Et je me rappelle bien une de vos décisions qui disait : Les décisions sont les miennes. Alors, j'aimerais que vous nous expliquiez votre décision.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Merci à Mme la députée pour cette question. Nous avons bien sûr regardé l'ensemble de l'action du Québec sur la scène internationale lorsque nous avons fait ces choix.

Nous avons une compression qui a été beaucoup moins importante que celle que le Parti québécois avait imposée à mon prédécesseur, qui était de 20 millions de dollars, nous avons une compression de 4,6 millions de dollars. Alors, il fallait évidemment faire des choix. Oui, ce sont mes décisions. Ce ne sont pas des choix qui sont faciles à faire. Mais il fallait regarder tout d'abord comment nous pouvions déployer nos forces et aussi regarder certains contextes. Le contexte politique qu'il y a présentement en Russie est un contexte plus difficile, et c'est un contexte que nous n'avions pas prévu et que M. Charest n'avait pas prévu lorsqu'il a travaillé à l'ouverture de ce bureau à Moscou. J'ai pris la peine... d'ailleurs, je fais une parenthèse pour... connaissant le travail qu'avait effectué l'ancien premier ministre dans ce dossier. Enfin, il avait élaboré le dossier, puis vous l'aviez complété sous le gouvernement de Mme Marois. J'ai pris la peine de lui téléphoner pour lui dire : Avant que vous l'appreniez dans le journal, je veux vous dire que, bon, nous allons procéder à la fermeture du bureau de Moscou. Il a très bien compris. Je savais que c'était son bébé, puis c'était pour moi important de lui parler. Et ça veut dire aussi, en termes d'économies... Le coût de ce bureau était de 770 000 \$ et... excusez-moi, 879 000 \$, donc 880 000 \$, et c'est quand même une portion importante du budget à l'international dans un contexte difficile. Alors, l'évaluation que nous avons faite de ce dossier à Moscou, c'est qu'il serait, dans le contexte... il est difficile, dans le contexte actuel, de poursuivre des activités. Ce n'est pas de gaieté de coeur, bien sûr.

Nous avons aussi des contacts avec la compagnie Bombardier. J'ai une conseillère politique qui a fait une rencontre avec une personne de chez Bombardier. On a vu que le gouvernement fédéral aussi avait protégé le contrat de Bombardier avec le consortium. Donc, il y a du travail qui se fait pour au moins maintenir les activités que nous avons là-bas dans le contexte difficile actuel. Nous allons aussi, évidemment, faire en sorte que... bien, nous allons faire en sorte... enfin, je pense que l'Ambassade du Canada va continuer son travail, et l'Ambassade du Canada, dans les pays où l'ambassade travaille, doit aussi travailler pour tous les Canadiens. Et nous faisons partie du Canada. Alors, l'ambassade doit aussi s'occuper des entreprises québécoises qui iront ou qui souhaiteront aller faire des affaires sur ce territoire.

Alors, tout ça pour dire que, vous avez raison, c'est une décision qui est difficile, mais c'est une décision que nous avons dû prendre. Et, dans l'ensemble du portrait, c'était l'endroit où le contexte politique nous indiquait que c'était plus difficile pour, ces années-ci et les prochaines années, faire des affaires. Ensuite, les autres choix; je pourrais les expliquer également, les autres choix qui ont été faits pour certaines fermetures, certaines compressions.

• (9 h 20) •

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Bien, écoutez, M. le Président, je comprends les motifs de la ministre. Par contre, son collègue le député de Mont-Royal à l'époque disait, justement lorsqu'il était ministre des Relations internationales... nous disait que c'était incontournable pour le Québec d'avoir un bureau à Moscou parce qu'il était négligé par Ottawa. Alors là, faire confiance à Ottawa pour la poursuite des choses me semble un peu surprenant.

Et j'aimerais savoir si la ministre peut nous dire combien de missions commerciales sont prévues pour 2014-2015 en Russie et combien d'entreprises sont inscrites à ces missions, en tant que tel, pour la prochaine année.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Vous savez, M. le député de Mont-Royal était aussi... mais moi également... Nous étions fiers de pouvoir ouvrir ce bureau là-bas. Moi, comme ancienne ministre de la Culture, je trouvais aussi que c'était une excellente idée, parce qu'on le sait, qu'il y a des artistes aussi qui se produisent là-bas. Le metteur en scène Denis Bouchard est très présent sur le territoire. Mais nous avons des efforts budgétaires à faire.

Le contexte politique n'est absolument pas le même qu'il pouvait l'être lorsque M. le député de Mont-Royal était aux commandes du ministère et lorsque M. l'ancien premier ministre était aux commandes du gouvernement. Et nos relations avec le gouvernement fédéral, dans plusieurs dossiers, sont des relations qui vont très bien, et nous comptons faire en sorte de vraiment dire à quel point nous voulons travailler ensemble.

Pour ce qui est des missions du premier ministre, j'ai parlé, dans mon discours d'ouverture, de la mission qu'il entend faire en Chine à l'automne prochain. Ça, c'est sa première grande mission commerciale. Elle sera faite en Chine. Pour ce qui est de missions en Russie, je pense qu'il y a... Pour le moment, on n'a pas...

Une voix : ...

Mme St-Pierre : Deux ou trois l'an prochain? Alors, si vous me permettez, je pourrais passer la parole à notre sous-ministre, M. Audet, qui est plus au fait de ces missions qui sont dans les possibilités.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : ...gauche, il y a consentement à ma droite. Je vais vous demander, dans un premier temps, de vous identifier, M. le sous-ministre, et donner la réponse. Merci.

M. Audet (Michel) : Merci, M. le Président. Michel Audet. Je suis sous-ministre aux Relations internationales.

Il y a quelques missions qui sont prévues, sur le plan commercial, en Russie au cours de l'année. Il y en a une dans le monde des hydrocarbures, il y en a une dans le monde de la construction, il y en a une autre dans le monde de

l'agroalimentaire, en plus d'une mission potentielle pour l'aéronautique, l'aérospatiale. Mais il faut comprendre que, dans l'état actuel des relations entre la Russie et le reste du monde, beaucoup d'entreprises s'interrogent sur la pertinence des déplacements. Et, pour ce qui est des autres provinces canadiennes, il n'y a pas non plus d'accompagnement qui se fait de la part des autorités gouvernementales. Donc, ce sont des missions qui sont réalisées par les entreprises elles-mêmes. Et, bien entendu, vous comprendrez que des entreprises comme Bombardier ont les moyens de leurs ambitions sur la scène internationale et peuvent très bien se développer sur la scène internationale en ayant un support minimum de la part des ambassades et des bureaux.

Pour ce qui est des petites et moyennes entreprises qu'on accompagne principalement lors de ces missions, comme je vous le disais, le contexte et le climat font en sorte que c'est de plus en plus difficile de pouvoir organiser des missions en Russie.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Mme la ministre, non? En complémentaire?

Mme St-Pierre : Non, je n'ai rien à ajouter. Je pense que le sous-ministre a été très, très clair sur les possibilités de missions.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Alors, je comprends qu'il va continuer d'y avoir, et fort heureusement pour nos entreprises québécoises, des missions en Russie.

Oui, on peut comprendre le climat difficile, politique. On le comprend, mais je reviens avec une des citations de l'ancien premier ministre, que l'économie suit le politique en Russie et c'est la façon de faire les choses. Donc, vous m'en voyez très surprise, de voir qu'il y aura, si je compte à peu près ce que vient de nous dire le M. le sous-ministre, au moins cinq à six missions commerciales, en tant que tel. Donc, les entreprises y voient quand même un potentiel, il est là, on le sait. Donc, faire faire une économie de 879 000 \$ avec la fermeture du bureau versus le potentiel économique qui me semble de beaucoup supérieur à cela est très surprenant, en tant que tel.

Alors, j'aimerais qu'on m'explique; et surtout, Mme la ministre, vous avez abordé un des volets qui est tout le volet culturel que le Québec soutenait, particulièrement la Francophonie justement, et qui était le bureau... On sait très bien que le bureau d'Ottawa déléguait au Québec la partie francophone. Qui va le faire dorénavant, puisque nous n'y serons pas? Et qui va accompagner, puisque justement, à l'époque, on disait qu'Ottawa n'était pas à la hauteur des attentes du Québec? Et, on le sait, là, le Québec, on reconnaît qu'il y a un potentiel important, là. Il y a des échanges commerciaux de plus de 600 millions de dollars actuellement, ce qui est 40 % de tous les échanges entre le Canada et la Russie. Alors, vous comprendrez que je prends beaucoup de temps, là, sur la question de Moscou parce que je trouve ça bien important, c'est stratégique. Économiquement, oui, on comprend la situation politique, mais, économiquement, pour les entreprises québécoises, une économie de 879 000 \$ annuellement versus le potentiel de développement économique pour nos propres entreprises, vous comprendrez, Mme la ministre, que la pilule est dure à passer. Il faut se le dire comme ça.

Alors, est-ce que vous pouvez nous donner plus d'informations sur le motif? Parce qu'au-delà d'un choix stratégique ou politique, dans le sens de situation politique, pourquoi économiser 879 000 \$ pour priver des dizaines d'entreprises québécoises d'un potentiel économique quand on sait que... et c'est votre collègue, là, le ministre, votre prédécesseur, le député de Mont-Royal, qui nous disait qu'Ottawa négligeait, justement, le travail, en tant que tel, au niveau du travail des provinces. Alors, je veux juste comprendre, là, pourquoi on abandonne à Ottawa, puisqu'on a ouvert parce qu'Ottawa ne faisait pas l'affaire.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

• (9 h 30) •

Mme St-Pierre : Bon. Tout d'abord, ça ne veut pas dire que l'accompagnement sera nul, là.

Évidemment, on va continuer à accompagner nos entreprises dans les régions où nous n'avons pas de bureau. On va continuer à accompagner nos entreprises, et il y a de l'expertise ici, sur le terrain. Mon collègue M. le ministre du Commerce extérieur va être là également pour accompagner les entreprises. Investissement Québec est là, et les entreprises vont continuer d'être accompagnées. Je pense que, la députée, je comprends son inquiétude. Elle dit que c'est une pilule qui est dure à avaler, mais elle a certainement en mémoire, parce que je pense qu'à ce moment-là elle était chef de cabinet, lorsque le gouvernement du Parti québécois, de M. Bouchard avait éliminé la moitié des délégations et bureaux à l'international, coupé plus de 130 postes. Je veux dire, il y a certainement des gens qui ont souffert, mais il fallait à ce moment-là que la décision soit acceptée.

Puis je pense que les gens sur le terrain, ici, ont continué d'accompagner, puis ils ont essayé de faire en sorte que les effets soient les moins négatifs possible.

Alors, c'est sûr que, je le répète, ce ne sont pas des décisions faciles à prendre, mais je vous souligne que, l'année dernière, dans vos crédits, vous aviez coupé, de votre côté, 20 millions de dollars. Alors, notre effort est moindre. Il y a un effort, parce que tous les ministres et tous les ministères doivent faire des efforts pour arriver à l'équilibre budgétaire, et nous allons essayer de travailler encore plus en accompagnement ici. Et il y a d'autres ressources aussi. Je pense, comme je le disais, à Investissement Québec, mon collègue du Commerce extérieur, qui pourra accompagner ces organismes. Le collègue et son équipe, ils pourront accompagner les organismes... c'est-à-dire, les entreprises qui auront besoin d'aide. Le sous-ministre le disait, même, concernant les possibles missions en Russie, soulignait qu'il y a des entreprises qui commencent à se poser la question à savoir si elles vont y aller ou pas.

Pour ce qui est du volet culturel, oui, j'étais très heureuse, j'en étais très consciente, mais les artistes qui se sont produits là-bas, ils se produisaient... ont commencé à ouvrir les marchés avant que le bureau soit ouvert. Le bureau aurait peut-être pu être un tremplin, mais je pense que le contexte politique n'est plus le même qu'il l'était, et les perspectives ne sont plus les mêmes qu'elles pouvaient être il y a deux ans, ou même l'année dernière, ou il y a quelques mois.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée, en soulignant qu'il vous reste à peu près six minutes.

Mme Poirier : Merci. On va traverser un petit peu plus au sud, on va aller à Shanghai. Je comprends qu'il y a une décision, concernant Shanghai, qui a été prise — j'aimerais savoir si la ministre sait que ça avait pris un an et demi pour obtenir l'accréditation, par le gouvernement chinois, de notre délégué qui avait été choisi — en bloquant la nomination de M. Louis Dussault, professeur invité de la Shanghai International Studies University, commissaire du pavillon de Montréal à l'Exposition universelle de Shanghai en 2010, donc un grand expert de la Chine. Le poste est vacant pour, minimalement, une autre année et demie, puisqu'il faudra recommencer le processus.

Alors, est-ce que la ministre peut justifier la décision de ne pas avoir accepté la nomination de M. Dussault?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Alors, merci, M. le Président. Mme la députée, nous avons mis fin au contrat de M. Dussault dans les règles de l'art, c'est-à-dire ce que stipulait son contrat. Encore là, ce n'est pas une décision facile à prendre, mais nous en sommes venus à la conclusion que le travail pouvait être fait par le bureau qui est à Pékin.

Nous allons aussi avoir une mission en Chine. Le premier ministre va effectuer une mission en Chine à l'automne prochain, donc le travail va continuer à se faire. Et M. Dussault évidemment était déçu de cette décision. Mais, encore là, on parle d'un montant de 188 600 \$. Alors, il y avait des décisions à prendre, il y a des économies à faire, et nous avons fait en sorte que nous puissions continuer d'agir — je comprends que c'est un grand territoire, la Chine, là, vous allez me dire — continuer d'agir en Chine. Mais nous le ferons à partir de Pékin dorénavant.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée.

Mme Poirier : Alors, dans vos remarques préliminaires, Mme la ministre, vous nous avez dit que la Chine est un marché plus prioritaire, que c'est naturellement une grande puissance pour laquelle votre gouvernement souhaite justement mettre des énergies.

Je comprends que vous préparez une mission pour le premier ministre. Justement, il n'y aurait pas eu lieu justement de bénéficier de l'expertise de M. Dussault justement pour la venue du premier ministre? Si je me rappelle bien, c'est une jeune attachée junior qui est là justement et qui attendait M. Dussault pour justement finir sa formation, et cela, sans remettre en question ses compétences. Alors, il n'y a actuellement, seulement, que deux ressources affectées à Beijing. C'est peu pour l'envergure que vous prévoyez.

Moi, je veux bien comprendre, là, quel est le développement qu'on veut vraiment faire vers la Chine. Avons-nous de réelles intentions ou tout simplement juste de l'occupation?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Tout d'abord, je pense que qualifier notre représentante au bureau de Pékin de «junior», c'est un peu fort, puisqu'elle fait un excellent travail.

Ce choix, il a été fait en fonction des possibilités budgétaires que nous avons. J'inviterais la députée... Si, pour elle, c'est une mauvaise décision, la décision que nous avons prise au sujet de Shanghai, bien, quelles auraient été, selon elle, les décisions qu'il aurait fallu prendre ailleurs? Parce qu'on regarde l'ensemble de notre développement sur la scène internationale, et, lorsqu'on regarde les choix qu'on a faits, on a essayé de faire en sorte que des territoires puissent continuer à être couverts quand même. Encore là, ce sont des décisions qui sont prises dans un contexte économique difficile. Les Québécois s'attendent à ce que nous atteignons l'équilibre budgétaire dans deux ans. Lorsque le contexte sera plus favorable, bien sûr que nous allons continuer notre développement et nous allons essayer d'aller au-delà de ça aussi, de rétablir, mais aller plus loin.

Et entre-temps, bien, nous devons nous concentrer sur des régions, et la Chine est une région prioritaire. C'est une économie émergente. On a un bureau à Pékin. Il y a une mission économique qui va partir avec le premier ministre à l'automne. Nous allons aller dans le Shandong. J'ai rencontré le gouverneur du Shandong quand j'étais en mission à Atlanta, et il y a un gros potentiel là. Alors, nous allons continuer notre travail, nous allons mettre les bouchées doubles, et je suis convaincue que nous allons réussir.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée, 1 min 30 s.

Mme Poirier : Alors, M. le Président, je ne remettais pas en question la qualité du travail de la personne, c'est simplement qu'elle est arrivée depuis très peu, alors, c'est dans ce sens. Donc, ce n'est pas une personne qui a une assise, en tant que tel, et qui doit organiser une mission pour un premier ministre. Alors, on s'entend que c'est un fardeau très, très lourd. Et c'est assez paradoxal de dire que pour nous c'est prioritaire et que l'on réduit les effectifs et surtout la qualité de

la personne qui avait été nommée pour aller à Shanghai et qui avait justement cette expertise pour faire en sorte qu'on puisse avoir une entrée importante sur un marché que vous-même, vous qualifiez de prioritaire.

Alors, Mme la ministre, ce sont des décisions qui m'apparaissent plus idéologiques, en tant que tel, et j'aimerais ça comprendre comment on va faire d'ici encore un an et demi. Qu'est-ce qui va se passer, là, dans le prochain an et demi? Alors, il n'y a pas de développement possible d'ici un an et demi, puisqu'il n'y a pas de certificat.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Il reste 10 secondes à ce bloc. Peut-être que les députés du côté gouvernemental seraient prêts à accorder du temps à la ministre pour répondre. On me fait signe que oui. Alors, Mme la ministre, vous pouvez entreprendre la réponse.

Mme St-Pierre : Bien, je vais juste reprendre au bond; on ne peut pas prêter à des parlementaires des intentions. Mme la députée dit qu'on a fait des choix idéologiques. J'aimerais souligner que ce ne sont pas des choix idéologiques qui ont été faits.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Vous avez raison. Mme la députée, j'ai réagi en entendant. J'aurais dû le souligner. Mais je sais que la députée d'Hochelaga-Maisonneuve connaît bien le règlement et sera prudente, ne prête pas d'intention.

Est-ce que vous souhaitez poursuivre la réponse, Mme la ministre, sur l'intervention de la députée d'Hochelaga-Maisonneuve ou vous préférez attendre une question du côté gouvernemental?

Mme St-Pierre : Bien, c'est-à-dire, je vais compléter en disant que nous avons quand même un personnel. Ce n'est pas une seule personne qui travaille en Chine, nous avons 16 personnes qui sont sur le territoire, là. On a quand même une équipe qui est là, la personne n'est pas seule. Et nous avons évidemment au ministère un pupitre Asie. Alors, il faut aussi contextualiser pour dire qu'il n'y a pas une seule personne sur l'ensemble du territoire chinois.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie, Mme la ministre, pour ces précisions. Je me tourne maintenant... et je suis heureux de souligner la présence du whip en chef du gouvernement parmi nous, le député de Huntingdon, qui lancera le bal du côté gouvernemental pour un bloc d'environ 20 minutes.

• (9 h 40) •

M. Billette : Bien, merci beaucoup, M. le Président. Comme vous l'avez si bien dit : Député de Huntingdon avant tout. Je vous salue. C'est la première occasion qu'on a de pouvoir échanger. Je veux saluer également Mme la ministre. C'est également une première, la première fois en six ans où je peux assister aux crédits de ma collègue. Et je veux saluer également mes collègues, les collègues des deux groupes d'opposition également.

En ce presque mois de juillet, on est encore à l'étude des crédits mais tellement importants au niveau des Relations internationales, on le voit. Et je veux parler beaucoup de perspectives d'avenir au niveau du ministère, de votre ministère, de notre ministère également. Je veux saluer également l'équipe qui vous accompagne, qui vous appuie dans cette démarche.

On va parler beaucoup de vision. Je pense, il faut regarder en avant et voir un petit peu l'environnement dans lequel vous devez opérer au niveau des relations internationales, qu'on doit tous opérer. On remarque, au niveau de la concurrence internationale, de plus en plus de pays, de provinces sont présents sur l'échiquier mondial. On le voit, que ça soit des pays comme la Suisse ou d'autres provinces, comme l'Ontario, l'Alberta, Saskatchewan, ils sont omniprésents. Il faut se donner une vision également dans un contexte où c'est très dynamique. On ne parle pas d'un ministère ou de processus qui sont très statiques, mais très dynamiques. Ça évolue rapidement dans le temps. Les conjonctures économiques peuvent changer de façon très rapide, les relations également. Et, je vais vous dire, c'est très important, ces relations-là, pour le comté de Huntingdon. On est principalement la plus grande porte d'entrée au niveau de la province de Québec. Le poste de Saint-Bernard-de-Lacolle, qui est le deuxième plus important au Canada, est situé sur le territoire de Huntingdon. Nos voisins sont les Américains, les États de New York et du Vermont et, de l'autre côté, l'Ontario. Et même que les relations sont encore plus importantes : pour couvrir le comté de Huntingdon, je dois passer par les États-Unis pour aller voir les citoyens de Dundee et d'Akwesasne. Donc, on voudra s'assurer que les relations sont très bonnes avec les Américains, car elles sont essentielles à la représentation d'une partie du Québec à ce moment-là, puis d'autant plus, pas juste au niveau géographique, représentation également au niveau de l'économie du comté chez nous. C'est essentiel, les relations qu'on peut avoir à l'international, avec le nombre d'employés, des travailleurs étrangers saisonniers sur les fermes. Dans le comté de Huntingdon, on en dénombre tout près de 6 000 qui viennent principalement du... des Guatémaltais et des Mexicains également qui viennent ici pour soutenir notre économie, travailler sur nos fermes. Et c'est des employés qui sont essentiels pour pouvoir avoir des produits qu'on va consommer et également exporter ces produits-là à la grandeur de la planète.

Puis l'exportation, M. le Président, comme le sait si bien Mme la ministre, c'est près de 46 % du produit intérieur brut. Donc, on voit que notre économie est tributaire, de façon importante, des marchés extérieurs, des relations qu'on peut avoir avec ces personnes-là. Juste aux États-Unis, là, au niveau du produit intérieur brut, là, c'est tout près de 20 %. Ça veut dire qu'un produit sur cinq qui est fabriqué... la valeur qui est fabriquée ici... est exporté vers les États-Unis. Et, je vais vous dire, les défis sont énormes, M. le Président. On n'a qu'à penser à la fragilité de l'économie mondiale après les récessions, la récession de 2008-2009. On parle avec beaucoup de gens qui font de l'exportation. Les commentaires sont toujours les mêmes : Ça a été difficile au niveau de l'exportation, et c'est très fragile. La reprise est très, très lente, et ça, à la grandeur de la planète, M. le Président. Donc, la reprise se fait de façon sûre, mais très, très rapide. On ne verra pas la relance économique qu'on a vue dans les années 2005-2006, 2007-2008. Je pense que l'économie a souffert

beaucoup dans les années 2008-2009; peut-être moins ici, au niveau du Québec, avec les gestes que le gouvernement avait posés à l'époque.

Un autre défi également qui est très important, c'est le vieillissement de notre population. On parle souvent de produits, d'exporter nos produits, de faire la promotion de ces produits-là à l'extérieur, mais, ce qui est très important également, il faut être capables de les produire. Si on n'a pas le bassin de main-d'oeuvre suffisant... La population active du Québec, de 2014 à 2024, va décroître d'environ 0,2 %... de gens qui vont être actifs sur le marché du travail. Donc, c'est important. Et je crois que c'est le ministère qui nous touche aujourd'hui. On ne doit également pas juste faire la promotion de l'exportation, mais on doit également faire du recrutement de cerveaux, de travailleurs également pour venir appuyer nos entreprises qui vont pouvoir, à ce moment-là, avoir un impact direct sur l'économie, sur les exportations du Québec et même la consommation intérieure de notre province.

Et votre ministère va avoir un rôle très important dans cette reprise économique là. On n'a qu'à penser sur le front des exportations, la prospection, également, des investissements internationaux, des entreprises qui viennent s'établir ici, qui mettent des filiales ici, qui vont embaucher des gens ici, également sur le recrutement, comme je le disais plus tôt, des travailleurs étrangers, et tout ça dans une dynamique. M. le Président, de développement de nouveaux territoires. On regarde, voilà 20 ans, c'étaient presque uniquement les États-Unis... 20, 30 ans, c'étaient particulièrement les États-Unis qui étaient notre seul marché qu'on ciblait. Et on voit maintenant — Mme la ministre parlait tantôt de la Chine — l'Inde également. Qui aurait pensé voilà 50 ans que la Chine était pour devenir une puissance mondiale telle qu'elle l'est? L'Inde qui suit très près en arrière... le Brésil, qui va en devenir une.

Donc, c'est un monde qui est peu statique, qui est très dynamique, qui évolue rapidement, ce qui apporte des changements importants également au niveau des relations internationales que le Québec peut avoir avec ses différents partenaires. Puis, même au Canada, cette vision-là a changé. Ils ont développé un plan d'action, je crois, c'est en novembre dernier, le plan d'action sur les marchés internationaux, qui ont revu un petit peu leur manière de faire de la diplomatie, qui maintenant ont des secteurs dans leurs propres ambassades, des secteurs économiques pour aller faire du recrutement, de la prospection d'entreprises, de la promotion également de nos entreprises, de notre savoir québécois. La Chine, la Suisse sont rendus également très présents sur ces marchés-là, et les provinces également, l'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario qu'on ne voyait pas, qui sont omniprésents, qui ont suivi un petit peu le modèle qu'on avait mis de l'avant, du Québec. Et, je vais vous dire, le défi est encore plus grand. Il ne faut pas voir ça comme une dépense, mais vraiment un investissement lorsqu'on se déplace à l'étranger, pour avoir des bénéfices aussi économiques que culturels à la grandeur de la planète. Et, je vais vous dire, malgré les coupures dont a fait état notre collègue tantôt, il faut demeurer très efficaces et efficaces dans ces démarches-là.

Donc, le nouvel environnement, je pense qu'il faut travailler, vous l'avez mentionné tantôt. Il y a des nouveaux acteurs également. On pensait auparavant que c'étaient uniquement le gouvernement, les différents ministères, principalement le ministère des Relations internationales, qui devaient s'occuper de cette tâche-là. Mais, on regarde, maintenant c'est beaucoup plus large que ça, c'est des individus même, que ça soit des entreprises culturelles — on n'a qu'à penser au Cirque du Soleil; des jeunes comme tout le monde voit monter depuis quelques semaines, Eugénie Bouchard. Je pense que c'est une très belle carte pour le Québec. Donc, c'est des gens. Céline Dion l'a fait. Et on voit de plus en plus des institutions, comme des villes. Et je peux en nommer quelques-uns juste au niveau du ministère. L'Immigration est présente maintenant, la Culture, l'Économie, le Tourisme, l'Éducation, en plus des organismes comme Investissement Québec, la Caisse de dépôt et placement, la SODEC, et j'en passe, M. le Président. Il y en a plusieurs.

Donc, c'est important de ne pas le voir comme un seul acteur, mais de le voir comme un chef d'orchestre des différents acteurs pour pouvoir maximiser à ce moment-là l'investissement qui est fait pour aller aussi bien développer le Québec et s'assurer que le Québec puisse continuer à se développer.

Le nouvel environnement également inclut les médias sociaux. Je pense que c'est devenu un incontournable. M. le Président, je veux féliciter également la ministre. On a pu suivre sa dernière mission en France, qui était très bien, très bien documentée sur les réseaux sociaux. Donc, on pouvait voir l'impact de la présence de la délégation du Québec en France via le réseau social, probablement un des plus populaires maintenant, qui est *Twitter*. Donc, on l'a suivie pendant quelques journées. Et on peut voir les relations, le travail qui est fait, les portes qui s'ouvrent à ce moment-là, et tout ça grâce aux médias sociaux. Et la compétitivité internationale, je pense, c'est un autre joueur important dans le nouvel environnement.

Ma première question pour la ministre, M. le Président. On regarde un petit peu le contexte, la dynamique du contexte. J'aimerais ça que vous nous fassiez la démonstration ou démontreriez ce que votre ministère va faire pour devenir un vecteur de compétitivité pour l'ensemble du gouvernement dans le cadre de son action internationale.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie, M. le député de Huntingdon. Mme la ministre, la parole est à vous.

• (9 h 50) •

Mme St-Pierre : Merci. Merci, M. le député. Vous avez bien expliqué le contexte et la situation dans lesquels on peut se retrouver par rapport au marché, à la scène internationale. Le Québec a besoin d'être davantage connu sur la scène internationale, et je pense que ça, c'est une des priorités que nous devons avoir, non pas uniquement comme ministère, mais comme gouvernement.

Donc, l'ensemble des organismes qui ont des directions internationales ou des ministères qui ont des directions internationales vont faire en sorte qu'on puisse mettre tous nos efforts en commun, nos efforts ensemble pour mieux faire connaître le Québec sur la scène internationale.

Le ministère des Relations internationales aura 50 ans en 2017, alors, 50 ans de travail acharné, de gouvernement en gouvernement. Je pense qu'il faut le souligner aussi, chaque gouvernement qui est arrivé à la tête du Québec, chaque

formation politique qui est arrivée à la tête du gouvernement ont toujours eu cette volonté de faire connaître le Québec sur la scène internationale et de faire en sorte que l'image du Québec soit bonne sur la scène internationale et faire comprendre qu'il fait bon aussi d'investir ici et même de venir vivre ici. Vous avez mentionné la question des médias sociaux. Je pense qu'il faut saisir cette occasion des médias sociaux pour rayonner sur la scène internationale. La question des médias sociaux peut faire peur. Des gens vont dire : Bon, bien, sur les médias sociaux, on dit un peu n'importe quoi. Ils se disent : C'est un peu l'ancien perron d'église où il y avait un peu de méméage. Mais on peut se servir des médias sociaux comme d'un outil fort puissant et performant.

Vous avez souligné la mission en France, mais les deux premières missions qui ont été faites également, les trois missions. On a voulu s'en servir, de ces médias, pour démontrer aux Québécois qu'effectivement chaque dollar investi, bien ce sont des dollars qui sont bien investis. Et se servir aussi de nos organismes. Vous avez parlé du CALQ, de la SODEC, vous avez parlé d'organismes aussi à vocation économique, Hydro-Québec. Il y a des organismes du gouvernement qui sont très actifs sur le plan international, et on doit travailler, tout le monde, dans une même stratégie et mettre nos ressources, enfin mettre les énergies le plus possible en commun.

Donc, nous allons avoir un plan d'action qui va être déposé à l'automne, et ce plan d'action là va couvrir 2014-2018 pour faire en sorte qu'on accentue davantage notre travail. Nous avons, je l'ai dit, ce devoir de faire en sorte que le Québec soit encore plus connu sur la scène internationale. Il faut que les moteurs de l'économie du Québec se remettent en marche. Ils ont été mis un peu au neutre au cours des derniers mois. Et les deux grands projets qui seront vraiment nos... ça sera notre discours partout, et c'est écrit noir sur blanc dans ma lettre-mandat que le premier ministre m'a donnée, c'est la question du Plan Nord, relancer le Plan Nord. Pour nous, c'est majeur. On sait que les termes «Plan Nord» étaient déjà entrés dans le vocabulaire. Lorsqu'on dit «Plan Nord», on sait exactement de quoi on parle. Alors, il faut le faire connaître davantage, ce Plan Nord, et montrer à quel point il y a des possibilités d'investissement qui sont fantastiques, tout cela dans, évidemment, le respect de l'environnement et dans le respect aussi des populations qui vivent au Nord, qui auront leur part dans tout cela en termes de travail, en termes de retombées, en termes de redevances. Il faut aussi respecter les populations. Donc, une vision qui a été reprise par notre premier ministre, qui avait été lancée par le gouvernement de M. Charest et qui a été reprise par notre premier ministre, et c'est vraiment notre volonté de le faire.

Nous allons aussi parler de cette stratégie maritime qui est une vision du développement économique du Québec qui est fort emballante. Et on parle du transport. Vous savez, quand on réalise, et on le sait, mais il faut le visualiser puis le réaliser, que le Saint-Laurent, ça nous conduit aux Grands Lacs et vice versa... c'est une voie qui est importante, et il faut lui donner son maximum de potentiel, toujours dans le respect évidemment de l'environnement. Il faut respecter les écosystèmes. Il faut faire en sorte que ce transport se fasse avec les plus grands standards. Donc, il y a du développement économique là. On parle du tourisme. Dans la stratégie maritime, il y a un volet tourisme. Ici, à Québec, l'année dernière, par les bateaux de croisière, on a accueilli 150 000 visiteurs. Alors, ce sont 150 000 visiteurs qui descendent du bateau, qui vont dans les restaurants, qui vont dans les boutiques, qui vont dans les musées, qui regardent, et on peut développer ça davantage au Québec, «l'économie bleue», qui est, pour moi, un beau terme, «l'économie bleue», qui est une expression qui existe depuis une dizaine d'années, qui fait en sorte qu'on développe les économies, l'économie qui est reliée à l'eau. Et on est capables, au Québec, de développer l'économie bleue. D'ailleurs, tout le monde connaît l'institut de recherche qui est situé à Rimouski, qui fait des recherches exceptionnelles et qui est à la fine pointe, qui est reconnu un peu partout à travers le monde et que nous, Québécois, nous ne connaissons peut-être pas suffisamment.

Alors, c'est là-dessus. Se servir aussi de ces médias sociaux pour vraiment camper notre mission. Mais évidemment il y a toute l'action du ministère, de ceux et celles qui oeuvrent au sein du ministère pour faire en sorte que cette vision soit poussée davantage. Donc, plan d'action qui va être présenté à l'automne prochain, qui avait été préparé avant que j'arrive — je le dis puis je suis très heureuse que ce travail était déjà en cours — et qui est fait de façon très rigoureuse, très sérieuse, et nous allons continuer notre poussée. Puis évidemment, en 2017, faire en sorte que les Québécois réalisent le travail de la diplomatie québécoise au cours des 50 dernières années. C'est la doctrine Gérin-Lajoie. C'est là où nous sommes dans nos champs de compétence. Bien, c'est là que nous allons faire les efforts.

Et je pense qu'avec la relation, aussi, privilégiée et unique que nous avons avec la France on est capables de développer quelque chose d'extraordinaire et aller bien sûr vers des économies émergentes. La francophonie, il va y avoir, en Afrique, un potentiel économique considérable. On dit qu'en 2050 les démographes prévoient qu'il y aura une population qui pourrait atteindre 2 milliards de personnes. Et, dans ces 2 milliards de personnes, on parle de 700 000 locuteurs francophones. C'est du monde, ça. Alors, avec le travail que nous faisons et notre action à l'Organisation internationale de la Francophonie, qui va, à Dakar, avoir une stratégie économique, on est capables vraiment, vraiment de faire des affaires intéressantes.

Vous parlez de population vieillissante. Oui, il faut attirer de la main-d'oeuvre chez nous, il faut attirer de la main-d'oeuvre qualifiée, et l'accord sur la reconnaissance des acquis est quelque chose qui est fondamental, qui est formidable. On a regardé le travail qui a été fait depuis. Les gens pourraient dire : Ah! bien, ce n'est pas beaucoup, 1 000 permis, mais il faut que ça se fasse, peut-être tranquillement aux yeux de certaines personnes, mais il faut que ça se fasse bien, et ça se fait très, très bien. Et ça, c'est un message aussi très positif qu'on envoie aux personnes qui viennent s'établir ici, et il y a d'autres régions du monde qui aimeraient bien avoir un tel accord.

Alors, je ne sais pas si j'ai répondu à votre question. Mais c'est vraiment pour nous une volonté. On est très, très enthousiastes par rapport à cette mission que nous avons et nous sommes convaincus qu'on est capables de franchir, d'arriver avec... Les défis qui se présentent devant nous doivent être vus comme de bonnes occasions de développer le Québec.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Vous me permettez; vous avez mentionné que, selon des démographes, on parlait, en 2050, de 2 milliards de population en Afrique. Vous avez dit que, sur ce, il y avait 700 000 ou 700 millions de locuteurs français?

Mme St-Pierre : Excusez-moi, c'est 700 millions. J'ai dit : 700 000.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : C'est ce que je pensais. 700 000, ce n'était pas impressionnant. 700 millions, ce l'est beaucoup plus. M. le député de Huntingdon, il vous reste à peine deux minutes.

M. Billette : On fait ça rapidement. Je vous félicite pour votre écoute, M. le Président. Je pense que vous êtes à l'écoute des moindres détails, et ce qui fait votre force de président.

Merci beaucoup, Mme la ministre. Je pense que c'est intéressant, ce qu'on a entendu. Il y a un mot que je retiens, c'est de la «vision», de la vision pour voir loin en avant. Ce n'est pas des gestes concrets qui vont se réaliser en un clic, comme on peut dire, mais je pense que c'est d'avoir une vision, puis il y a trois éléments, je pense, qu'il faut retenir, que vous avez mentionnés. Premièrement, c'est la synergie qui doit être créée pour la réussite de toute action qui va être posée, et un terme qui va bien au niveau stratégie, c'est travailler «ensemble». Le mot «ensemble», je pense, va faire la force du Québec pour les prochaines années. Également intéressant; votre plan d'action 2014-2018. Je pense que ça va être vraiment une stratégie qui va être claire, qui va bien définir à ce moment-là les actions et les gestes que vous allez poser pour le bien-être de l'économie du Québec et de la vision du Québec également à l'international. Et ce que j'ai beaucoup aimé également, c'est au niveau des opportunités. Si on regarde, il faut offrir des opportunités aux gens. Lorsqu'on a une compétitivité qui augmente au niveau international, il faut avoir, dans son portefeuille, des opportunités qui sont intéressantes pour les gens à l'étranger. Je crois que vous avez mis la main sur deux qui sont essentielles, je pense, qui font l'envie de plusieurs régions, plusieurs provinces, plusieurs pays également, qui sont le Plan Nord et la stratégie maritime.

La question, ça va être très bref comme question. Il y a deux mots, je pense, qu'il faut voir également, c'est les mots «compétitivité» et «accroissement» des revenus. Je pense que le défi est double à ce moment-là. Et, la question, je ne sais pas si vous pouvez y répondre : Quelles sont vos perspectives au niveau de ces deux éléments là, la compétitivité et l'accroissement des revenus pour l'État?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre, il vous reste 10 secondes par mot. Je pense qu'on va... Au prochain bloc, on pourra y revenir. C'est une excellente question, on pourra y revenir. Alors, je me tourne vers le deuxième groupe d'opposition. Mme la députée de Mirabel, vous avez la parole pour un bloc de... minutes.

Mme D'Amours : Merci. En vertu de la Loi sur l'administration publique, votre ministère doit établir des objectifs dans son plan stratégique, de mesurer sa performance à partir d'indicateurs. Moi, très brièvement... quels sont les trois principaux objectifs du ministère des Relations internationales?

Comment mesurez-vous votre performance par rapport à ceux-ci? Et quels résultats concrets visez-vous pour les années 2014-2015 et 2015-2016?

• (10 heures) •

Mme St-Pierre : ...premier objectif, c'est l'amélioration de l'image du Québec sur la scène internationale. Je pense que ça, c'est une chose sur laquelle on doit se pencher. Comment le mesurer? Bien, écoutez, c'est sûr qu'il y a peut-être des spécialistes qui sont capables de mesurer ça de façon très, très précise, mais je pense que ça se mesure aussi dans la relation qu'on a quand on fait des relations bilatérales, quand on rencontre des gens, quand on rencontre des homologues, qu'on rencontre des groupes et que, par rapport aux questions qu'on nous pose, on est capables de mesurer ou de voir quelles sont pour eux soit leurs inquiétudes ou quels sont leurs... plus des questionnements que des inquiétudes. Et je pense que ça, c'est assez important.

Sur la question d'améliorer l'image du Québec, j'entends par là faire en sorte qu'on puisse démontrer que, sous notre administration, pour les quatre ans que nous avons devant nous... c'est démontrer que nous sommes une terre d'accueil, que nous sommes ouverts sur le monde, que nous voulons faire en sorte que bien sûr on sache qu'au Québec nous avons des valeurs fondamentales, des valeurs communes et qu'on fasse connaître ces valeurs, qu'on fasse connaître les droits aussi des gens, et c'est une question pour nous qui est très, très importante. Nous avons besoin aussi, dans les actions ministérielles, de faire en sorte que... un autre objectif, c'est bien sûr l'économie du Québec. On veut que l'économie du Québec se remette en marche. Alors, il faut faire en sorte qu'on augmente nos exportations, qu'on augmente nos échanges, qu'on démontre que notre capacité ici de rendre des services... notre capacité est excellente en termes de main-d'oeuvre, qu'on a de la main-d'oeuvre qualifiée, qu'on a de bonnes écoles, qu'on a des services de santé qui sont appropriés. Alors, je pense que ça, c'est assez important. Donc, le plan d'action... l'élaboration du plan d'action, on le fait en 2013-2014. Donc, c'est la première année de l'exercice. Puis on va faire évidemment en sorte que ces objectifs soient rencontrés.

Pour votre question sur la mesure des objectifs, c'est une question qui, à mon avis, est pertinente, mais je ne pense pas que ça se limite à mesurer en termes de chiffres ou en termes de pourcentages. Il faut atteindre évidemment le maximum. Et, si vous voulez un complément, on peut peut-être passer, si vous l'acceptez, la parole à M. Audet qui pourrait vous donner un peu plus de précisions sur le plan stratégique.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Est-ce qu'on a un consentement à gauche? On a un consentement du côté gouvernemental. Alors, M. Audet, la parole est à vous.

M. Audet (Michel) : Merci, M. le Président. Donc, notre plan stratégique dont parlait la ministre sera déposé à l'Assemblée nationale à la rentrée, après les vacances d'été.

On va y retrouver un certain nombre d'axes, d'orientations, d'objectifs, et pour chacun des objectifs il y aura également des indicateurs. Nous avons déjà commencé, il y a quelques années, à développer un regroupement d'indicateurs

pour mesurer notre action à l'étranger, et je vais juste vous en donner quelques exemples. Mais, par exemple, on évalue chacun de nos postes à l'étranger et la performance du ministère par rapport au nombre d'entreprises que nos employés accompagnent à chaque année à l'étranger, partout dans le monde, en matière, entre autres, de promotion de l'exportation. On fait la même chose avec le nombre d'artistes que l'on appuie à l'étranger. On a également un suivi diligent qui est fait sur le nombre de rencontres à haut niveau que l'on fait avec des décideurs étrangers également sur les différents territoires où nous sommes présents. Nous avons également des indicateurs sur le nombre de jeunes Québécois qui ont vécu des expériences de travail dans d'autres pays soit avec les affiches jeunesse soit avec nos différents programmes de jeunesse et de solidarité. Nous avons également des indicateurs sur le nombre d'actions de promotion de notre offre éducative pour aider les universités à faire du recrutement et étudier à l'extérieur, également, du Québec, etc.

Donc, le plan stratégique, avec ces objectifs, va reposer, en termes de mesures de reddition de comptes, sur des indicateurs de ce type.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le sous-ministre. Mme la députée.

Mme D'Amours : M. le Président, j'aimerais vous faire un commentaire. Dans ma courte vie de députée, depuis le 7 avril dernier, c'est ma troisième commission et c'est la première fois que j'ai un sous-ministre qui me répond clairement, et j'aimerais l'en remercier. Merci beaucoup. Merci infiniment.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : On ne vous demandera pas les autres commissions que vous avez faites.

Des voix : Ha, ha, ha!

Mme D'Amours : Non. Je vais laisser le soin aux gens de les chercher.

J'aimerais revenir aussi sur la candidature de Michaëlle Jean. Récemment, le Québec s'est prononcé en faveur, et vous l'avez mentionné tout à l'heure, là, de la candidature de Michaëlle Jean pour diriger l'Organisation internationale de la Francophonie. On sait que des défis de taille attendent Mme Jean. Mme Jean doit en effet séduire les Africains, majoritairement, de l'OIF, 30 pays sur 57, et à qui, selon les règles non écrites, là... devrait normalement revenir au secrétariat général.

Donc, ma question, c'est : Où en est la candidature de Mme Jean? Quelles sont les représentations que le Québec fait pour promouvoir sa candidature? Y a-t-il des pays qui l'ont officiellement appuyée? Et quelle est la position du gouvernement fédéral dans ce dossier si vous avez eu la chance de discuter de ça?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci. Merci, Mme la députée. Tout d'abord, Mme Jean va faire elle-même sa campagne. Elle doit se déplacer et elle doit aller rencontrer les différents pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie pour faire part de sa vision de la Francophonie.

Nous, nous avons, avec le gouvernement fédéral et également le gouvernement du Nouveau-Brunswick, décidé d'appuyer la candidature de Mme Jean parce qu'elle nous apparaît une candidature d'exception, exceptionnelle. C'est une femme qui a une longue feuille de route. Elle a été gouverneur général. Elle est chancelière de l'Université d'Ottawa. Elle représente... en fait, elle est très impliquée dans le dossier d'Haïti à l'UNESCO à la suite de la tragédie du tremblement de terre. Elle a été aussi grand témoin des Jeux olympiques de Londres et elle est assez connue en Afrique, puisque, lorsqu'elle était gouverneur général, le premier ministre Harper lui a confié plusieurs missions sur le territoire africain. Alors, la candidature est appuyée conjointement par le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Nous sommes heureux de l'accompagner. Nous n'avons pas, nous, à décider ou à faire le pointage, si vous voulez, des pays qui sont... c'est des choses qui relèvent de ses démarches à elle lorsqu'elle va faire ses représentations. Et ce n'est pas un vote, à proprement parler, comme on connaît, nous, en termes électoraux, là. À un moment donné, il y a un consensus qui se fait autour d'une personne. Elle a des racines du Sud aussi parce qu'elle est Haïtienne, d'origine haïtienne, mais elle a aussi des liens avec l'Afrique parce que c'est ses racines, ses ancêtres sont Africains.

Nous avons aussi évalué cette candidature en termes de message pour les femmes de la Francophonie. Vous savez, le prochain sommet va... le thème du prochain sommet, ce sont *Les femmes et les jeunes, vecteurs de paix*, et je ne me souviens plus du... mais, quand même, la question des femmes dans la Francophonie va être au coeur du prochain sommet. Et je pense que l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est une égalité de droit, mais ça doit devenir aussi une égalité de fait. Et je pense que ça serait, et nous pensons que ça serait un puissant message qui serait envoyé aux femmes de la Francophonie de faire en sorte que, pour les prochaines années, ce soit une femme qui dirige l'Organisation internationale de la Francophonie. Alors, en ce sens, évidemment on l'appuie avec force. Bien sûr, nous sommes très respectueux des opinions des autres pays et des autres États membres de la Francophonie. Ce sera une décision qui va se prendre ensemble.

Les gens, les dirigeants vont prendre cette décision ensemble. Oui, c'est vrai, vous avez raison, il y a une règle non écrite que le secrétaire général ou la secrétaire générale est du Sud, et l'administrateur, du Nord. Ça sera aux États de choisir. Et le prochain secrétaire général ou la prochaine secrétaire générale va choisir son prochain administrateur. Et tout cela doit se faire dans un esprit d'ouverture et de dialogue.

Si nous appuyons cette candidature, c'est parce que nous y croyons, mais ne sommes pas dans un mode où nous allons nous imposer. Nous allons faire en sorte que nous disions... c'est-à-dire, nous allons le dire sur toutes les tribunes, que cette candidature nous apparaît être la meilleure, mais nous allons respecter aussi les opinions de ceux et celles

qui auront des opinions différentes. Et, jusqu'à maintenant, je dois dire que j'ai senti énormément d'ouverture lors de ma visite la semaine dernière, parce que j'ai fait plusieurs rencontres, dont une rencontre avec des députés, et, parmi les députés, il y avait deux femmes, et les deux femmes députées françaises ont dit spontanément à quel point elles étaient heureuses que nous ayons décidé d'appuyer la candidature de Mme Jean. J'ai fait part aussi de ce que je viens de dire, exactement dans les mêmes termes, à mon homologue, M. Laurent Fabius, qui a écouté ce que nous avions à dire sur cette candidature. Et j'ai aussi fait part de notre décision auprès de M. Diouf. Évidemment, il a un devoir de réserve. Et il a écouté ce que nous avions à dire, mais son devoir de réserve ne lui permet pas de se prononcer.

Alors, je pense que les choses, pour le moment, se font bien. L'ambassadeur du Canada à Paris travaille de son côté aussi, nous avons notre délégation qui va travailler de son côté pour faire un peu de travail de terrain, mais le vrai travail, le grand travail appartient à Mme Michaëlle Jean elle-même.

• (10 h 10) •

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : M. le Président, j'aimerais parler du volet Francophonie et des responsabilités de la ministre. Selon vos voyages et vos observations, est-ce que la Francophonie avance ou recule? Moi, j'aimerais ça vous entendre, là, sur ce sujet-là.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : J'aime bien parler de missions plutôt que de voyages parce que, quand on part, évidemment, en mettant le pied en dehors de l'avion, on commence à travailler, et, quand on arrête de... en fait, quand on rentre dans l'avion, c'est là que finalement on peut un peu décanter.

Mais la Francophonie, c'est un secteur qui est passionnant, puisque peut-être que nous, en Amérique du Nord, avant que l'organisation existe, on se sentait peut-être un peu seuls, dans notre Amérique du Nord, 2 % de francophones, à faire en sorte qu'on développe notre passion pour le français, mais aussi non seulement la passion, mais cet effort de protéger le français en Amérique du Nord. Et j'ai bien aimé d'ailleurs — je fais une petite parenthèse — le commentaire de Louis-José Houde, lors des célébrations de la fête nationale, qui a dit que ce qu'il aimait de tous les politiciens, c'est qu'on partageait tous cette même passion pour le français. Je vous avoue que ça m'a fait du bien de l'entendre après avoir eu la responsabilité de l'application de la Charte de la langue française pendant cinq ans et demi, parce que je l'ai vraiment, cette passion.

Alors, la Francophonie peut faire en sorte qu'on puisse développer quelque chose de très fort et très puissant, et c'est pour ça qu'on est ensemble. C'est une organisation qui inspire d'autres organisations. On sait que le Commonwealth s'inspire de l'Organisation internationale de la Francophonie. Il y a des États américains aussi qui s'inspirent de ce qui se passe dans l'Organisation internationale de la Francophonie. Les perspectives de développement sont importantes. Je l'ai dit tout à l'heure, il va y avoir une stratégie économique qui va être rendue publique lors du sommet de Dakar. Alors, on a un potentiel économique très fort et très puissant. Et, quand on met tous ces éléments ensemble, on sait qu'on peut la faire grandir, cette francophonie, la protéger. Et je pense que, lorsqu'on regarde les chiffres, ce que ça veut dire, c'est beaucoup, beaucoup, beaucoup d'êtres humains sur la terre qui partagent la même langue. Pensons à TV5 Monde. On rejoint 175, 176 millions de foyers avec TV5 Monde. Donc, il y a quelque chose de puissant à faire dans l'ensemble des pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : ...Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : Lors de l'allocution du 9 juin dernier, là, à la rencontre avec les chefs de poste de carrière, la ministre des Relations internationales disait, et je la cite : «En dépit d'importantes contraintes budgétaires, nous voulons ouvrir une antenne économique à Houston.»

Pourquoi Houston, puis quels sont les coûts prévus pour l'ouverture?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Alors, merci pour la question. Tout d'abord, il y avait une délégation à Atlanta, plusieurs personnes travaillaient au bureau d'Atlanta. Nous avons pris la décision de ramener la délégation d'Atlanta à une antenne, c'est-à-dire qu'il n'y aura qu'une personne qui sera en poste à Atlanta. Et, avec ce que nous faisons comme changements sur le plan budgétaire, nous avons décidé d'ouvrir une antenne à Houston parce qu'il y a un potentiel avec le Texas, sur le plan économique, qui est très important. J'ai eu des discussions, d'ailleurs, avec mon collègue le ministre du Commerce extérieur avant de prendre cette décision. Comme vous le savez, il a été à la tête d'Investissement Québec, alors il a une bonne vision de ce qui peut être faisable en termes de développement économique. Et, pour lui, c'était vraiment essentiel de vraiment aller percer ce marché au Texas et d'avoir quelqu'un en poste là-bas. Alors, ce n'est pas quelque chose qui coûte très cher, mais c'est un poste qui devrait, entre guillemets, rapporter beaucoup, on le souhaite.

Pour ce qui est d'Atlanta, bien sûr, alors, c'est comme un peu des vases communicants, nous allons faire des économies en ramenant Atlanta à une antenne et on va mettre un peu d'argent à Houston pour pouvoir essayer de percer. Sur le plan scientifique, il y a des choses à faire, il y a des perspectives intéressantes au Texas.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : Oui, M. le Président. Avec les voyages et les discussions, est-ce que déjà il y a des pays ou des entreprises étrangères qui ont confirmé leur participation au Plan Nord? Ou, la stratégie maritime, là, est-ce qu'il y a de nouvelles entreprises? Moi, j'aimerais entendre la ministre là-dessus.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre, en mentionnant qu'il reste un peu plus de cinq minutes à ce bloc d'échange.

Mme St-Pierre : Vous avez une bonne question. Cependant, je vous rappelle que ça fait huit semaines que nous sommes assermentés, nous avons prêté serment, alors c'est un peu court. Je peux vous dire que, dans les trois missions que j'ai faites, j'ai réalisé à quel point «Plan Nord», ça voulait dire quelque chose. Ça, c'était la première constatation.

La deuxième; en France, on savait que les Français étaient très, très intéressés par le Plan Nord. Mais de vous dire : Concrètement, telle entreprise s'est manifestée, moi, je n'ai pas, dans les rencontres que j'ai eues... Mais il y a eu quand même une annonce qui a été faite par le premier ministre, c'est dans la région de Sept-Îles la semaine dernière, je pense, qui a été faite, en lien avec le Plan Nord. Mais les gouverneurs des Grands Lacs, lorsque je suis allée à Chicago, ont compris. Quand on dit «Plan Nord», ils comprennent ce que ça veut dire. Mais, pour votre question plus pointue, le nombre d'entreprises qui ont décidé d'aller... enfin, qui ont manifesté... je ne peux pas vous répondre à cette question-là aujourd'hui, il faudrait que j'aille m'informer auprès de mon collègue M. Daoust. Mais, pour moi, l'expérience que j'ai vécue dans ces trois missions, c'est d'abord la connaissance du Plan Nord puis, deuxièmement, le regain d'intérêt.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : Moi, j'aimerais ça revenir un peu... Tout à l'heure, on a parlé de Houston, puis je n'ai pas entendu le coût. On m'a dit qu'il n'y aurait pas un coût... et ça, j'aurais aimé ça avoir plus de détails là-dessus, plus de précisions. Puis, pour ce qui est de la question qu'on vient de me répondre, la dernière question que j'ai posée, naturellement que c'est difficile d'avoir la réponse à de nouvelles entreprises qui se seraient manifestées, mais juste de dire que c'est un beau plan, c'est correct, mais peut-être que, dans les échanges, il y aurait eu une ouverture possible avec des entreprises sans qu'elles se soient... J'aurais aimé ça savoir s'il y en avait, des entreprises, dans ce sens-là.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Alors, Mme la ministre, trois minutes.

• (10 h 20) •

Mme St-Pierre : Alors, pour les coûts de l'ouverture de l'antenne, on prévoit 121 000 \$ et nous sommes en pourparlers avec Expansion Québec pour installer le poste. Pour le Texas, on dit que c'est un des États qui a le plus fort taux de croissance aux États-Unis, alors c'est la raison pour laquelle on s'installe là-bas, et on pense qu'on est capables de... Avec des collaborations avec Investissement Québec, on est capables vraiment de bien se positionner.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée.

Mme D'Amours : ...toujours pour la deuxième question où je vous disais... Je demandais, c'est-à-dire, à la ministre : Même s'il n'y a pas des entreprises qui au Plan Nord vous auraient dit concrètement qu'elles étaient intéressées, pendant les trois missions est-ce qu'il y a eu une ouverture, est-ce qu'il y a eu un intérêt vis-à-vis le Plan Nord, même que de dire : C'est un beau plan, c'est correct? Mais est-ce qu'il y a un intérêt potentiel?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Oui, il y a un grand intérêt. D'ailleurs, on me souligne qu'il y a un consul général qui est venu spécifiquement rencontrer — le sous-ministre? — ...

Une voix : ...

Mme St-Pierre : ...le secrétariat pour parler du Plan Nord au nom de compagnies de son pays, qui est venu nous rencontrer pour avoir plus de détails et d'informations sur la relance du Plan Nord.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Une minute, Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : Je reviens encore sur ma question. Il y a quelqu'un qui est venu ici se présenter à un bureau pour souligner son intérêt, mais vous, lors de vos missions — vous en avez eu trois, c'est peu, mais quand même — est-ce qu'il y a eu une ouverture ou un intérêt potentiel pour le Plan Nord?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Oui, beaucoup d'intérêt. On était heureux que nous relançons le Plan Nord parce qu'on avait vu qu'il y avait un potentiel là, mais vous dire : Est-ce que quelqu'un est arrivé en disant : Je vous parle au nom d'une compagnie qui veut absolument, la semaine prochaine, demain matin, arriver?, non. Mais, sur l'intérêt, ce que ça signifie, le Plan Nord, oui. Et est-ce qu'ils étaient heureux de savoir que nous relançons le Plan Nord? La réponse était : Oui, très, très, très heureux de la relance du Plan Nord.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Ça met un terme à ce bloc d'échange.

Je me tourne vers le député de Laurier-Dorion, le leader adjoint du gouvernement. Ça me fait plaisir de vous voir ici. Je sais que l'amateur de foot en vous a vécu une journée difficile hier, mais vous êtes au poste ce matin, c'est ce qui compte. M. le député, la parole est à vous.

M. Sklavounos : Merci, M. le Président. J'avoue que je suis présent malgré mon deuil profond suite aux résultats d'hier au football, surtout après des tirs de barrage. Je me permets de vous saluer, M. le Président, vous féliciter également pour votre élection à ce poste, puisque c'est la première fois qu'on se retrouve ensemble, de saluer Mme la ministre, les gens qui l'accompagnent, du ministère, du cabinet, les collègues ministériels, la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, qui est la porte-parole de l'opposition officielle en ces matières, et nos collègues de la Coalition avenir Québec, et les gens qui nous accompagnent pour faciliter les travaux de cette commission.

Juste avant d'aborder la question que j'avais l'intention de poser et que... vous allez voir, a aussi un lien avec le football, le soccer, M. le Président, je vais permettre à Mme la ministre de revenir sur une question qui avait été laissée quelque peu en suspens à cause d'un manque de temps, qui avait été posée par le whip en chef de notre gouvernement. On était sur le sujet de la vision globale de la ministre sur son ministère, et le whip en chef a fait un survol assez exhaustif sur les différents objectifs évidemment du ministère, une certaine synergie qui doit exister. Lorsqu'on lie, en quelque sorte, le nombre de ministères qui sont appelés à travailler ensemble pour ce qui est de notre présence à l'international, c'est assez impressionnant. Quand on en parle, de l'immigration, culture, économie, tourisme, éducation, ressources naturelles, c'est déjà quelque chose, parce qu'évidemment nous sommes dans une époque où nous regardons les dépenses publiques, où nos contribuables nous demandent de leur donner un maximum pour l'argent qui a été investi. Mais, outre ces ministères, nous avons aussi des organismes qui jouent un rôle, qui évidemment sont tributaires des ministères : Investissement Québec, la Caisse de dépôt, la SODEC, le CALQ. Il y a Montréal International, qui joue un rôle important pour accroître la visibilité de notre métropole, attirer de l'investissement international, des événements internationaux, agir aussi comme ambassadeur, en quelque sorte, de notre métropole; Québec International; Laval Technopole, que vous connaissez, étant un député de la région de Laval, M. le Président; les grappes sectorielles, Aéro Montréal — la ministre a parlé un petit peu d'aéronautique plus tôt; Échotech Québec, les ONG évidemment, Les Offices jeunesse — et je vois les représentants qui sont également présents aujourd'hui; les bureaux Expansion Québec. Et, d'une façon ou d'une autre, tous ces organismes, ces ministères jouent un rôle au niveau de l'international.

Et, la question évidemment qui se pose, on est dans une ère où les décisions difficiles doivent se poser, on doit trouver réponse. On doit augmenter notre synergie pour nous assurer que ce qui est fait par un n'est pas nécessairement fait par l'autre. Et je présume... et je vais permettre à la ministre de répondre à la question, mais je présume que le ministère des Relations internationales a un rôle, si vous voulez, de quart-arrière dans tout ce jeu international. Et, dans une époque où on cherche à accroître les revenus de l'État, à accroître la synergie, à diminuer les dédoublements, si vous voulez, pour nous assurer que nous sommes efficaces, l'exercice auquel va se prêter tout l'appareil gouvernemental, tous les programmes... Vous savez, M. le Président, que, notre gouvernement, c'est une des promesses que nous avons faites au niveau de la campagne électorale, c'est quelque chose qui est exigé de nous de la part des Québécois, et il n'y a pas de ministère qui va être épargné à cet exercice-là, tous les ministères sont appelés. Il y a eu des décisions qui ont été posées. Notre collègue d'Hochelaga-Maisonneuve est revenue sur le sujet, au moins, d'une représentation en Russie. Il y a des contextes qui changent et il y a des décisions difficiles à prendre. Il y aura le même type de décisions difficiles dans tous les ministères.

Mais j'aimerais entendre la ministre, lui permettre l'occasion de répondre sur cette question-là qui avait été laissée en suspens, concernant la compétitivité. Comment qu'on peut nous assurer d'être compétitifs? Comment nous pouvons nous assurer d'avoir une certaine synergie entre les différents acteurs? Parce que, pour le commun des mortels qui écouterait notre exercice, il se dirait : Il y a pas mal beaucoup de monde qui joue sur un terrain un petit peu similaire. Comment qu'on fait pour nous assurer que les revenus sont au rendez-vous? Parce qu'à quelque part, à part ce qui est culturel — je vais revenir plus tard avec la question que j'avais initialement prévu de poser — il y a évidemment le volet économique. Et, au niveau du volet économique, on doit regarder les résultats. Notre collègue de la Coalition avenir en a parlé un petit peu.

Est-ce que la ministre pourrait partager avec nous sa vision au niveau de la compétitivité et l'accroissement des revenus de l'État, vu cette multiplication des acteurs dans le contexte économique et budgétaire actuel, M. le Président?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le député de Laurier-Dorion. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Merci, M. le député. Moi aussi, je souligne que vous deviez être un petit peu déçu, mais ça ne paraît pas trop ce matin.

Une voix : ...

• (10 h 30) •

Mme St-Pierre : Oui. En fait, vous savez, il y a des pays dans le monde qui excellent dans différentes formes de diplomatie et qui peuvent être des modèles. Alors, nous devons nous inspirer aussi des bonnes pratiques que nous voyons ailleurs, à l'international.

Mais nous, nous allons tout d'abord coordonner notre action davantage pour être capables de maximiser les efforts de chacun des ministères et les efforts de chacun des organismes. Il faut que, comme ministère des Relations internationales, nous prenions un leadership très fort, et faire en sorte que nous sachions un peu ce que tout le monde fait. Alors, ça, c'est un des objectifs que je me donne, c'est-à-dire d'avoir de bonnes discussions, d'avoir des discussions avec

mes collègues, dire : Bien, j'ai besoin de comprendre, de savoir et faire en sorte qu'on puisse avoir des actions qui soient concertées. Je pense que ça, c'est fondamental pour être capables d'arriver à faire, à développer davantage. Vous avez raison, la compétitivité est féroce. Et, tout à l'heure, j'ai parlé du fait que le Québec était peu connu. On pense, oui, que, dans certains secteurs, c'est un créneau, bon, nous sommes bien connus, nous sommes bien accueillis. On voit que nos artistes, sur la scène internationale, ont des succès énormes, mais nous devons être davantage connus, nous devons davantage pénétrer les marchés, et ça, il y a un travail énorme à faire.

Alors, il y a une diplomatie, et ça doit être fait par le gouvernement. On ne peut pas laisser ça uniquement entre les mains du secteur privé, il faut que le gouvernement s'investisse là-dedans. Donc, le plan stratégique va évidemment parler de ça. Et nous avons des différents types de diplomatie qu'il ne faut pas délaissier et d'autres qu'il faut créer ou qu'il faut faire en sorte qu'on leur donne plus d'importance. Je pense à la diplomatie numérique. J'en ai parlé tout à l'heure. C'est incontournable au XXI^e siècle. C'est une façon d'accroître notre influence. C'est une façon de se faire connaître davantage. C'est une façon qui est économique aussi. On le voit dans les autres gouvernements, on voit que les réseaux sociaux sont utilisés au maximum. Nous, on a de très beaux exemples. La délégation du Québec à Paris fait un travail là-dessus qui est très, très fort, et on voit que ça porte fruit. Alors, c'est une façon de se faire connaître davantage et c'est une façon peu coûteuse, c'est une façon d'atteindre le plus de monde possible.

On parle de diplomatie scientifique. Alors, il y a certains territoires plus spécifiques qui pourront travailler cette diplomatie scientifique. Je pense, entre autres, à Boston. On pourrait s'imposer dans cette région-là, dans les lieux de savoir et d'innovation, pour y positionner nos plus grands chercheurs, nos chercheurs universitaires, nos ingénieurs. Et ça pourrait aussi être une façon pour nous aussi d'en accueillir chez nous. Alors, le Québec peut se développer comme un pôle majeur en Amérique du Nord pour la recherche et le développement dans plusieurs, plusieurs secteurs de pointe. Ce qui nous vient en premier en tête, c'est l'aéronautique, bien sûr, c'est déjà le cas; les techniques informatiques aussi, les sciences de la vie, les arts numériques. On est capables d'aller chercher du... de se faire connaître dans ces secteurs-là.

La diplomatie culturelle, je pense que je n'ai pas beaucoup besoin d'élaborer là-dessus, c'est une diplomatie qui est là, bien, bien, bien implantée. Nous avons des créateurs qui sont reconnus mondialement. Évidemment, il y a des noms qui nous viennent en tête : on pense à Robert Lepage, on pense au Cirque du Soleil. Mais il y a aussi des événements sur lesquels on peut travailler encore plus fort, un événement qui s'appelle South by Southwest, à chaque année, à chaque printemps, qui est un événement où vous avez une multitude de — on dit en anglais «showcases» — vitrines. Et le Québec a développé un petit concept qui s'appelle Planète Québec, et, avec notre concept Planète Québec, bien on est capables de percer des marchés que l'on croyait impossibles auparavant. Et on pense que la barrière de la langue nous empêche de faire des choses, alors que ça peut être le contraire. Peu de gens savent que nos musiciens de musique traditionnelle sont très, très forts en Nouvelle-Angleterre, alors qu'il y en a qui ne sont à peu près pas connus ici. Puis ils sont connus ailleurs dans le monde. Il y a des choses qui se font ailleurs, et je pense que notre diplomatie... Moi, je dis souvent... je ne veux pas insulter les diplomates, mais je dis souvent que les créateurs sont les meilleurs ambassadeurs parce que c'est ludique, puis c'est agréable, puis ça fait du bien, et c'est intéressant. On a vu le succès de Xavier Dolan au Festival de Cannes — je pense qu'on ne peut pas avoir une meilleure carte de visite que cela pour le Québec — et d'autres artistes aussi qui sont ailleurs, qui viennent s'implanter chez nous. Arcade Fire, ce sont des artistes, c'est un groupe qui n'était pas chez nous, puis il y a quelque chose qui se passe à Montréal pour eux. Ils viennent chercher cette espèce d'inspiration là.

Évidemment, la diplomatie économique. On dit d'un État qu'il est ce qu'il produit. Alors, le Québec ne saurait avoir de succès à l'étranger sans tisser des partenariats solides avec des entreprises québécoises. Il faut avoir des partenariats solides avec des entreprises québécoises et il faut tout mettre en oeuvre pour promouvoir le savoir-faire de ces entreprises-là, donc, l'accompagnement des petites et moyennes entreprises, les grandes. Oui, les grandes sont là, ce sont de bons... parce que ces grandes entreprises là sont déjà connues. Leur travail est fait, mais il faut aussi qu'on fasse en sorte que nos petites et moyennes entreprises aient leur place à l'international. Et, je répète, tout le potentiel que la Francophonie peut avoir dans le développement économique, je pense que, là, on est capables, sur le plan de la compétitivité, d'être très compétitifs et sur un terrain que l'on connaît.

Et moi, je veux souligner la richesse, puisque vous êtes d'origine grecque... À Montréal, on a une richesse énorme chez nos immigrants qui... On sait très bien que la langue officielle à Montréal, c'est le français, mais on sait qu'avec la loi 101 le fait que les enfants d'immigrants vont à l'école française, bien ça fait des enfants qui sont parfaitement à l'aise dans la langue française, qui comprennent leur culture d'accueil, qui sont, bien souvent, nés ici, mais aussi on voit un potentiel de gens qui sont de jeunes leaders qui parlent deux, trois, quatre... puis je pense que vous-même, vous en parlez quatre ou cinq, langues. C'est énorme, ça, et ça peut devenir un facteur très, très important pour attirer des compagnies internationales chez nous. Et ça, je pense que c'est quelque chose qu'il ne faut pas... Il ne faut pas se gêner d'en parler, de cela, et de dire qu'on est capables de vraiment aller chercher quelque chose qu'on ne voit peut-être pas ailleurs. Alors, ça nous donne un caractère très, très, très particulier, au Québec, et particulièrement à Montréal.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. M. le député de Laurier-Dorion.

M. Sklavounos : Alors, effectivement, M. le Président, Mme la ministre connaît bien la force de la métropole, et la force de l'immigration, et la contribution à ce qui est notre oeuvre internationale.

Elle décrit bien, étant représentante d'un comté, le comté de l'Acadie, que je réside fièrement également, il faut le mentionner, M. le Président, et où on voit des enfants aujourd'hui qui seront vraisemblablement les ambassadeurs de demain. On les voit aujourd'hui, ces enfants qui parlent le français, l'anglais, l'ourdou, le hindi, le pendjabi, d'autres langues qui sont des langues importantes non seulement au niveau de la culture, mais au niveau du futur économique, nos échanges à l'avenir. Ce sont des pays qui sont des moteurs internationaux aujourd'hui. Alors, quand je fais le tour de ces classes,

des fois, et je suis convaincu que ma collègue la ministre fait la même chose, je dis à ces enfants-là : L'avenir vous appartient, et le fait que vous avez des origines étrangères, à l'étranger, dans ces pays-là, vous donnera un avantage. Alors, ne pensez jamais que c'est un désavantage, le fait que vous soyez des fois mélangés, lorsque vous êtes plus jeunes. Et je le sais, je parle de ça. La ministre a fait mention que je parle quelques langues. Plus jeune, j'avais tendance à les mélanger, mais plus tard, lorsqu'on...

Une voix : ...

M. Sklavounos : Oui, il y a des collègues qui me disent que je les mélange encore, là, mais il faut dire qu'à un moment donné, quand tout rentre en ordre, ça devient un atout incroyable, et je suis d'accord avec la ministre.

Je veux lui parler particulièrement de... Elle a parlé de la Francophonie. Ici, nous sommes le coeur de la francophonie mondiale. La ministre y a été entre le 21 et le 26 juin, je parle de la France. Et le lien avec le football, c'est qu'à midi, heure locale, les Français de Montréal et de partout au monde seront collés devant leur écran de téléviseur pour regarder la partie contre le Nigeria. C'est pour ça qu'il y a tout un lien avec le soccer, M. le Président.

Mais retournons, sérieusement, à la visite de la ministre. J'ai pu regarder et visionner un petit peu... Je suis d'accord avec le collègue, il y en a une bonne partie qui avait été diffusée sur *Twitter*. On a été capables de suivre quasiment en temps réel ce qui se passait à Paris, en France. Mais en même temps j'ai regardé le communiqué de presse et le programme de mission et, je dois vous avouer, en lisant tout ce qui a été fait, je me demandais quand que la ministre a pu trouver du temps pour faire autre chose que de travailler, c'est-à-dire se reposer, manger. Je vais vous dire rapidement... Évidemment, le mandat qui a été donné à Mme la ministre par le premier ministre lui-même était de continuer à entretenir et développer la relation profonde, spéciale que nous avons avec la République française. Ce n'est pas n'importe quoi, la République française. On a parlé beaucoup économie. Je sais que le temps va bientôt nous manquer, M. le Président. La ministre pourra prendre peut-être un petit peu de temps dans le prochain bloc pour répondre à la question, puisque c'est un sujet qui est important. Parce que tout à l'heure je parlais de compétitivité, de l'économie, de résultats, etc. Mais nos liens avec la France vont au-delà de ça. Et nous avons fièrement accueilli des présidents français, le président Sarkozy, qui est déjà venu au Québec. On a fait des annonces pour des ententes de reconnaissance mutuelle de diplômes, et les relations avec la France n'ont jamais été aussi fortes. Et il y aura peut-être, je comprends, une autre visite à l'automne et d'autres grands événements.

• (10 h 40) •

Mais, évidemment, à regarder ce que la ministre a fait, je vous dis... Je lisais : Prise de parole lors de la cérémonie de Lever des couleurs sur la Place du Québec, dans le VI^e arrondissement, où elle était accompagnée d'élus municipaux français; visite des Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et consultation du traité de Paris — et je pense que la ministre pourrait nous parler un petit peu du traité de Paris qui va peut-être se rendre ici en même temps avec le président qui... j'imagine que ce sera pendant la même période, au Musée de la civilisation; déjeuner sur la situation politique et économique française avec des analystes et des universitaires — il ne faut pas perdre de vue nos liens en ce qui est enseignement supérieur avec les Français; séance de travail avec le Comité de régie interne de la Délégation générale du Québec à Paris; rencontre avec les membres du Groupe d'amitié France-Québec de l'Assemblée nationale; rencontre avec les membres du Groupe d'amitié France-Québec du Sénat; participation à la remise de l'Ordre Léopold Senghor également.

En même temps, en plus de ce qui a été fait au niveau des médias non traditionnels, comme *Twitter*, et autres, la ministre a accordé plusieurs entrevues dans les médias. Et, lorsqu'on parle en quelque sorte d'accroître la visibilité, la ministre a joué un rôle important en accordant plusieurs entrevues : *Femmes et pouvoir*; elle était l'invitée de TV5 Monde, avec Patrick Simonin; elle a donné une entrevue à l'émission *Espace Francophonie*, France 3, lors de la fête populaire; *Magazine France Québec*; évidemment *Le Devoir*, Christian Rioux qui est sur place; et une entrevue avec l'hebdomadaire *Jeune Afrique*.

Évidemment, cette visibilité n'a pas de prix, cette visibilité est importante. Le temps me manque — je vous regarde, M. le Président. Mais, au niveau de la visibilité, on voit que c'est un exercice, quant à moi, qui a été réussi. Au niveau de l'emploi du temps de la ministre, on voit qu'elle a travaillé très, très fort en rencontrant du monde et en favorisant des liens. Par contre, je pose la question à l'envers; la ministre est partie en France avec des objectifs : Quels étaient ces objectifs-là et quelles sont les principales réalisations de cette mission à Paris? Elle va sûrement manquer du temps. Vous allez me permettre de revenir juste pour lui permettre de compléter dans le prochain bloc, car la question, d'après moi et d'après les collègues, je suis sûr, est très importante. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le député. Effectivement, il reste à peine une minute. Je ne sais pas, Mme la ministre, si vous voulez entreprendre la réponse tout de suite ou si vous voulez attendre. C'est peut-être mieux d'attendre plutôt que de vous interrompre. C'est une tâche ingrate de la présidence de devoir interrompre une ministre en pleine envolée. Et, en espérant qu'à votre réponse vous nous donniez de bonnes nouvelles sur l'arrivée du traité de Paris à Québec, je me tourne vers la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, porte-parole de l'opposition officielle en matière de relations internationales et de la Francophonie. Pour ce bloc de 23 minutes, la parole est à vous, Mme la députée.

Mme Poirier : Merci, M. le Président. Alors, je vais poursuivre le bloc précédent.

Juste un petit rappel. La ministre nous a dit tout à l'heure qu'il y avait quand même 16 personnes, mais on parlait d'Asie-Pacifique. Tokyo est au Japon, et il y a 12 personnes au Japon, alors il reste quand même, au bureau de Beijing et

de... Ce qui restait à Beijing et Shanghai, il ne reste... c'est seulement quatre personnes qui sont là. Donc, il y a une personne en moins. Il y a M. Dussault qui n'y sera pas, versus 12 personnes à Tokyo et deux personnes à Hong Kong. Alors, je veux juste qu'on précise, là, que les données... On est toujours à seulement quatre personnes pour la Chine. Ça, c'est les données, en tant que tel.

Mais on va retraverser de ce côté-ci du globe, on va parler de Washington. Alors, la ministre a pris la décision de rapatrier la personne responsable du bureau de Washington, et j'aimerais comprendre les motifs de ce rapatriement qui s'est fait de façon, on pourrait dire, précipitée. C'est la décision de la ministre, mais j'aimerais comprendre pourquoi la ministre a rapatrié Mme Beaulieu.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Alors, c'était la décision du gouvernement précédent d'augmenter le nombre de personnes au bureau de Washington.

Lorsque nous sommes arrivés comme... lorsque je suis arrivée en poste et que nous avons regardé nos efforts budgétaires et comment on devrait concentrer le travail, alors, nous avons décidé de faire en sorte que le bureau de Washington soit ramené à deux personnes. Donc, nous avons toujours une présence à Washington. C'étaient des contrats. Nous avons mis fin aux contrats qui avaient été accordés aux deux personnes qui ont été ramenées. Et, on regarde, en termes d'argent, bien, on parle d'une économie de 308 000 \$, ce n'est pas rien. Et donc on fait en sorte que le bureau de New York poursuive ce qu'il faisait auparavant et qu'il soit la principale antenne, le principal bureau dans cette région des États-Unis.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Merci. Mais je comprends que, comme le bureau de Moscou, c'est l'ancien premier ministre, Jean Charest, qui avait souhaité justement que le bureau de Washington... Puis on sait que Washington est une plaque tournante, là, ce n'est quand même pas une ville de second ordre aux États-Unis, bien au contraire. Et la présence du Québec à Washington, elle est importante, elle est stratégique. Et d'ailleurs c'est Jean Charest qui avait fait que le bureau du Québec ne serait plus un bureau du tourisme justement, et ça, depuis 2008.

Alors, est-ce qu'il y aura une nomination éventuelle pour le remplacement de Mme Beaulieu ou dorénavant ce sera le bureau de New York qui assumera, par des allers-retours, le bureau de Washington? Alors, je voudrais juste comprendre comment seront répartis les effectifs, là, à Washington. Est-ce qu'il y a actuellement un attaché politique américain? Il y a une adjointe de nationalité française puis un conseiller américain dont le contrat se termine à la fin de l'été, donc il reste deux personnes. Comment va être occupé le bureau de Washington? Est-ce qu'il y aura quelqu'un qui sera nommé éventuellement, peut-être une autre personne? Et, d'ici là, je comprends que c'est le bureau de New York qui assumerait de façon partielle. Alors, je veux juste comprendre l'organisation du travail, parce qu'il y a là un important bureau, et le bureau de Washington est important stratégiquement.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. En fait, c'est une réorganisation, nous ramenons à New York la mission de New York telle qu'elle était lorsque nous avons quitté les affaires. Washington, je répète, Mme la députée, en tout respect, c'est l'ancien gouvernement, l'ancien ministre qui a décidé d'ajouter deux personnes au bureau de Washington. Nous avons décidé de réorganiser, puisqu'il y avait aussi des économies à faire de ce côté-là. Le travail peut très bien se faire à partir de New York.

Washington a une mission plus politique. New York, c'est la mission économique. Je pense, ce n'est même pas deux heures de train entre Washington et New York, ce n'est pas très, très loin, et ça peut se faire de façon très, très efficace. C'était ça avant, lorsque M. Parisella était délégué du Québec à New York. Il faisait très bien son travail. La délégation de New York peut très bien faire ce travail. Ça fait partie de ses responsabilités, ça a toujours été comme cela, et nous avons décidé de ramener les choses telles qu'elles étaient lorsque nous avons quitté les fonctions et de ramener les deux personnes. Nous avons mis fin à leur contrat. C'est une réorganisation que nous avons décidé de faire.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Écoutez, M. le Président, vous comprenez qu'on peut être surpris de cette décision quand on regarde que les autres provinces canadiennes, entre autres l'Alberta, l'Ontario et le Manitoba, sont représentées quant à elles à Washington. Washington, c'est aussi l'endroit des grands «think tanks», là, des grandes universités, du Congrès américain. Les grandes institutions — Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, le FMI — c'est à Washington que ça se passe, là. Alors, on comprendra que c'est une décision qui est difficile à comprendre. La Caisse de dépôt vient d'ailleurs d'ouvrir un bureau. 300 000 \$ d'économies pour perdre, dans le fond, un positionnement stratégique à Washington, j'ai de la misère à comprendre, là.

Puis Washington au profit de Houston? Alors là, je ne peux pas... on a de la misère à comprendre, là, l'orientation stratégique gouvernementale de préférer Houston à Washington.

• (10 h 50) •

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Bien, c'est-à-dire, ce n'est pas une question de préférer Houston à Washington, c'est une question de faire en sorte que... D'ailleurs, je souligne que, quand vous parlez des autres provinces, les autres provinces sont installées à l'Ambassade du Canada, ce qui n'est pas notre cas. Nous avons décidé de réorganiser le bureau de Washington comme il était au moment où nous avons quitté les affaires et nous avons décidé de faire en sorte que le bureau de New York prenne tout le volet économique de sa mission, le prenne pleinement et que le bureau de Washington prenne le volet politique.

Maintenant, pour ce qui est de Houston, c'est un territoire américain où il y a un potentiel, sur le plan économique, énorme. C'est la septième, je pense, la septième plus grande ville des États-Unis. Je pense qu'aller s'installer là, d'avoir une antenne là, ce n'est pas quelque chose qui est inutile, puisqu'évidemment notre priorité, c'est l'économie et c'est faire en sorte que les moteurs de l'économie se remettent en marche. Alors, c'est la décision que nous avons prise pour Houston, et je pense que c'est une excellente décision.

Pour ce qui est de Washington, bien, Mme la députée, je respecte votre opinion. C'est une décision qui avait été prise sous votre gouvernement. Nous avons respecté votre décision à ce moment-là. Vous avez droit, évidemment, nous sommes dans une démocratie, à ne pas être d'accord. Mais nous, nous pensons que c'est le meilleur moyen de déployer nos énergies et de déployer nos effectifs, de le faire de cette manière-là.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Oui. Bien, écoutez, on a quand même de la misère à comprendre, là. Je comprends qu'on n'a pas la même opinion, puis c'est bien correct, c'est comme ça en politique, mais c'est un drôle de message qu'on envoie à nos partenaires du Sud à l'effet qu'on va prioriser Houston versus Washington, qu'on va... Je comprends aussi que c'est le directeur du cabinet du premier ministre qui a le dossier des États-Unis, c'est d'ailleurs son seul dossier international, et c'est lui qui donne la priorité aux États-Unis. Alors, on donne une priorité aux États-Unis, on considère que c'est stratégique, mais on diminue nos effectifs à Washington qui est quand même l'endroit des lobbys et l'endroit du pouvoir américain. Et de préférer à cela d'avoir une personne déléguée de New York... ça a beau être à deux heures de train, moi, je pense que d'avoir une personne en place et d'avoir une personne qui est là à temps plein pour assumer le positionnement du Québec, c'est important.

D'ailleurs, on parlait, tout à l'heure, d'Hydro-Québec pour laquelle on a besoin d'avoir des gens à temps plein, Hydro-Québec qui fait énormément d'affaires là-bas. Il y a tout le secteur de l'énergie pour lequel il n'y a... Et c'est là, à Washington, où sont les décideurs, en tant que tel. Alors, c'est quand même une décision qui ne me semble pas stratégique et surtout, économiquement parlant, qui nous positionne mal sur l'avenir, en tant que tel, par le fait d'avoir des personnes, finalement, à temps partiel; à moins que la ministre nous dise qu'éventuellement il y aura une autre personne de nommée, ce qui serait son choix aussi.

Mais, d'abandonner Washington, parce que c'est un peu l'image que cela donne en ayant retiré les personnes, eh bien, moi, je pense qu'on donne une mauvaise image de notre intention réelle au niveau de notre présence tant économique que notre présence tout court, finalement. C'est le positionnement du Québec, en tant que tel.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le président. Alors, c'est une décision économique. Il ne faut pas penser là que les gens qui nous écoutent pensent qu'on a fermé le bureau de Washington. On n'a pas fermé le bureau de Washington. Nous avons ramené le bureau de Washington à deux personnes pour être capables de faire en sorte que l'on concentre tout le travail et le volet économique au bureau, à la délégation de New York. Et il faut aussi comprendre que notre relation avec les États-Unis, elle se fait avec les États américains. C'est là que notre relation est la plus forte. Et ce n'est pas... la relation avec Washington est importante, certes, mais notre travail, notre focus doit être fait dans nos échanges avec les États américains.

Et, sur l'hydroélectricité, Mme la députée a tout à fait raison. D'ailleurs, lors de mon séjour à Chicago, j'ai eu une conversation avec un représentant du gouverneur de l'État de New York qui nous disait qu'au cours des 18 derniers mois, sur les beaux projets ou enfin les discussions qui avaient été entamés, il se trouvait un peu au neutre. Donc, il y avait, j'ai senti... En fait, ça nous a confortés dans notre décision. C'est-à-dire, il y a des choses à reprendre, il y a des discussions qui ont été mises sur la glace, il y a des discussions à reprendre, et je pense que la délégation du Québec à New York doit se concentrer, et c'est son travail, sur le caractère économique de sa mission. Il y a un potentiel énorme et il faut qu'on le développe. Alors, c'est comme ça que nous avons décidé. Je comprends que la députée dise qu'elle ne comprend pas, mais j'essaie de l'expliquer le plus clairement possible.

Et nous, nous avons, à ce moment-là, des interrogations sur : Pourquoi, quel message voulait-on envoyer aux Américains en augmentant de quatre personnes, c'est-à-dire de 100 %, le bureau de Washington? On se posait, nous aussi, de notre côté, des questions sur les intentions politiques de cette décision.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, en vous mentionnant qu'il reste un peu moins de 10 minutes.

Mme Poirier : Merci, M. le Président. La ministre nous a informés tout à l'heure qu'au niveau aussi du bureau d'Atlanta on a réduit d'une personne. Il y a un soutien important qui est fait au Festival South by Southwest, qui est fait. J'aimerais savoir ce qu'il va en advenir, de ce soutien-là, et comment on compte maintenir la présence du Québec qui est importante au maintien de ce festival.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : D'abord, South by Southwest est situé au Texas, c'est à Austin, au Texas. Donc, c'est au Texas que ça se passe, ce festival-là. C'était Atlanta qui s'en chargeait parce qu'on n'avait pas de bureau au Texas. La contribution du Québec est faite via la SODEC au Festival South by Southwest, et il y a aussi une contribution du ministère du Développement économique parce qu'il y a un volet nouvelles technologies qui est très, très important dans ce festival-là, il y a un volet cinéma et il y a un volet musique.

Je pense que la présence du Québec à ce festival n'est pas remise en question. C'est un effort qui est fait avec plusieurs partenaires. Il y a M pour Montréal aussi qui est dans le partenariat. Alors, il y a plusieurs... C'est un partenariat qui fait en sorte que chacun met un peu d'argent, puis ça fait de notre présence une présence assez importante. Alors, ce n'est pas remis en question, quant à nous, notre présence à South by Southwest, sous le label, sous le vocable ou enfin la... qui s'appelle Planète Québec.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Oui. Merci beaucoup. Alors, bon, concernant le festival, je comprends que les effectifs transférés d'Atlanta vers Houston vont permettre de maintenir nos énergies à l'intérieur du festival. C'est ce que j'en comprends.

Une voix : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : C'est-à-dire, ce festival... je vous rappelle que c'est quand j'étais ministre de la Culture qu'on s'est impliqués dans ce festival. Alors, je dois dire que j'étais très fière, parce que je suis allée sur le terrain à deux reprises, de voir l'impact que nous avons lors de ce festival. Parce qu'on a souvent l'impression qu'il y a une barrière linguistique, et, quand on arrive là et qu'on voit ce qui se passe, on voit que ce n'est pas uniquement... c'est une question de talent musical, et on voit que le Québec se démarque énormément. Alors, pour nous, South by Southwest doit être maintenu, doit être continué, on doit continuer d'appuyer South by Southwest. Et ce ne sont pas des sommes énormes. La SODEC, avec les autres partenaires, Développement économique... on ne parle pas de sommes, là, gigantesques, et c'est un festival que les artistes apprécient. Même, il y en a qui y vont en voiture, puis ça leur prend des heures et des heures à atteindre la ville, et qui découvrent à quel point c'est un festival qui est important.

Alors, il y a d'autres partenaires, les partenaires sont là. C'est nous qui l'avons appuyé en tout premier. Nous ne l'avons pas créé, mais nous l'avons appuyé. L'initiative est venue. Ce sont des jeunes partenaires, M pour Montréal entre autres, qui ont décidé de faire cet événement-là. Ils nous ont demandé un partenariat, nous avons accepté de le faire, et je pense que nous allons continuer à appuyer South by Southwest.

• (11 heures) •

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée.

Mme Poirier : Alors, bien, vous m'en réjouissez, Mme la ministre, parce qu'on sait que tout le volet médias sociaux était assumé justement par le bureau d'Atlanta, et il faut s'assurer que, malgré la coupure d'une ressource à Atlanta, ce volet-là sera maintenu. Alors, si c'est ce que vous nous confirmez est à cet effet, on peut juste s'en réjouir.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Je peux ajouter, M. le Président, que nous avons une direction, ici, des communications qui est très, très au fait des médias sociaux. Vraiment, leurs connaissances sont très pointues. Et aussi la relève va se prendre par le bureau de New York pour... C'est le ministère de la Culture qui est le ministère important dans le dossier via la SODEC, et le bureau de New York va prendre la relève d'Atlanta, ainsi qu'ici la Direction des communications.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la députée.

Mme Poirier : Alors, M. le Président, au terme de ce bloc, en tant que tel, ce que ça nous résume, là, je vous dirais : Shanghai, on n'a pas de directeur pour un an, un an et demi encore; Moscou, c'est la fin de la présence du Québec; Washington, c'est la réduction du personnel, et finalement il n'y a plus de directeur à Washington, en tant que tel, tel que nous l'a annoncé la ministre; Atlanta, une seule personne; le rapatriement à New York, entre autres, là, des médias sociaux qui étaient faits par Atlanta; fin de la présence au Chili par la fermeture du bureau de Santiago; fin de la présence du Québec en Corée par la fermeture du bureau de Taipei.

C'est des gros changements, M. le Président, mais j'aimerais que la ministre puisse débiter le début, parce qu'on y reviendra. Aux crédits, on nous parlait de 8,5 millions de coupures au niveau des représentations du Québec à l'étranger. À date, avec ce que la ministre vient de nous dire, je comprends qu'à Moscou elle nous a parlé d'une coupure de 879 000 \$; à Washington, de 308 000 \$, on est loin de 8,5 millions. Alors, elle peut peut-être débiter dans ce bloc-ci, parce que je pense qu'il ne reste pas grand temps, là, mais qu'elle puisse commencer à nous dire comment elle ventile la ventilation de ce 8,5 millions là, il se fait combien, parce que, là, à deux bureaux, je n'en ai seulement que pour 1,1 million de dollars.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre, en mentionnant qu'il reste 3 min 30 s à ce bloc d'échange.

Mme St-Pierre : Alors, je vais souligner à la députée en tout respect que Taipei n'est pas située en Corée, mais Taipei est située en Thaïlande...

Une voix : ...

Mme St-Pierre : ...à Taïwan. Je voulais souligner à la députée que c'est quand même assez étonnant qu'elle nous parle de ces compressions-là, alors qu'en 1996 le gouvernement du Parti québécois avait supprimé 134 postes et rasé 12 bureaux et délégations du Québec. Je veux remettre aussi les faits, c'est-à-dire que la compression dans nos bureaux et nos délégations est de 2 129 000 \$. Alors, les chiffres que la députée a en main, ce ne sont pas ces chiffres, notre compression est de 2 129 000 \$. Donc, je voulais au moins remettre ces chiffres-là en perspective.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée, 2 min 30 s.

Mme Poirier : Bien, écoutez, à ce moment-là, que la ministre nous explique les chiffres à la page 170 du livre des crédits parce que les crédits de 2013 étaient de 57, et ceux de 2014, 48.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : On me souligne que ce sont les crédits d'immobilisations qu'il faut sortir du volet Crédits des dépenses.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la députée.

Mme Poirier : Mais je suis à l'élément 2, Représentations du Québec à l'étranger.

Mme St-Pierre : ...M. le Président, que le sous-ministre réponde à...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Est-ce qu'il y a consentement? Il y a consentement. M. le sous-ministre.

M. Audet (Michel) : Oui. Merci, M. le Président. Alors, effectivement, on inclut des crédits d'immobilisations, on prend une réserve pour le maintien des actifs et la maintenance de nos actifs immobiliers à l'étranger.

Donc, nous, notre budget de dépenses pour l'année qui vient, en 2014-2015, est de 94,7 millions de dollars. Et nous avons de la rigueur budgétaire à exercer avec des économies à rendre de l'ordre de 4,6 millions de dollars, et là-dessus il y a environ 2,1 millions qui vont provenir de nos initiatives que l'on prend dans le réseau, et le reste va provenir des initiatives que l'on va prendre au siège. Et les contraintes que nous avons par rapport aux économies générées par les gains de productivité et la réduction du budget de fonctionnement seront prises entièrement au siège pour ne pas affecter le réseau.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie. Il reste quelques secondes. Ça va? On reporte? Je me tourne vers le député de Vimont pour ce nouveau bloc d'intervention. Pour 22 minutes, M. le député de Vimont, à vous la parole.

M. Rousselle : Merci, M. le Président. Mme la ministre, une ministre très active, je vous suis pas mal sur *Facebook*, je pense qu'effectivement vous n'arrêtez jamais. Donc, je peux voir vraiment que vous êtes une passionnée de qu'est-ce que vous faites puis je vous en félicite. Collègues de l'opposition officielle, de la deuxième opposition, collègues formant le gouvernement, ministre, sous-ministres, tous les gens qui sont là pour justement nous faciliter la tâche, merci d'être ici.

Moi, je vais continuer sur la question de mon collègue de Laurier-Dorion. D'ailleurs, lui avec, il mentionnait justement, effectivement, qu'il regardait votre mission à Paris. Vous avez bougé, mais beaucoup, même assez que, comme il le disait si bien, je ne sais pas si vous avez eu la chance au moins de prendre quelques arrêts, de temps en temps, pour vous personnellement, mais on vous voit vraiment active. Pourriez-vous nous exposer vraiment... Parce que vous avez été là-bas avec des objectifs sûrement bien précis. Donc, pourriez-vous nous exposer les objectifs de cette mission ainsi que les principales réalisations que vous avez accomplies à Paris?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le député. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Bien, tout d'abord, le premier objectif, c'était d'établir clairement l'importance de notre relation avec la France, et, comme nouveau gouvernement, nous voulions y aller assez rapidement.

Alors, à peine huit semaines après la prestation de serment, je me suis rendue là-bas. C'était important pour nous de vraiment camper le message, et ça coïncidait bien sûr avec la fête nationale du Québec. Alors, la date était idéale, et c'est pour ça que nous sommes allés à cette date-là. Nous avions aussi comme message, c'est de dire à quel point nous apprécions la visite de M. le président Hollande qui va venir à l'automne prochain. Donc, il fallait aussi qu'on aille parler pour la préparation de cette visite. Et il y avait également d'autres volets.

Alors, il y a eu des volets de rencontres bilatérales. J'ai fait trois rencontres bilatérales pour parler des priorités du gouvernement. Et, dans le discours, lors de la fête nationale, j'ai vraiment établi... Il y avait une centaine de personnes

qui ont été invitées, il y avait plusieurs ambassadeurs qui ont été invités, l'ambassadeur... en fait, il y avait deux ambassadeurs du Canada qui étaient là, celui à l'UNESCO puis l'ambassadeur du Canada en France qui est établi à Paris, et j'ai expliqué les priorités du gouvernement. Donc, j'ai parlé abondamment du Plan Nord, j'ai parlé de la stratégie maritime, j'ai parlé de nos défis budgétaires, j'ai parlé aussi de l'importance pour nous de la Francophonie, de la candidature aussi de Mme Jean. Dans les rencontres bilatérales, il a été question de... J'ai rencontré M. Laurent Fabius pour parler de la visite de M. Hollande mais de différents dossiers également. On a abordé la question du dossier des étudiants français qui sont ici. Nous avons aussi discuté de nos priorités économiques : Plan Nord, stratégie maritime. J'ai fait aussi une rencontre avec Mme Fleur Pellerin où nous avons parlé de l'accord de reconnaissance des acquis. C'est un accord qui est très important pour nous mais qui est aussi important pour la France de reconnaître les acquis des professionnels qui sont dans les différents pays. Mais bien sûr la démographie fait en sorte que nous avons accordé plus de permis, 1 000 permis, par rapport à une centaine de permis du côté de la France, mais c'est à cause du flot, là, migratoire que... Et on peut penser qu'il y a un décalage, mais il n'y a pas de décalage du tout. C'est tout à fait normal compte tenu de la démographie. J'ai rencontré la ministre Najat Vallaud Belkacem pour discuter de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, puisque nous coprésidons le conseil d'administration. Donc, on a parlé de cet organisme-là.

• (11 h 10) •

C'est une ministre aussi qui s'intéresse aux questions de condition féminine. Alors, elle m'a interrogée, m'a posé des questions sur la position du gouvernement du Québec par rapport à toute la question de la prostitution, la nouvelle loi qui a été déposée à Ottawa, sur cette question-là. J'ai rencontré aussi des sénateurs, j'ai rencontré des députés. Et, lors de ma rencontre de députés, on a abordé différents sujets, encore une fois, les sujets économiques. On a parlé de la Francophonie. On a aussi, avec le député Lefebvre... J'ai eu une rencontre avec le député Lefebvre qui est le député qui représente les Français qui vivent à l'est des États-Unis et à l'est du Canada. Il y a un député qui représente les Français. J'ai eu l'occasion d'avoir une rencontre avec lui également.

Nous avons eu aussi des événements à caractère culturel. Le Centre culturel canadien et le gouvernement fédéral pilotent l'événement qui s'appelle Nuit boréale. C'est dans le cadre de la Fête de la musique à Paris et c'est un événement où plusieurs artistes vont se produire. Dans le cadre de cette Nuit boréale, nous avons plusieurs artistes québécois qui se produisaient. C'était animé par Mme Catherine Pogonat qui est animatrice à Radio-Canada. Alors, je suis allée à cet événement-là, j'ai prononcé un discours et j'ai aussi pu rencontrer les artistes qui étaient présents lors de cet événement. Nous avons financé aussi un peu, via la SODEC, la Société de développement des entreprises culturelles, cet événement-là, alors nous étions partenaires également de l'événement.

Ça a été aussi un pur bonheur de voir l'exposition sur Félix Leclerc à la Bibliothèque nationale de France qui commémore le 100e anniversaire de la naissance de Félix Leclerc. Ils ont fait des colloques, ils ont fait un spectacle avec des artistes québécois qui ont interprété des chansons de Félix Leclerc. Ça a été assez bien accueilli. Et nous avons pu assister à la fin d'un colloque sur l'importance de la parole de Félix Leclerc dans le contexte de l'époque, lorsqu'il est allé s'installer et vivre en France. J'ai aussi pu rencontrer la chanteuse d'opéra Mme Aline Kutan, qui est d'origine arménienne, qui est québécoise mais d'origine arménienne, qui a fait un spectacle, un concert, dans le cadre du concert des *Choeurs éternels* de l'orchestre de l'Opéra de Paris, qui se passait à Boiscommun. Alors, c'était un dimanche où nous sommes allés à l'extérieur de Paris pour entendre Mme Kutan qui est une artiste remarquable. Alors, tout ça pour dire que, quand vous dites que je n'ai pas eu le temps de... J'ai fait aussi une rencontre avec M. Diouf pour parler de la Francophonie, préparer le prochain Sommet de la Francophonie et parler évidemment de sa succession.

Donc, c'était important d'avoir une mission aussi chargée pour vraiment démontrer à quel point notre relation est prioritaire, on veut y accorder une grande, grande... On y accorde une grande importance. Tous les gouvernements du Québec y ont accordé une grande importance, et il fallait vraiment marquer le coup. Et j'en profite pour exprimer mes remerciements à tout le personnel de la délégation, aux délégués, aux personnels aussi qui m'ont accompagnée, M. Thérout qui est ici, en arrière de moi, qui m'a accompagnée. On était là pour travailler, et c'est pour ça que j'aime utiliser le terme «mission», pour que les gens comprennent, les Québécois comprennent l'importance de la diplomatie québécoise.

Et j'ai fait plusieurs entrevues, comme l'a dit M. le député de Laurier-Dorion. En plus des médias sociaux auxquels je suis très attachée, il y a les médias traditionnels qui sont importants aussi pour vraiment passer notre message. J'ai fait une entrevue avec *Jeune Afrique*. C'était la première fois que je faisais une entrevue avec *Jeune Afrique*, et l'entrevue a été diffusée assez rapidement sur Internet.

Donc, mon bilan est positif, et ils ont bien hâte de voir notre premier ministre qui doit faire une visite l'automne prochain... enfin, dans les premiers mois de 2015, pour vraiment camper notre relation. Entre-temps, on va recevoir M. Hollande.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Puis, quant au traité de Paris?

Mme St-Pierre : Alors, oui, je me suis rendue aux Archives diplomatiques où j'ai vu le traité de Paris en personne, qui date de 1763, qui va sortir de la France pour la première fois. Et pour nous ça peut représenter évidemment un moment sombre de notre histoire.

Ce n'est pas une question de se réjouir de ce que ça signifie, mais c'est de se réjouir du fait que ce document important soit présenté aux Québécois avec toute la pédagogie qui l'entoure. Il faut expliquer notre histoire, il faut expliquer aussi le contexte. Et on m'a montré aussi des documents qui expliquent le contexte historique, bien sûr, mais dans quel état la France se retrouvait sur le plan de... avant la signature de ce traité, quelles étaient les discussions, quelles étaient les réflexions, qu'est-ce qui se passait exactement.

Alors, je pense que ce sera un moment assez exceptionnel. Et je veux remercier les autorités françaises de nous permettre de le recevoir ici. Il va venir au Québec pendant une dizaine de jours seulement, sera au Musée de la civilisation

pour le présenter. Et vous allez réaliser que, lorsqu'on voit le document, il se passe quelque chose d'assez particulier. Bien, il faut dire que j'aime beaucoup les archives, là, c'est peut-être... Il se passe quelque chose d'assez particulier quand on voit les sceaux et qu'on voit les signatures et ce que ça a voulu dire pour la suite des choses pour nous. C'est assez prenant.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie, Mme la ministre. Alors, on espère avoir l'occasion de vivre ce moment comme vous l'avez eu. M. le député de Vimont.

M. Rousselle : On peut voir que vous êtes vraiment une passionnée. On vous écoute, là, puis... Écoutez, moi, je veux parler d'Haïti. Haïti, c'est un pays qui me tient à coeur, vous le savez, où, les gens qui ne le savent pas, j'ai travaillé avec les Nations unies pendant neuf mois, pour la période de 2005 à 2006, un pays qui a été reconnu à un moment donné pour être la perle des Antilles, donc vraiment un beau pays avec des gens qui sont incroyables dans ce pays-là. Au moment où j'ai été là, bien, malheureusement, c'était un pays en crise. Veux-je pas, quand tu as un pays qui est en crise, malheureusement, la criminalité augmente parce que les gangs organisés en profitent. Et, malheureusement, nous, on était là pour faire la stabilisation de ce pays-là.

Moi, quand je me promenais dans ce pays-là — je me suis promené beaucoup — je faisais de la montée, de la marche en montagne et j'ai réalisé que, les jeunes, bien souvent, pour aller à l'école, il fallait payer. Et j'ai appris ça là-bas. Et nous, les policiers canadiens, justement, avec notre propre salaire, on a payé, on a fait bâtir une école qui s'appelle maintenant l'école Mark-Bourque. Mark Bourque, pourquoi? Bien, c'est un policier de la GRC qui a été tué, malheureusement, là-bas, en Haïti. C'était une période qui était vraiment très dure en 2005-2006, vous vous rappelez un peu. J'ai eu quelques copains, justement, quelques gens de l'armée qui se sont fait tuer là-bas. Il fallait se promener en tank d'une place à l'autre pour être plus sécurisés. Et j'ai réalisé que, quand on a bâti cette école-là qui sert aussi pour lieu religieux pour le dimanche, la grandeur de ce peuple-là, quand ils se réunissent, la... quand ils ont tous mis la main à la pâte, là, pour justement faire que cette école-là fonctionne, qui d'ailleurs... C'est une école qui fonctionne encore. Et, pour votre information aussi, je sais que les pompiers de Montréal devraient aller sous peu faire un agrandissement. Donc, actuellement, il y a 40 jeunes qui vont à l'école gratuitement, parce que c'est toujours les policiers canadiens qui paient les frais des professeurs là-bas, et c'est une école qui devrait aller chercher à peu près 80 élèves prochainement. Donc, quand tu vas en Haïti, je pense, tu tombes en amour avec Haïti. C'est indéniable. Les gens sont tellement chaleureux, tu ne t'en sors pas.

Moi, j'avais été là-bas pour les élections de Préval, donc M. Préval, qui était élu président à ce moment-là. En passant, je n'ai jamais vu un bulletin de vote aussi grand. Ça mesurait 14 pouces par 14 pouces. En tout cas, c'est vraiment incroyable. Nous autres, des fois, quand on va voter, on trouve qu'il est long quand tu as huit ou neuf candidats; là-bas, huit puis neuf, il n'y a pas personne. Vous savez, là-bas, là, ils sont vraiment nombreux sur un bulletin de vote. Et, pour vous dire, même dans les régions, quand tu te promenais dans les régions, parce que, moi, on m'avait envoyé à Jacmel à ce moment-là pour la période électorale — j'étais plus attiré, moi, à Port-au-Prince — les élections, pendant... parce qu'à un moment donné la nuit arrive; bien, on prenait les moyens du bord. C'était avec des chandelles que les gens s'éclairaient pour pouvoir voter. Donc, c'était assez incroyable de voir ça.

• (11 h 20) •

Là-bas, j'ai réalisé que la classe moyenne est inexistante, hein, tu as une classe pauvre et une classe riche, et la classe pauvre est vraiment pauvre. Le côté économique, vous le savez comme moi, dû à tous ces problèmes-là d'instabilité en Haïti, ça fait que, bien, les gens ne vont plus là-bas justement pour passer des vacances, ils trouvent ça dangereux, même si j'ai vu que maintenant... je pense, ils ont recommencé un petit peu à retourner. Mais effectivement j'ai eu la chance de faire le tour d'Haïti, il y a des endroits vraiment incroyables. C'est vraiment beau, c'est un beau pays.

Là-bas, pour vous parler... Parce que je veux vous parler de la Francophonie, mais je veux parler aussi de la différence quand on fait des relations avec d'autres pays. Moi, à ma table, on avait une table de concertation là-bas, on était 16 nationalités différentes alentour de la même table, et ce n'est pas nécessairement évident. Imaginez-vous, nous, ici, tous Québécois, tous à peu près la même formation ou à peu près, on a de la difficulté des fois à s'entendre entre nous. Imaginez-vous, avec 16 nationalités différentes, des formations différentes, des religions différentes, donc, ça fait beaucoup de différences, mais on arrivait pareil à s'entendre pareil. Oui, c'était peut-être plus long, mais on arrivait pareil à s'entendre. Et, quand qu'on avait le consensus, je vais vous dire de quoi, c'était vraiment bien. Et je pense que, quand on avait le consensus, c'était vraiment le bon consensus, la bonne décision qu'on prenait, même si ça avait pris du temps.

Le Québec entretient une relation vraiment forte et durable avec Haïti, et ce, depuis longtemps, et ce, pour des raisons identitaires et culturelles. Vous le savez comme moi, beaucoup d'Haïtiens, ils ont immigré ici, au Québec. Et moi, je peux vous en parler, dans ma circonscription, d'ailleurs, on m'invite des fois même à la messe le dimanche, puis ça fait... je vous dirais, ça fait des messes un petit peu plus enjouées. Et des fois on pourrait prendre un petit peu de leur image, des fois, pour nos propres églises, il y aurait peut-être plus de monde, des fois, je pourrais vous dire. Mais c'est vraiment intéressant, et ça fait vraiment une activité incroyable dans ces églises-là. Et rappelons-nous que le Québec a maintenu une représentation gouvernementale à Port-au-Prince entre 1976 et 1996 : 20 ans. Cette présence se manifeste aujourd'hui par le nombre toujours grandissant d'acteurs québécois qui interviennent, dont des institutions d'enseignement, des organismes et des coopérations internationales, des municipalités et des entreprises privées que j'ai rencontrés à profusion là-bas. Il y a beaucoup justement de municipalités ou surtout des élèves qui vont là-bas pour pouvoir aider justement une école publique ou tout simplement aller aider dans un village qui a besoin d'aide. Et j'ai même rencontré des Québécois, des sourciers, là, des gens qui cherchent des sources d'eau... allés faire des puits là-bas. Donc, c'est toutes des connaissances québécoises qui vont là-bas pour pouvoir aider justement ce peuple qui en a grand besoin.

On a toujours conservé la relation étroite qui lie Québec à Haïti, et ça, on le sait, que c'est un enjeu de taille à la fois pour des raisons de contexte d'instabilité qu'on connaît, qui prévaut en Haïti, mais aussi parce que le Québec

n'est pas directement représenté sur le territoire. Il s'avère ici important de rester proactifs, et ça, je pense, c'est vraiment important, pour tisser des liens avec le gouvernement haïtien. D'ailleurs, j'en parlais tout à l'heure avec mon collègue de LaFontaine, je recevais un e-mail justement parce que je communique avec quelqu'un d'Haïti qui fait partie du consulat là-bas. Puis, ça faisait drôle, en même temps qu'on parlait d'Haïti, l'e-mail arrivait. Vous savez que la diaspora haïtienne à Montréal est importante, elle est importante aussi à Laval, sur mon territoire, parce que j'ai beaucoup, beaucoup de gens, et cette diaspora-là n'est pas non seulement très organisée, mais elle contribue aussi activement à la vie sociale, culturelle et institutionnelle du Québec. Je pense, c'est des joueurs très importants qu'on ne peut pas ignorer. D'ailleurs, j'ai ici le nombre de temps qu'on est là-bas.

Si on récapitule un petit peu, ça fait 40 ans qu'on a une relation avec Haïti. Et ça, ça commence en 1957, quand que... le début de l'immigration vers le Québec. Après ça, bien, l'ouverture de la délégation à Port-au-Prince, c'était en 1976, comme je vous disais tantôt. La première mission ministérielle a eu lieu en 1981. Après ça, bien, vous savez que... la visite officielle du président Aristide, mais il y a eu le renversement aussi d'Aristide. Vous connaissez... mais je vous dis ça juste pour vous rappeler un petit peu l'histoire là-bas. Après ça, il y a eu le premier mandat de Préval, donc la période que je vous parlais tantôt, là, la visite, le premier mandat et le deuxième mandat, où j'étais là vraiment pour ces élections. C'est un endroit qui a besoin... Notre relation avec l'État haïtien n'est pas récente mais a évolué avec le temps.

Je prendrais le temps, pour le bénéfice de ceux qui nous écoutent, de broser le portrait de notre relation présente avec l'État du peuple haïtien. Cette relation s'articule principalement autour de quatre axes majeurs. Le premier axe, c'est le partage de l'expertise, notamment, publique; Projet d'appui au renforcement de la gestion publique; entente tripartite Canada-Québec-Haïti. Vous savez que le Canada, il est là, mais vraiment très présent sur le territoire. Juste vous parler de l'ACDI et toutes les organisations canadiennes qui sont là-bas, qui visent à renforcer la...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : M. le député, deux minutes.

M. Rousselle : Deux minutes? Je n'ai jamais assez de temps. Vous pouvez voir que moi aussi, je suis un passionné. Excusez-moi, là, mais je suis un passionné d'Haïti, je ne pourrai jamais finir. Mais juste pour vous dire que le premier axe, c'était le partage de l'expertise, notamment, publique. Le deuxième, c'est la solidarité internationale, le soutien au développement économique et le niveau multilatéral.

D'ailleurs, comme je vous disais tantôt, actuellement il y a cent policiers canadiens là-bas qui justement aident à former les policiers de là-bas pour avoir justement une meilleure police et amener un haut niveau. Il ne me reste pas grand temps, je pense, hein?

Une voix : Une minute.

M. Rousselle : Écoutez, je vais vous poser la question, si vous pouvez peut-être... la réponse par la suite...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Ah! il y a une question en plus.

M. Rousselle : J'aimerais savoir, Mme la ministre, ce que vous entrevoyez, pour les années à venir, quant à notre relation avec Haïti.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie, M. le député, pour cette question. Il reste quelques secondes, Mme la ministre. Vous voulez entreprendre ou vous voulez reporter...

Mme St-Pierre : Bien, on peut reporter. Mais tout simplement pour souligner que notre relation avec Haïti, elle est très importante. On a beaucoup parlé du tremblement de terre, et là on a eu un regain, bien sûr, mais, même avant, on a toujours, toujours été présents. Nous allons continuer notre relation, continuer à être présents sur ce territoire qui a tellement besoin de tout. Et notre communauté haïtienne est vraiment, vraiment importante pour nous, au Québec, alors on va toujours, toujours les accompagner.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. On pourra y revenir dans le prochain bloc. Je me tourne maintenant vers le deuxième groupe d'opposition et je cède la parole à la députée de Mirabel pour 23 minutes d'échange.

Mme D'Amours : Merci, M. le Président. Merci. L'ancien ministre des Relations internationales, actuel député de Rosemont, avait créé un comité chargé d'étudier la pertinence et les conditions d'établissement d'une agence québécoise de solidarité internationale.

Avant la campagne, le premier ministre du Québec actuel qui était chef du parti s'est dit ouvert au projet. Les orientations données par le premier ministre canadien de l'Agence canadienne de développement international ne satisfaisaient pas l'ancien ministre qui prônait la création d'une structure propre au Québec en matière de solidarité internationale. Dans un rapport rendu public en février dernier, le comité recommande la création d'une agence de solidarité internationale pour renforcer l'action de solidarité internationale du Québec. Le comité recommande également que la création de cette agence se réalise de concert avec l'élaboration d'une politique québécoise de solidarité internationale et qu'elle soit appuyée par un plan d'action et de financement.

Ma question, M. le Président, à la ministre, c'est : Où en est le gouvernement sur la création d'une agence de solidarité internationale? Quels seront les coûts rattachés s'il y en a une? Et quelle est sa position dans le dossier?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre, la parole est à vous.

• (11 h 30) •

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Merci, Mme la députée. Oui, il y a du travail qui a été fait par le ministère sur cette question-là. J'ai rencontré, la semaine... non, pas la semaine dernière — le temps passe très vite — il y a deux semaines, les gens des organismes qui... l'AQSI entre autres, qui prônent pour la création de cette agence. Nous n'avons pas encore pris notre décision à ce sujet-là. On a bien pris connaissance des recommandations. Vous comprenez cependant que nous avons une rigueur budgétaire qui est assez importante, et nous ne sommes pas dans un contexte où nous allons développer des nouveaux programmes et où nous allons développer des nouvelles choses. Nous ne sommes pas dans ce contexte-là.

Alors, la décision n'est pas prise de façon finale. Mais, pour le moment, ils ont très bien compris. Ils ont même apprécié le fait que nous n'avons pas réduit leur budget et que notre coopération va continuer. Mais la création de l'agence, ce n'est pas encore une décision que je peux prendre, puisque nous ne sommes pas dans un contexte budgétaire où on peut prendre cette décision-là.

L'ancien ministre disait que, bon, il était insatisfait de ce que le gouvernement fédéral faisait en matière de coopération internationale notamment par le biais de l'ACDI et quand même il passe sous silence que lui et son gouvernement, ils ont coupé de 17 % dans le programme de coopération. Alors, on peut ne pas apprécier ce que le gouvernement fédéral fait en termes de coopération, mais il faudrait peut-être regarder ce que... il faudrait peut-être qu'il regarde ce que lui faisait en termes de coopération internationale en coupant le programme de 17 %. On comprend qu'ils ont fait des compressions, puisqu'ils avaient 20 millions à couper au ministère, ce qui était un effort budgétaire considérable.

Alors, tout ça pour dire : En résumé, nous maintenons les budgets, nous ne sommes pas dans un mode où nous allons créer de nouveaux programmes, créer de nouveaux organismes. Nous ne sommes pas dans ce mode-là, et la décision finale n'est pas prise.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : Merci, M. le Président. Dans un souci, là, d'économies budgétaires dont la ministre fait état, est-ce que la ministre peut nous confirmer des missions auxquelles le Québec ne participera pas, auxquelles il participait habituellement et, si oui, nous expliquer ses choix?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : J'aimerais avoir un peu plus de détails sur la question. Moi, dans les missions à venir, il y a la mission à Dakar, c'est le Sommet de la Francophonie à Dakar. Je pense que, là, on est dans un incontournable. Il y a une possibilité que j'aille aux États-Unis pour le Congrès mondial acadien, mais ça serait un très, très court déplacement, là. Ce n'est pas une très longue mission, c'est un déplacement pour aller souligner le Congrès mondial acadien. Mais, moi, dans mon calendrier à moi, ma prochaine mission, c'est à Dakar. À ma connaissance, on n'en a pas annulé.

Evidemment, les missions sont regardées sous l'angle de la pertinence, sous l'angle des coûts. Il peut y avoir des missions possibles. En fait, il y en a une qui s'en vient, c'est mon collègue de l'Éducation supérieure qui va se rendre en Afrique. Je pense que c'est au Sénégal.

Une voix : En Côte d'Ivoire.

Mme St-Pierre : En Côte d'Ivoire. Il va se rendre en Côte d'Ivoire à la suite d'une invitation qu'il a reçue comme ministre de l'Enseignement supérieur. Il va y avoir mon collègue aussi du Développement durable qui va se rendre à New York en septembre parce qu'il y a une rencontre importante à New York sur les questions de développement durable et d'environnement, et j'ai mentionné celle du premier ministre qu'il doit faire en Chine. C'est une mission commerciale qu'il doit faire en Chine. Ce sont les seules dont j'ai pris connaissance. Peut-être que vous en avez d'autres en tête.

Pour ce qui est d'avoir annulé, je n'ai pas pris connaissance de missions qui avaient été annulées.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : En fait, ma question était plutôt... Là, je n'en ai pas, là, qui... je ne connais pas les missions qui ont été annulées, mais, d'entrée de jeu, quand on a des missions, habituellement, qui sont toujours comme reportées ou qui sont... Là, est-ce que, dans un souci budgétaire, vous allez avoir un choix à faire ou si vous y allez parce que vous avez un budget accordé pour ces missions-là, exemple, pour l'année, dans votre budget? Est-ce qu'il y a des missions auxquelles vous allez être en mesure d'y aller, oui, et d'autres où vous ne pourrez pas y aller, selon les budgets que vous avez d'alloués dans votre ministère?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Il y a évidemment un effort de rigueur budgétaire, et chaque mission est évaluée en fonction de la pertinence bien sûr mais en fonction des coûts qui sont reliés à la mission.

Alors, on va les regarder avec beaucoup, beaucoup de rigueur, et vous pouvez être rassurés que chacune des missions qui seront effectuées, que ce soit par moi ou par mes collègues, seront des missions qui seront pertinentes dans

la mission du gouvernement. Et l'objectif du gouvernement, c'est de remettre en marche les moteurs de l'économie. Alors, pour remettre en marche les moteurs de l'économie, bien sûr il faut faire des démarches, mais en même temps il faut que les missions aient un focus qui est celui du développement économique. Et je pense que ça, ces critères-là seront très, très, très bien suivis. À chaque fois qu'il y a une possibilité de mission, le ministère fait un avis de pertinence. Alors, le ministère peut dire : Cette mission-là qui vous est proposée n'est pas pertinente ou elle est pertinente. Et, si elle est pertinente, bien voici quelles sont les choses que vous pouvez faire, quelles sont les rencontres bilatérales que vous pouvez faire, quels sont les événements auxquels vous pouvez participer.

Mais on regarde l'ensemble de ce qui peut être fait dans le programme de la mission. C'est un peu comme ça qu'on les bâtit. Mais, comme je vous dis, la prochaine grande mission que nous avons sur l'écran radar, c'est le Sommet de la Francophonie à Dakar.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : M. le Président, la ministre nous a parlé, à deux reprises, de la mission en Russie. J'aimerais, moi, qu'elle élabore un peu sur le sujet de la mission au niveau de l'agroalimentaire, étant donné mon intérêt sur ce point, là. Je sais que c'est le premier ministre qui va aller à cette mission. J'aimerais qu'elle me parle un peu sur l'agroalimentaire et pourquoi il n'y a pas non plus, parce qu'elle l'a nommé... peut-être que c'est un oubli ou... au niveau du tourisme, au niveau de la Russie.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : En fait, juste pour expliquer : le premier ministre va se rendre en... Si j'ai dit «Russie», je me suis trompée. Il va se rendre en Chine, en mission en Chine.

Ce que M. le sous-ministre a dit, c'est qu'il y avait des projets de missions commerciales avec des gens d'affaires en Russie, puis il a donné différents secteurs. Et ce qu'il a dit, le sous-ministre, c'est que, compte tenu du contexte — c'était dans le cadre de la fermeture du bureau à Moscou — compte tenu du contexte, il y a des gens d'affaires qui commencent à se poser des questions sur la pertinence de se rendre. Alors, tout ça évolue compte tenu du contexte. Le contexte n'était pas là il y a six mois, on s'entend bien là-dessus, puis le contexte, il va peut-être changer dans les six prochains mois. Alors, sur celle-là, je ne peux pas être plus précise que ce que je vous dis là. Mais le premier ministre, lui, il va se rendre en Chine avec une mission commerciale. Ça, c'est clair. Est-ce qu'il y a, dans la mission commerciale, un volet agroalimentaire? Je ne le sais pas, je ne connais pas tous les détails de la mission. Mais, comme je vois que ça vous intéresse et que c'est un secteur qui vous intéresse, bien, écoutez, quand on aura l'information, on va très certainement vous la faire parvenir rapidement.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : ...la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : ...du président Hollande au Québec cet automne, quelles sont les intentions de la ministre en regard de la visite du président français cet automne? Et quels dossiers la ministre prévoit aborder avec le président français?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Alors, la visite du président français sera assez courte. Nous sommes très honorés de le recevoir. Il se rend à Ottawa. Il va se rendre à Calgary. Il vient ici. Il va venir ici, à Québec. Il va se rendre à Montréal également.

C'est le premier ministre évidemment qui va rencontrer M. Hollande. Les sujets, je pense qu'on peut s'en douter, les sujets seront l'accord de commerce Canada-Union européenne qui, pour nous, est un accord qui va ouvrir plusieurs marchés. Et on parle d'un potentiel de 500 millions de personnes, alors c'est vraiment les barrières qui vont tomber avec cet accord commercial entre le Canada et l'Union européenne, négociations auxquelles nous avons pris part. Il va évidemment parler de ses grandes priorités économiques — c'est le message de notre gouvernement : le Plan Nord et aussi toute la question de la stratégie maritime. Alors, ça sera un moment pour expliquer et échanger avec le président sur ces grands enjeux là. On sait que la France a besoin aussi de se refaire sur le plan de l'économie. Quand on lit les médias français, on voit qu'il y a toute une stratégie qui est en place. Et aussi ils ont d'importants défis. Alors, ils sont à la recherche d'investissement qui peut amener de l'eau au moulin de leur économie. Alors, c'est clair que la rencontre va se faire sur la question de l'économie.

La plupart du temps, il y a des ministres qui se joignent à ces missions. Pour le moment, je ne sais pas qui sont les ministres qui vont venir. Mme Fleur Pellerin m'a souligné qu'elle serait possiblement de la mission, mais elle ne l'a pas dit de façon... elle ne l'a pas dit, qu'elle le confirmait. Elle m'a souligné qu'elle serait possiblement de la mission. Mais, les autres ministres qui accompagnent le président français, je ne le sais pas.

• (11 h 40) •

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée de Mirabel, en soulignant qu'il reste un peu plus de 10 minutes à ce bloc d'intervention.

Mme D'Amours : Merci, M. le Président. En vertu du budget, là, 2014-2015 déposé récemment, chaque ministère doit faire des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale et doit effectuer une réduction des dépenses

de fonctionnement de 3 %. Alors, outre la fermeture annoncée, là, de certains bureaux ou antennes du Québec à l'étranger, est-ce que la ministre pourrait nous donner le détail de la façon dont elle effectuera les coupures?

Mme St-Pierre : Il y a une partie des compressions qui se font sur l'activité internationale. L'autre partie des compressions, disons, vont se faire à l'intérieur du ministère. Alors, évidemment, ce sont des décisions qui se prennent en termes de : Bon, est-ce qu'on renouvelle? S'il y a des effectifs qui quittent, est-ce qu'on les renouvelle? Comment on va le faire? C'est comme ça. Il y a une compression de plus... Je n'ai pas le chiffre exact; 2 millions?

Une voix : 4,6. Mais le 3 % et le 2 %, ça équivaut à peu près à 1,2 million.

Mme St-Pierre : O.K. Est-ce que vous permettriez, M. le Président, que M. Audet, M. le sous-ministre, réponde, avec plus de précisions, à la question? Alors, la compression, en gros, est une partie sur les antennes internationales, l'autre partie est à l'intérieur de l'appareil, du ministère.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Moi, je suis au service des parlementaires. On consent? On consent. Ça va nous faire plaisir d'entendre le sous-ministre.

M. Audet (Michel) : Merci, M. le Président. Au niveau du budget, de la réduction de 2 % pour des gains de productivité dans la masse salariale, comme disait Mme la ministre, bien entendu, on va faire des économies en ne comblant pas un certain nombre de postes.

Nous allons également réorganiser la façon de faire les choses et les processus de travail à l'intérieur du ministère. On va également réduire les heures supplémentaires qui sont faites par nos employés. Pour ce qui est du budget de fonctionnement, nous avons déjà commencé à réduire, de façon assez sensible, les dépenses de déplacement et les budgets de déplacement à l'étranger de nos employés. Nous avons également révisé un certain nombre de contrats de services professionnels. Et nous allons entrer dans notre cible qui est autour de 1,2, 1,3 million de dollars pour l'année 2014-2015 et nous allons appliquer ces mesures au siège, donc au central et à l'administration.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le sous-ministre. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : Merci pour cette clarté qui vous appartient. Merci beaucoup, M. le sous-ministre.

Il y a un questionnement, là, au niveau des portails intégrateurs de contenus personnalisés destinés à la clientèle étrangère. C'était un projet. Le coût initial était de 7 429 000 \$, plus précisément, là, l'évaluation des coûts, la provision par la réalisation du projet lié au gouvernement en ligne n'ayant pas été reconduite au 2012-04-01, puis le projet a été annulé au 2013 du 11-30. Il y avait une somme d'engagée, à ce jour, de 3 940 000 \$, soit une réalisation, à ce jour, de 45 %. L'utilisation de l'environnement technologique et du développement actuel en place, est-ce que ça va être mis dans la poubelle comme ça? Les sommes qui ont été engagées, elles ne serviront plus à rien? Voilà ma question.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Je pense que vous faites référence à un projet qui s'appelle l'Espace international. C'est de ça dont vous parlez?

Une voix : ...

Mme St-Pierre : C'est un projet qui était au Centre des services partagés et qu'on a ramené chez nous. Donc, l'argent n'est pas perdu : le projet est chez nous, puis il va se poursuivre puis il est déjà en ligne.

Mme D'Amours : ...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : Pardon, M. le Président. Merci, M. le Président. Le coût des sommes engagées qui étaient réalisées était de 45 %, alors est-ce que le coût additionnel pour aller à 100 %... est-ce qu'on va évaluer ça d'après le 3 940 000 \$ de sommes engagées à ce jour?

Mme St-Pierre : Bien, si vous me permettez, M. le Président...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je pense que le sous-ministre va nous offrir une réponse, c'est ça?

Mme St-Pierre : C'est assez pointu. Est-ce que vous me permettez de demander au sous-ministre de donner...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Il y a consentement?

Une voix : ...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : M. le sous-ministre.

M. Audet (Michel) : Merci, M. le Président. Alors, l'Espace international faisait partie d'une des trois portes d'entrée, il y a 10 ans, dans le portail des services gouvernementaux, avec l'Espace entreprises et l'Espace citoyens. C'est un portail qui était hébergé au CSPQ et qui reposait sur une ancienne génération...

Une voix : ...

M. Audet (Michel) : ...le Centre de services partagés, donc, une ancienne génération d'applications technologiques.

Les organismes centraux ont décidé de ne plus supporter financièrement cet espace-là à l'intérieur du portail et de nous transférer, à ce moment-là, l'ensemble de l'oeuvre. Et, si jamais on transférait le portail tel qu'il était, comme tel, ça nous occasionnait, nous, des coûts supplémentaires de plus de 400 000 \$ par année, année après année, juste en termes de maintenance d'une technologie qui était de plus en plus désuète. Donc, on a décidé de mettre un terme à cette entente avec le CSPQ très rapidement, de récupérer chez nous le portail, de le rendre plus simple, plus agile, un peu plus convivial aussi, reposant sur les technologies d'information un peu plus récentes et, par le fait même, de ne pas avoir la main dans l'engrenage pour éventuellement avoir à supporter une vieille technologie et un portail qui était assez archaïque, donc, ce qui fait qu'aujourd'hui on l'anime à l'intérieur de notre Service des ressources informationnelles et des Services de communication. On est en lien avec nos Directions de communication et d'affaires publiques dans chacun des postes à l'étranger et on est en train de finaliser les tests pour que ce portail soit à la hauteur des moyens que l'on a pour le faire fonctionner.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le sous-ministre. Mme la députée de Mirabel, un peu plus de trois minutes.

Mme D'Amours : Merci, M. le Président. Afin de bien comprendre, là, l'évolution des dépenses de l'État et d'assurer une comparabilité de celles-ci, est-ce que la ministre est en mesure de nous fournir les dépenses consolidées 2012-2013 de l'ensemble du ministère avec son taux de croissance, les dépenses consolidées probables pour 2013-2014 et son taux de croissance et ainsi que les dépenses consolidées prévues pour 2014-2015 et son taux de croissance?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Alors, Mme la ministre, je ne sais pas si vous avez compris la question. Comme profane, moi, je ne l'ai pas comprise. Mais le sous-ministre semble...

Mme St-Pierre : On a énormément de documents avec nous, alors je suis convaincue qu'on va être capables de fournir ces données-là à la députée assez rapidement.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : M. le sous-ministre.

M. Audet (Michel) : Bien, écoutez, ça va nous faire plaisir de répondre avec vraiment toute l'expertise de la Direction de l'administration et de la Direction des ressources financières, mais vous indiquer que la base budgétaire était de 122 millions en 2012-2013. En 2013-2014, on a fermé l'année avec 96 millions et on est appelés à fermer l'année 2014-2015 avec 94,7 millions de dollars. Donc, comme vous pouvez le voir, ce sont des taux de décroissance budgétaire de l'ordre de 16 % à 18 % entre 2012-2013 et 2013-2014 et de plus de 2 % entre 2013-2014 et 2014-2015.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le sous-ministre. Mme la députée de Mirabel.

Mme D'Amours : Oui. Est-ce qu'il serait possible d'avoir le document dont le sous-ministre fait référence? Bon, les données, est-ce que ça n'inclut pas...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : La question, Mme la ministre : Êtes-vous en mesure de produire, sans que ce soit nécessairement aujourd'hui ou en ce moment...

Mme St-Pierre : On peut la voir dans le livre des crédits, la portion de l'année dernière par rapport à ce qu'on a cette année, mais on peut donner la référence à la députée, sans problème.

• (11 h 50) •

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Ça vous va, Mme la députée, cet engagement de vous transmettre l'information?

Mme D'Amours : Oui. Et j'aimerais que, dans cet engagement-là, tout soit inclus, que tous les volets, les bureaux, tout le ministère soit inclus dans ces chiffres-là.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Est-ce que la question, c'est : Est-ce que c'est clair pour...

Mme St-Pierre : Dans ce que je comprends de votre question, c'est que vous voulez voir tous les postes de dépenses, par exemple, tel bureau, telle délégation, combien ça coûte. C'est ça que vous voulez? C'est ça que vous voulez avoir?

(Consultation)

Mme St-Pierre : Je pense que vous devriez les avoir déjà dans vos renseignements. Vous ne les avez pas eus dans vos renseignements?

Mme D'Amours : ...

Mme St-Pierre : O.K. Alors, on est très transparents, il n'y a pas de problème pour fournir l'information dont la députée a besoin.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Alors, dans la mesure où la demande est claire et qu'il n'y a pas de problème, c'est parce que, là, j'ai...

Mme St-Pierre : Bien, peut-être qu'on pourrait avoir des échanges...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Moi, je vous avoue que je n'ai pas compris exactement ce qu'on veut. Tant que...

Mme St-Pierre : M. le Président, si vous me permettez, on pourrait peut-être avoir des échanges avec l'adjoint de Mme la députée pour qu'il nous fasse la liste, exactement, de ce qu'il veut, puis il n'y a pas de problème, on va le fournir.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Maintenant, on mentionne du côté de l'opposition officielle qu'on aimerait aussi obtenir une copie de ces informations-là, alors peut-être les transmettre à la commission, puis on les mettra disponibles à l'ensemble des parlementaires. Ça vous va?

Mme St-Pierre : Oui.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. C'est noté. Je me tourne vers le député de LaFontaine. En fait, puisque nous avons terminé le bloc, on avait déjà commencé à emprunter du temps du côté gouvernemental pour les réponses. M. le député de LaFontaine, vous poursuivez.

M. Tanguay : Oui. Merci beaucoup, M. le Président. J'aimerais, d'abord et avant tout, évidemment saluer tous les collègues, vous saluer, M. le Président, et saluer la ministre et les personnes qui l'accompagnent.

J'aimerais, donc, revenir sur la question de mon collègue de Vimont quant à l'avenir de la relation ou quant à l'évolution de la relation Québec-Haïti — notre collègue avait brossé un tableau assez complet des défis — et comment le Québec peut s'inscrire... et comment la ministre, bref, voit l'avenir. Et, par la suite, après lui avoir donné l'occasion de donner des éléments de réponse de sa politique, j'aurai une question, M. le Président, quant à la réputation du Québec à l'international.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le député. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Comme je l'ai dit tout à l'heure, comme je l'ai souligné, bien il faut bien rappeler que, bien avant le séisme du 12 janvier 2010, Haïti était une priorité des relations internationales du Québec au chapitre de la solidarité internationale, parce que c'est vraiment sur cette question-là qu'il faut travailler. D'ailleurs, Haïti est le premier pays qui est bénéficiaire du Programme québécois de développement international. C'est une relation qui remonte à plus de 40 ans, donc on a une relation qui est très profonde, qui est très importante, elle a évolué avec le temps. Puis je pourrais parler des axes d'action majeurs sur lesquels nous travaillons.

D'abord, le partage de l'expertise et notamment publique. Le Projet d'appui au renforcement de la gestion publique, qu'on appelle PARGEP, c'est une entente tripartite, c'est tripartite Canada-Québec-Haïti. C'est une entente qui vise le renforcement de la haute fonction publique et l'amélioration des services offerts à la population. C'est une entente 2008-2015 et c'est un projet-phare du Québec en Haïti. La contribution du gouvernement du Québec est de 1,5 million de dollars. Donc, c'est un projet qui permet au Québec d'accéder aux plus hautes sphères du pouvoir tout en renforçant la notoriété du Québec auprès des décideurs haïtiens. D'ailleurs, Haïti a manifesté son désir que cet accord-là se poursuive après 2015. Alors, on va terminer le projet en 2015 puis on va faire des discussions avant la fin pour voir comment on pourrait poursuivre après 2015. Il y a d'autres exemples d'actions soutenues. L'appui au consortium interuniversitaire pour la relance du système éducatif haïtien, ça a été constitué pour renforcer les capacités du ministère haïtien de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et les institutions haïtiennes d'enseignement supérieur. On implique l'Université de Montréal. Il y a l'Université Laval qui est impliquée, l'Université de Sherbrooke, l'UQAM et l'UQTR. Également un appui à l'Institut du bien-être social et de recherches; c'est l'entité qui est responsable des adoptions en Haïti, et il y a également un appui à l'Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti.

Le deuxième axe, c'est la solidarité internationale. Haïti est le premier pays qui bénéficie du Programme québécois de développement international. On parle de 140 projets qui ont été soutenus depuis 1997. En 2013, il y a eu la reprise des stages en Haïti du Programme Québec sans frontières.

Un troisième axe, c'est le soutien au développement économique, donc 1 million sur cinq ans pour le Fonds de développement de l'entreprenariat pour les micros et les petites entreprises en Haïti. C'est en partenariat avec le Développement international Desjardins et la Fédération des caisses populaires haïtiennes Le Levier. Il y a un financement des activités commerciales en démarrage ou celles existantes dans les filières ciblées. Il y a un appui aussi au secteur touristique à la suite d'une demande de la ministre du Tourisme d'Haïti.

Le quatrième axe, c'est au niveau multilatéral. Donc, on a la mise à la disposition du bureau de l'organisation des États d'Amérique à Port-au-Prince d'une ressource québécoise à titre de conseiller aux affaires politiques. Il y a la mise à la disposition du bureau de l'UNESCO à Port-au-Prince d'un expert en éducation pour appuyer la décentralisation des activités de gestion de l'éducation à l'extérieur de la capitale, et finalement il y a de nombreux policiers québécois. On en a entendu parler tout à l'heure. C'était fort intéressant, d'ailleurs, M. le député de Vimont, ce que vous nous avez raconté. Il n'y a rien de tel que d'entendre quelqu'un qui raconte son expérience pour comprendre l'importance de notre action, pas juste des lignes, pas juste des phrases qu'on peut lire, mais, quand on entend l'importance de cette action-là et comment vous l'avez vécue, c'est très, très, très intéressant. Donc, il y a de nombreux policiers québécois qui sont présents au sein de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti.

Alors, on a quand même une action qui est profonde, qui est là depuis des années, et évidemment que c'est clair pour nous que tout va se poursuivre au cours des prochaines années.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. M. le député de LaFontaine.

• (12 heures) •

M. Tanguay : Merci beaucoup, M. le Président. Alors, comme je l'ai annoncé — merci à la ministre pour sa réponse très claire à la question quant à Haïti — d'entrée de jeu, j'aimerais entendre la ministre... Évidemment, j'aimerais faire un bref survol historique, mais j'aimerais l'entendre sur la réputation du Québec à l'étranger.

Mais mon intervention, pour mettre la table, comme on le dit, est de deux ordres : le premier, au niveau d'une évolution historique des pouvoirs du ministère dont elle a la charge, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, voir son évolution historique, quels sont les pouvoirs du Québec en la matière, regarder comment le Québec a su se définir à travers certains moments clés de l'histoire, et on parle de l'histoire récente, et ma question ira au niveau de la réputation du Québec et des suites de ce qui s'est passé, qui sont désormais, évidemment, une histoire récente mais qui sont marquantes, ce qui s'est passé en 2012, en 2013, puis, avec les pouvoirs que la ministre a aujourd'hui, les défis, suite à 2012, 2013 et début 2014, les défis auxquels elle fait face puis comment elle pense pouvoir et elle compte pouvoir justement améliorer la notoriété, la réputation du Québec à l'étranger.

Donc, bref survol historique. Évidemment, 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les pouvoirs qui sont dévolus — articles 91, 92 — à l'État fédéral et à la province. Il est important de noter : 1940, la Loi concernant les agents généraux, le Québec avait déjà l'opportunité d'avoir des représentations à l'international; 1940, le Québec, et ce n'est pas la première date, mais ce sont, M. le Président, certaines dates que je tire du fil historique de la chronologie. 1961, moment important où le Québec adopte une loi qui prévoit la nomination, à l'étranger, d'agents, et il y a là un mandat un peu plus précis quant à l'aspect économique de cette mission-là et l'aspect culturel, le rayonnement culturel, mais évidemment les suites économiques et les relations économiques que l'on veut voir arriver par ces interventions-là.

1965, et ça, c'est un moment fort, un moment clé qui a été réitéré par notre premier ministre, la fameuse doctrine Gérin-Lajoie, autrement dit, le prolongement externe des compétences internes du Québec. Et je me suis inspiré d'un document, j'y ferai référence un peu plus tard, sur le 40e anniversaire, en 2007, de fondation, à l'époque, du ministère des Relations intergouvernementales. Mais cette doctrine Gérin-Lajoie qui est le socle sur lequel l'activité de la ministre prend pied avait été réaffirmée le 25 février 2004 par le premier ministre Charest qui la réactualisait en affirmant, et ça simplifie beaucoup son expression, que ce qui est de compétence québécoise chez nous est de compétence québécoise partout. Et on va arriver, à la fin de cette première partie, M. le Président, aux outils et comment ces outils ont été utilisés dans les deux dernières années, quels auront été leurs impacts au niveau de la réputation internationale du Québec. Donc, 1965, doctrine Gérin-Lajoie. Et j'ai pu imprimer, la semaine dernière, un document qui avait été lancé par le ministère des Relations internationales, qui soulignait, en 2007, le 40e anniversaire de fondation. À l'époque, comme je le disais, c'était «Affaires intergouvernementales» qui était le précurseur des «Relations internationales». Donc, 50 ans en 2017. Il y a des beaux clins d'oeil à 2017, où nous fêterons tous, j'en suis persuadé, M. le Président, avec une ardeur renouvelée, le 150e anniversaire du Canada de même que le 375e anniversaire de fondation de Montréal, vous le savez, M. le Président, pour avoir lu sur de Maisonneuve et Jeanne Mance, vous sachant très féru d'histoire. Alors, 1967; 40 ans, en 2007, du ministère... le premier ministère des Affaires intergouvernementales qui était à la source de l'actuel ministère des Relations internationales. Important de voir que les crédits, en 1967, de ce ministère étaient de 1 180 000 \$. Aujourd'hui, je pense qu'on est, si mon chiffre est exact, à 94,7 millions de dollars. Alors, on voit les moyens. Donc, les pouvoirs, les moyens, les crédits, on est au coeur du débat, M. le Président. Si d'aventure on voulait soulever la pertinence, j'y serais prêt.

Importante également — et là on arrive aux événements de 2012, 2013, 2014 — l'entente Cullen-Couture en 1978 et, je dirais, l'entente en 1991, le 5 février 1991 : deux femmes ministres à l'époque, Barbara McDougall et Monique Gagnon-Tremblay, qui signaient l'entente sur l'immigration au Québec, qui évidemment est un pan majeur des pouvoirs aussi majeurs que le Québec a en matière d'immigration. Mettons de côté les réfugiés politiques et les ententes internationales, M. le Président, le Québec est maître — sélection, accueil, information — maître de son immigration au Québec. C'est un élément clé de la fédération canadienne, et des pouvoirs, et du rôle majeur que le gouvernement du Québec a à jouer en ce domaine. Et évidemment, en 2002, l'Assemblée nationale est associée au processus de conclusion des engagements internationaux qui touchent le Québec.

Alors, on voit, M. le Président, les pouvoirs du Québec — évolution historique : on confirme la place, à l'étranger, du Québec, la doctrine Gérin-Lajoie, pouvoirs du Québec au Canada, pouvoirs du Québec à l'étranger, son mot à dire, ententes internationales qu'il peut et qu'il doit ratifier par son Assemblée nationale également. Et on en arrive aujourd'hui au défi de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie quant à l'utilisation de ces pouvoirs-là à l'étranger, et qui dit «utilisation des pouvoirs, attirer de nouveaux cerveaux, attirer des investissements»... on parle de la réputation du Québec à l'international, et un des facteurs, ce n'est pas uniquement, parce qu'il y a plusieurs réseaux de réseaux,

mais un des facteurs d'évaluation et d'analyse, c'est la couverture médiatique que l'on peut voir suite aux actions du Québec au niveau local qui ont des répercussions au niveau international.

Alors, M. le Président, évidemment, il y a eu dans le cadre... Et je vais prendre les dernières statistiques parce qu'il y a eu un tournant en 2012. Avant 2012, la couverture médiatique du Québec à l'international se subdivisait essentiellement, pour 58 %, sur deux grands pôles, deux grands pôles très positifs : le pôle culturel et le pôle attrait touristique. Et là on voyait, dans ces deux grands pôles là très positifs, 58 % avant 2012, la couverture du Québec, on voyait le Québec, entre autres, au niveau de sa réalité, ayant un cachet européen, l'art de vivre, le dynamisme culturel. Il y a eu après 2012, M. le Président, un changement où l'on a pu voir que, parmi les 10 nouvelles les plus médiatisées, deux seulement étaient positives : on parlait de Xavier Dolan à Cannes puis on parlait du cardinal Marc Ouellet qui était pressenti pour être pape. Mais il y a eu une perception internationale du Québec qui est passée du positif au négatif à partir de 2012. Et, première sous-question à la ministre : Pouvons-nous parler aujourd'hui d'une crise d'image pour le Québec? Puis je lui demanderais peut-être de qualifier l'ampleur de son défi, mais j'arriverai à ma question plus fondamentale dans quelques instants.

Il y a eu, dans ce débat de la charte des valeurs du Québec, et il est important de souligner des exemples très tangibles, M. le Président, très concrets, et je vous en donnerai trois; le premier, un article du 26 septembre 2013 dans le *Washington Post*. Le *Washington Post* a un lectorat d'à peu près 1,5 million à toutes ses publications. C'est le journal numéro un dans le District of Columbia, à Washington, donc un journal, évidemment le *Washington Post*, qui a une influence internationale majeure, qui, tant sur sa version papier qu'électronique, le 26 septembre 2013, titrait : *Quebec's limits on liberty*. Et on pouvait y lire : «The province's Government pushes against freedom of religion.» On parlait de «highly controversial "Charter of Quebec Values"». Et ça, ça a eu un impact. Ça, quand le *Washington Post*, M. le Président, publie ça, ce n'est pas anodin, ça a un impact et ça ajoute aux défis de la ministre. Ça, c'était, M. le Président, le 26 septembre 2013. Une semaine avant, le 14 septembre 2013, c'était *The Economist*, *The Economist*, à peu près le même lectorat, 1 420 000 exemplaires à toutes les semaines, 820 000 aux États-Unis. Et *Le Monde diplomatique*, en août 2012, titrait : «*The Economist*», le journal le plus influent du monde. *Le Monde diplomatique* titrait en août 2012 : «*The Economist*», le journal le plus influent du monde. Que disait, M. le Président, *The Economist* sur le Québec le 14 septembre 2013? «Quebec's identity politics. When is a crucifix not religious?» On faisait même référence et on citait Charles Taylor, M. le Président. Puis je ne veux pas revenir sur le fond des choses, mais on citait les propos de Charles Taylor, vous vous rappelez, et j'y vais de la citation dans *The Economist* : «When details leaked last month, Mr. Taylor called them "Putinesque"...» On se rappelle du qualificatif, je ne vais pas au fond des choses, mais *The Economist* faisait état de ce débat, citait Charles Taylor qui avait utilisé le mot «Putinesque» dans ce contexte-là. Combien vaut une page publicitaire dans le *Washington Post*? Combien vaut une page publicitaire dans *The Economist*? Ça, M. le Président, c'était de la mauvaise publicité.

Également, était-il nécessaire d'en rajouter?, rappelons-nous — j'avais dit que j'avais trois exemples, j'en ai un troisième — en novembre 2013, d'un débat lettre ouverte auquel deux ministres du gouvernement du Parti québécois à l'époque s'étaient engagés, un débat dans le *New York Times*, M. le Président, sur la charte des valeurs du Québec. Et, dans ce contexte-là, M. le Président, vous me permettez d'y aller de quelques citations. Il y avait d'abord eu évidemment le titre dans les pages opinions du *New York Times* : *Quebec's Tea Party Moment*. Ça, c'était le 12 novembre 2013. Ne voulant pas y rester, justement, être en reste, les deux ministres de l'époque, le ministre des Institutions démocratiques et le ministre responsable des Affaires internationales et responsable de la région de Montréal, parlaient du «Jefferson in Quebec», le «Jefferson moment», alors que l'on sait, M. le Président, que, lorsque l'on compare, dans les pages du *New York Times*, la charte des valeurs du Québec à tout ce qu'a fait Jefferson, qui est l'un des pères fondateurs, Jefferson, un des rédacteurs de la Déclaration d'indépendance, le Statut de Virginie... M. le Président, pour le bénéfice de celles et ceux qui nous écoutent, Jefferson, c'était quoi, sa pensée? Michel C. Auger y faisait référence dans son blogue du 20 novembre 2013 et il disait : Ça ne tient pas la route, là, à sa face même.

Comparer la charte des valeurs québécoises à Jefferson, ça ne tient pas la route. Jefferson disait, je le cite, évidemment traduction libre en français...

• (12 h 10) •

Une voix : ...

M. Tanguay : Une minute?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Deux minutes.

M. Tanguay : «Le fait d'écarter un citoyen, comme indigne de la confiance du public, en le tenant pour indigne d'être appelé aux fonctions de confiance et lucratives, à moins qu'il ne professe telle ou telle opinion religieuse, ou n'y renonce, revient à le priver, en le lésant, de privilèges et d'avantages auxquels, au même titre que ses concitoyens, il peut naturellement prétendre.»

Donc, charte québécoise des droits et libertés, Jefferson, ce n'est pas du tout pareil, c'est évident, évident pour les Américains. Nos deux ministres ont amené ce débat-là dans les pages du *New York Times*. C'est votre défi aujourd'hui, c'est l'héritage que vous avez aujourd'hui, Mme la ministre. Et j'aimerais savoir — et j'espère que vous aurez l'occasion, dans le prochain bloc, d'y répondre — j'aimerais savoir, vous, comment vous comptez aborder cette situation, cet immense défi, parce que, des pots cassés, là, vous en avez plusieurs. C'est l'héritage du précédent gouvernement. J'aimerais savoir, parce que c'est important pour le Québec, sur le plan économique et culturel, comment allez-vous relever ce défi de taille.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le député. Mme la ministre, il reste à peine 50 secondes, je pense que... À moins que vous ayez une réponse rapide à donner.

Mme St-Pierre : C'est très, très difficile de donner une réponse rapide, M. le Président, parce que c'est un sujet très sérieux. Et une des mesures que nous allons prendre dans notre plan stratégique, c'est améliorer l'image du Québec sur la scène internationale. Et ça fait partie du contexte. On pourra élaborer plus tard, si vous voulez, davantage.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Ça conclut ce bloc d'intervention. Je me tourne vers la députée d'Hochelaga-Maisonneuve pour votre dernier bloc d'intervention d'environ 25 minutes.

Mme Poirier : Alors, merci, M. le Président. Je vais retourner au livre des crédits, page 171. On y fait mention d'une réduction budgétaire d'environ 1,2 million aux organismes à but non lucratif. J'aimerais savoir quels organismes vont être visés et combien en seront affectés, les organismes... de cette réduction budgétaire.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Alors, M. le Président, si on fait la déclinaison 2014-2015 par rapport à 2013-2014, pour les organismes voués à la jeunesse on est à 4 706 000 \$; Politiques et affaires francophones et multilatérales, on est à 13...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : ... une question de règlement, une précision?

Mme Poirier : Je veux juste qu'on ne lise pas la page au complet, là. Dans l'élément Ventilation par bénéficiaires, Organismes à but non lucratif, il y a une réduction de 1,2. Je ne veux pas qu'on me lise la page, là. J'ai demandé une question précise. À cette ligne-là, il y a une réduction de 1,2. La ventilation.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : En fait, Mme la députée, vous connaissez bien la règle : dans la mesure où la présidence n'évalue pas la justesse de la réponse, dans la mesure où on répond, ce qu'on essaie de faire, évidemment c'est de garder une certaine proportion entre l'importance de la question et la réponse qu'on offre.

Ceci dit, pour l'instant, la ministre le prend sous cet angle-là. Maintenant, le commentaire a été formulé. Mme la ministre, êtes-vous en mesure de répondre à la question?

Mme St-Pierre : Oui. Merci, M. le Président. Alors, évidemment, ça fait partie de l'effort de compression, l'effort budgétaire que nous avons à faire. Nous avons dit tout à l'heure qu'il y avait une partie des efforts qui allaient être faits dans nos bureaux et nos bureaux à l'étranger, en fait dans tout notre circuit étranger. Il y a une partie de la compression qui se fait à l'intérieur des budgets du ministère. Et, dans les crédits, vous avez raison, Mme la députée, il y a une compression d'un peu plus de 1 million de dollars, Organismes à but non lucratif, et ce qu'on me donne comme information, c'est que c'est une compression qui va principalement être appliquée dans des partenariats que nous avons avec des universités.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la députée.

Mme Poirier : Je veux juste qu'on me précise, là, parce qu'Institutions d'enseignement, qui est la ligne juste au-dessus, est augmenté — donc, ça, c'est vos partenariats avec les institutions universitaires — versus la ligne suivante, c'est Organismes à but non lucratif, et là il y a une réduction. Alors, est-ce qu'on peut avoir juste une information complémentaire, là? Comment se ventile la répartition budgétaire dans Organismes à but non lucratif, en tant que tel?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : On parle principalement de chaires universitaires.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve mentionne qu'elle aimerait avoir la précision sur lesquelles chaires. C'est ça? Mme la ministre.

Mme St-Pierre : En fait, on parle d'organismes qui... En fait, ça peut être des partenariats avec des universités que nous avons, et c'est là que nous allons aller chercher la compression. On peut parler, par exemple, avec une université américaine, on peut décider qu'on n'injecte plus d'argent dans un programme ou dans un partenariat.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Donc, je comprends que les décisions ne sont pas prises, à ce moment-ci, d'où on va prendre l'argent. Est-ce que ça peut nous être communiqué ultérieurement si la décision est à venir?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Est-ce que le sous-ministre... Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Bien, M. le Président, pour la ventilation de ce montant-là, je vais devoir demander à la députée du temps pour lui donner la ventilation exacte. Mais, comme on l'a expliqué tout à l'heure, il y a une partie de la

compression, enfin de l'effort budgétaire, qui va dans les délégations, les bureaux à l'international; l'autre partie, bien, évidemment, il y a certains secteurs dans la mission du ministère qui sont touchés.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Alors, je comprends que cette information-là sera transmise éventuellement, dès qu'elle sera disponible?

Mme St-Pierre : Oui.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je comprends que d'autres parlementaires souhaiteraient... Alors, est-ce que c'est possible de la transmettre à la commission à ce moment-là, Mme la ministre?

Mme St-Pierre : Oui.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie. Ça vous va, Mme la députée?

Mme Poirier : Tout à fait.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, à vous la parole.

Mme Poirier : Alors, merci de nous transmettre la ventilation de ce 1,2 million, en tant que tel, pour qu'on puisse voir où seront les impacts, entre autres, s'il y a des organismes à but non lucratif qui en seront directement visés, là, au-delà des chaires, en tant que tel.

Sur un autre sujet, le dossier des étudiants étrangers a été un des objets de vos discussions durant votre mission en France la semaine passée. Le premier ministre avait fait un engagement ferme de modifier le régime France-Québec. J'aimerais savoir quelles sont vos intentions, parce que je comprends qu'il y a comme un report de la décision qui se fait actuellement, mais j'aimerais juste qu'on puisse savoir où on va. Alors, il y avait une intention gouvernementale de la part du premier ministre lors de son discours du budget... de son discours inaugural, je voudrais dire, et là, la semaine passée, en France, vous avez tenu des discussions avec vos homologues français. Alors, j'aimerais juste qu'on puisse avoir ici le portrait à aujourd'hui : Vers où on va en matière de programme pour étudiants étrangers en France?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

• (12 h 20) •

Mme St-Pierre : Oui. Merci, M. le Président. Alors, évidemment, je m'attendais à ce que cette question vienne lors de l'étude des crédits parce que ça a fait l'état de plusieurs articles dans les journaux. J'ai eu quand même, moi aussi, des discussions avec les ministres que j'ai rencontrés là-bas, même des députés qui m'ont posé des questions sur cette question-là.

En fait, notre effort à nous, comme gouvernement, c'est de réparer la bourde qui a été faite par l'ancien gouvernement, qui est dans le budget, annoncée sans même que les ministres aient été mis au courant : la fin de l'entente entre la France et le Québec. Ça a été vraiment un accroc au plan de la diplomatie. Et nous, nous sommes en mode non pas d'appliquer cette mesure-là de façon brutale, mais ce que nous avons fait, c'est que nous sommes convenus, avec la France et avec M. Fabius, la semaine dernière, de mettre en place un comité de travail qui va regarder la situation. J'ai expliqué, et je pense que mes propos ont été très bien compris, que nous avons des défis budgétaires importants, que tous les programmes vont être revus, qu'il y avait une volonté de revoir ce programme-là également.

Ça, là-dessus, je pense que ça a été très, très clair. J'ai senti qu'on comprenait très bien que, si les Québécois font des efforts, bien il faut qu'il y en ait d'autres qui en fassent. Mais, plutôt que de le faire de façon brutale, comme cela avait été annoncé dans le budget de l'ancien ministre des Finances, nous avons décidé et nous sommes convenus de mettre en place ce comité de travail qui va regarder la situation.

Une chose est claire, puis ça a été dit publiquement, évidemment ça ne s'applique pas pour cette année, puisque les inscriptions ont été faites puis on n'était pas en mesure de le faire cette année. J'ai rencontré des députés aussi. J'ai rencontré M. Lefebvre qui est le député qui représente les Français qui vivent à l'extérieur, dans la région de l'Est des États-Unis et du Canada. J'ai senti chez lui de la compréhension. Il comprenait exactement dans quelle situation nous sommes et évidemment il m'a assurée de sa collaboration.

Alors, je pense qu'on est en train de réparer, et nous sommes en mode de trouver la solution idéale pour... Évidemment, les étudiants français sont importants pour nous, tout comme nos étudiants québécois qui vont là-bas. Et on va essayer, par ce comité de travail qui est mis en place... D'ailleurs, c'est M. le sous-ministre ici qui va nous représenter, et M. Fabius va également nommer un représentant ou une représentante sur ce comité-là. Le travail va se faire dans le respect des uns et des autres.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Donc, on comprend que ça va se faire. C'est ça, la conclusion.

Accord de libre-échange. La semaine passée, nous avons rencontré les ambassadeurs de l'Union européenne. Le premier ministre aussi a rencontré les ambassadeurs. Des échanges qui en ressortent, selon les communiqués de presse, et là je suis très prudente, le premier ministre aurait donné son intention de signer l'accord sans nécessairement avoir une

entente avec Ottawa. De tout temps, il avait été très clair, très clair qu'il n'y aurait pas de ratification par l'Assemblée nationale tant et aussi longtemps qu'il n'y aurait pas une entente avec Ottawa sur les produits au niveau du fromage.

Alors, moi, j'aimerais juste avoir l'heure juste actuellement. Est-ce que le premier ministre va proposer à l'Assemblée nationale la ratification de l'accord sans entente avec Ottawa?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Tout d'abord, on souligne, et le premier ministre l'a fait, et je pense que les ambassadeurs étaient très heureux de l'entendre, on souligne l'importance de cet accord, l'importance pour les pays membres de l'Union européenne, l'importance également pour le Canada, importance aussi pour le Québec. Et on voit que ça va ouvrir un potentiel énorme. Mais je peux dire aussi que, sur la question des fromages, il a été convenu, et le gouvernement fédéral a été très clair là-dessus, le premier ministre Harper a été très clair là-dessus, qu'il y aurait une forme de compensation. Alors, je pense que c'est ça, l'objet. Et il faut qu'on procède à la signature de cette entente-là. Cette entente-là va faire en sorte qu'on va avoir de grandes occasions, des possibilités d'affaires et de développement économique énormes.

Alors, nous sommes très sensibles à la question, mais je dirais à la députée que l'ancien ministre des Relations internationales n'a pas tout à fait aidé aux négociations lorsqu'il a fait un discours au CORIM et qu'il a dit que, lui, ça ne le dérangerait pas qu'il y ait des dizaines de milliers de tonnes de fromage qui entrent au Québec. Alors, il a un peu mis les négociations un peu en... enfin, il a créé une certaine onde de choc, je dois dire, et ça a été pour notre négociateur quelque chose qui l'a surpris.

Mais, pour revenir au fond du débat, on a eu, avec les ambassadeurs des pays membres de l'Union européenne, des échanges fructueux. Ils sont très, très heureux de cet accord. Mme l'ambassadeur a dit que c'était une question de quelques jours, sinon quelques semaines pour qu'on arrive à la signature. Ensuite, ça devra être ratifié par les différents gouvernements. Et c'est vraiment une occasion extraordinaire. Et même l'ancien ministre des Relations internationales, dans des discours et sur son blogue, soulignait le travail de l'ancien premier ministre, M. Charest, pour avoir initié et avoir lancé cette idée d'avoir cette grande entente de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre.

Mme St-Pierre : ...

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Oh!

Mme St-Pierre : ...M. Couillard, M. le premier ministre, a dit, si je peux citer le premier ministre, parce que, je pense, c'est important de le citer. Il a dit : «Je veux être très clair que le gouvernement du Québec ne mettra pas en péril la ratification de l'accord de libre-échange Canada [Union européenne] sur un enjeu spécifique.»

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve.

Mme Poirier : Alors, ce que j'en comprends, M. le Président, c'est que le premier ministre va tout simplement présenter cet accord de libre-échange à l'Assemblée nationale éventuellement sans nécessairement avoir une pleine compensation pour nos producteurs de fromage qui, eux... Il faut se le rappeler, là, les producteurs de fromage européens sont subventionnés à 64 %, ce qui n'est pas le cas chez nous. Et ça en fait un enjeu assez important, M. le Président. Et c'est un peu l'abandon de nos producteurs québécois s'il n'y a pas cette compensation d'Ottawa.

Alors, moi, je plaide, M. le Président, pour nous rappeler que... Et, je le redis, là, nous n'avons jamais remis en question l'accord, en tant que tel. Mais ce qu'il est important de se rappeler, c'est qu'il y a des producteurs de fromage qui vont subir les conséquences de cela. Et il avait été convenu qu'Ottawa, dans une négociation, compenserait justement nos producteurs. Et, s'il n'y a pas cette compensation, nos producteurs vont en être affectés au premier rang. Alors, comment le gouvernement peut aujourd'hui... Je sais bien qu'on n'est pas dans un délai, ce n'est pas la semaine prochaine qu'on va voter la ratification de l'entente, là, il y a encore toute la traduction des textes de loi à faire, etc. Il y en a pour plus d'une année, presque deux même, avant qu'on en arrive là. Mais est-ce que ça veut dire que le gouvernement pourrait présenter cet accord de libre-échange devant le Parlement? Et ce genre d'accord est voté, en général, à l'unanimité. Et est-ce qu'il pourrait y avoir justement le danger que cet accord ne soit pas voté justement à l'unanimité, n'ayant pas d'accord avec Ottawa, n'ayant pas d'accord de compensation avec Ottawa? Est-ce qu'on va abandonner nos négociations avec Ottawa parce qu'on veut absolument signer un accord de libre-échange, ce qui nous apparaît... et d'abandonner, de ce fait, un secteur important de notre économie? Alors, pour moi, il y a là un enjeu important, économique, québécois. Et, quand on considère que les producteurs européens, eux, ils sont subventionnés, là, et qu'ils vont venir envahir... Et d'ailleurs les ambassadeurs, la semaine passée, nous disaient qu'il y a de la place pour tout le monde sur le marché. On trouvait ça bien intéressant, mais il y a une vulnérabilité de nos producteurs qui est importante.

Alors, on ne remet pas en question la pertinence de l'accord. Ça, pour notre formation politique, c'est clair, la première ministre l'a dit même en Europe l'an passé, mais, pour nous, il y a un enjeu important de nos producteurs de produits du fromage.

• (12 h 30) •

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Bien, je pense que la députée, en tout respect, a un discours bien sombre, parce qu'il faut voir cet accord-là comme quelque chose de majeur. Et le gouvernement fédéral est très conscient des répercussions sur les producteurs de fromage et le gouvernement fédéral a dit qu'il y aurait compensation des producteurs laitiers et fromagers qui pourraient être affectés par cet accroissement des importations de fromage en provenance des pays de l'Union européenne. Alors, il y a un engagement ferme du gouvernement fédéral. Nous ne sommes pas en mode confrontation avec le gouvernement fédéral, nous sommes en mode collaboration et en engagement ferme. Et je pense que cet accord doit être signé pour le grand bien non seulement du Québec, mais au grand bien aussi du Canada. C'est un accord qui va vraiment faire en sorte qu'on va vivre des... ça va être créateur d'emplois, ça va générer de l'économie, on va voir nos moteurs de l'économie se remettre en marche et on a besoin de cet accord.

C'est clair qu'il y a une sensibilité pour les fromagers. Le premier ministre Harper l'a dit, notre premier ministre l'a dit, il y aura une compensation. Alors, je vois mal Mme la députée faire le même discours que son ancienne chef, Mme Marois, là. Il y a un article ici que j'ai : *Pauline Marois pourrait mettre des bâtons dans les roues du libre-échange avec l'Europe*. L'article de *La Presse canadienne* vient de Londres, c'est daté du 28 janvier 2013, et je cite : «La première ministre Pauline Marois se réserve le droit de nuire à la mise en oeuvre d'un éventuel accord de libre-échange avec l'Union européenne si le texte final ne respecte pas les exigences de son gouvernement.» Alors, plutôt que se mettre en mode solution, plutôt que se mettre en mode collaboration avec le gouvernement fédéral, le gouvernement péquiste a décidé de se mettre dans un mode où on pourrait mettre en péril un outil majeur de développement économique pour le Canada et pour le Québec.

Ce n'est pas notre philosophie, M. le Président, ce n'est pas ce que nous... Et, lorsque nous avons eu les rencontres avec les ambassadeurs en poste au Canada, les ambassadeurs de l'Union européenne, M. le premier ministre a expliqué notre position. Il y a eu un point de presse commun, conjoint entre Mme l'ambassadrice Coninx et M. le premier ministre pour dire à quel point il y a une volonté de signer cet accord. Alors, moi, ce que je dis à la députée : Soyez optimiste parce qu'il y a eu un engagement du gouvernement fédéral de compenser les producteurs fromagers et laitiers. Alors, on a une collaboration, on est en mode collaboration, et, cet accord-là, il faut qu'il soit entériné à l'unanimité par les membres de l'Assemblée nationale. Je pense qu'il n'y a pas personne qui représente des circonscriptions, des citoyens de leurs circonscriptions qui va aller dire à leurs citoyens : Bien, écoutez, on n'en pas besoin. Bien, je m'excuse, mais je ne pense pas que les gens vont accepter ça. Les Québécois le veulent, cet accord-là, puis le premier ministre est très conscient, et, les discussions avec Ottawa, M. Harper a été très clair sur la question des producteurs. Alors, je pense que là-dessus, ceci étant dit, il faut se réjouir d'un tel accord. Il faut se réjouir, on a quelque chose de majeur entre les mains.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, avec un peu moins de cinq minutes.

Mme Poirier : Merci. Alors, je veux juste qu'on soit clair, là : le Parti québécois n'a jamais remis en question l'accord de libre-échange. Ce que l'on veut faire, c'est s'assurer de protéger nos producteurs, et c'est ça qui est pour nous, entre autres, une des priorités. Et le Parti québécois a toujours été le parti qui a défendu les accords de libre-échange, ne serait-ce que l'accord de libre-échange Nord-Sud. On ne peut pas nous accuser d'avoir mis des bâtons dans les roues des accords de libre-échange.

J'irais sur un autre sujet, Mme la ministre. En janvier dernier, nous avons adopté une déclaration du Québec, au séminaire international des femmes, ici, à l'Assemblée nationale, déclaration que l'Assemblée nationale a adoptée il y a quelques semaines. Vous serez présente à Dakar, au sommet de l'OIF. J'aimerais savoir quelle place vous allez faire dans vos bagages à cette déclaration du Québec sur les droits des femmes et sur le fait de faire en sorte que cette déclaration puisse cheminer jusqu'à ONU Femmes pour mars 2015.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Bien sûr, c'est clair que c'est un travail de longue haleine, puis d'ailleurs vous y avez participé, à ce travail-là, et tout ce qui fait progresser l'égalité entre les hommes et les femmes doit cheminer, et vous pouvez compter sur moi.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci. Mme la députée.

Mme Poirier : Mais, pour aller un petit peu plus loin, cette déclaration-là reconnaît des obligations au gouvernement qui l'adopte. Nous sommes en progression de la faire adopter par d'autres Parlements. Est-ce que le Québec... et particulièrement quand vous avez été en France, par exemple, est-ce que vous avez validé que la France ou d'autres pays éventuellement, dans vos chaînes missions, ou les gens de votre ministère... est-ce que les gens font la promotion de cette déclaration et font le suivi de l'adoption par les autres pays dans le monde en vue d'en faire une déclaration forte pour se rendre en 2015 et faire en sorte que les droits des femmes progressent, en tant que tel?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Alors, on est en mode de préparation de la déclaration qui va être la déclaration des chefs d'État. Je n'ai pas soulevé cette question-là lors de mes rencontres, lorsque j'étais en France. Vous m'en parlez, c'est pertinent. J'avais beaucoup, beaucoup de dossiers. Je n'ai pas soulevé cette question-là. Mais vous pouvez compter sur moi, vous

pouvez compter sur notre ministère, vous pouvez compter sur nous pour... Je sais à quel point elle vous tien à coeur, d'ailleurs, et à d'autres députés, alors vous pouvez compter sur nous pour faire notre travail.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. Merci, Mme la députée. À vous la parole.

Mme Poirier : Vous me permettez d'insister, M. le Président, parce que le sujet de Dakar sera les femmes, entre autres, et les jeunes, donc, d'inscrire cette déclaration-là à Dakar.

La déclaration de Québec, c'est quand même une déclaration qui est issue de notre Parlement et qui est issue aussi du travail collectif des femmes de l'Assemblée nationale, en tant que tel, mais aussi de femmes de 50 autres pays de la Francophonie. Que la Francophonie soit porteuse d'une déclaration pour faire avancer les droits des femmes à l'ONU me semble porteuse d'une vision, une vision que nous ici, les femmes québécoises, avons acquis des droits, acquis l'égalité, jusqu'à un certain niveau. On sait qu'il y en a encore un bout à faire, mais je pense que le message québécois est très fort dans la Francophonie. Il est aussi porté au Commonwealth et aussi au niveau des Amériques. Mais je pense que, comme ambassadrice du Québec dans ce forum qui sera le forum de Dakar, vous aurez un rôle important à jouer et à porter cette déclaration. Alors, je veux juste m'assurer qu'elle sera portée haut et fort, cette déclaration, pour en faire la déclaration de l'OIF éventuellement.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie, Mme la députée d'Hochelaga-Maisonneuve. Ça conclut votre bloc d'intervention. Mme la ministre, vous pouvez intervenir. Ce sera le temps du gouvernement. Mme la ministre.

Mme St-Pierre : Alors, vous avez raison, parce que c'est très pertinent, puisque le thème du sommet porte sur les femmes et les jeunes. L'APF a droit au chapitre, d'ailleurs, au sommet. Alors, je pense qu'on va travailler, là aussi, avec l'APF. Puis, puisqu'on parle de la question des femmes et de la condition féminine, je pense que ça sera très pertinent. Ça vient ajouter à la pertinence d'avoir une femme pour diriger l'Organisation internationale de la Francophonie. Et je compte sur mes collègues femmes de l'Assemblée nationale pour appuyer — et les hommes aussi, M. le Président — la candidature de Mme Jean à l'organisation.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, Mme la ministre. En fait, la lutte pour la reconnaissance, l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, c'est la lutte de tous les parlementaires en tout cas au Québec. Alors, je sentais mes collègues frétiller, là, à entendre qu'on les oubliait. Mais nous sommes de tout coeur avec vous dans cette lutte. Je reconnais maintenant le député de La Prairie qui a fait preuve de grande patience et qui aura peut-être le mot de la fin.

M. Merlini : Merci beaucoup, M. le Président. J'aimerais revenir sur l'enjeu que mon collègue de LaFontaine a soulevé tantôt, Mme la ministre, qui est l'image du Québec à l'international, qui va sans aucun doute affecter le point de vue que je veux soulever, c'est-à-dire notre relation avec les États-Unis d'Amérique, les États-Unis, comme vous le savez, qui est un allié naturel pour nous de par sa proximité en termes culturels, en termes économiques, évidemment. Mais j'aimerais vous entendre, parce que redorer l'image au niveau international va aussi nous aider. Et vous, déjà, avez posé des gestes concrets — vous l'avez dans vos remarques d'ouverture — en allant à Chicago en avril et à Atlanta au mois de juin et que vous avez entamé une reconfiguration du réseau des délégations aux États-Unis, que je vais revenir tantôt spécifiquement dans la question de la relation avec les États-Unis.

Mais, l'image du Québec qui est, disons, ternie dans l'histoire récente, comment allez-vous y remédier? Comme mon collègue le disait tantôt, il y a des pots cassés à réparer. Ce n'est pas juste avec de la Crazy Glue que ça va se réparer. Qu'est-ce que vous allez faire? Et j'aimerais vous entendre là-dessus, s'il vous plaît.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Merci, M. le député. Mme la ministre.

• (12 h 40) •

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Bien, tout d'abord, c'est dans le discours aussi. Ce qu'on veut livrer comme message, c'est que nous sommes une société ouverte, nous sommes une société accueillante, nous sommes une société qui respecte les libertés individuelles, et nous sommes une société aussi qui a des valeurs, bien sûr.

L'égalité entre les hommes et les femmes, je ne veux pas me vanter ici, là, mais c'est quand j'étais ministre de la Condition féminine que cette question a été inscrite dans la charte des droits et libertés du Québec. C'est un gouvernement libéral qui l'a fait et c'est moi qui étais à ce moment-là porteuse de ballon, puis j'ai eu la collaboration des collègues de l'opposition. Ça a été pas facile, mais ça a été quand même... on a eu un vote unanime à l'Assemblée nationale. Alors, il y a certains messages très puissants qu'on envoie à l'international. L'égalité entre les hommes et les femmes, bien sûr il faut que ça soit respecté, et l'égalité entre les hommes et les femmes, ça passe aussi par l'autonomie économique. Et une femme qui travaille, qui est sur le marché du travail et qui a son autonomie économique est capable aussi, à un moment donné, si elle veut prendre certaines décisions qui ne font pas l'affaire de son partenaire... bien, elle est capable de les prendre, ces décisions-là, parce qu'elle n'est dans une dépendance économique. Et comment cesser et diminuer la dépendance économique? C'est en ayant accès au marché du travail. Alors, ça, je pense que c'est très, très clair.

Sur l'image, j'aime mieux le mot «améliorer» que «redorer», mais, bon, on peut s'entendre sur les mots, je pense qu'il faut faire un travail. Il y a eu certains événements. Il y a eu celui de la charte. On m'en a parlé. Dans la rencontre, d'ailleurs, qu'on a eue avec les ambassadeurs de l'Union européenne, il y a une ambassadrice qui a... des pays membres de l'Union européenne... il y a une ambassadrice qui a soulevé cette question-là. Donc, ça veut dire que, lorsqu'un diplomate soulève une question comme celle-là, ça a résonné dans son pays. Et, dans des discussions que j'ai eues, on m'en a parlé,

on a abordé le sujet sans que je l'aborde. Ceci étant dit, je pense qu'à un moment donné il faut dire clairement : Depuis le 7 avril dernier, il y a un nouveau gouvernement qui est en place. Depuis le 7 avril dernier, c'est un gouvernement qui est majoritaire. Nous sommes là pour quatre ans et demi, et ce que nous voulons faire maintenant, c'est bâtir notre économie et repartir les moteurs de l'économie. Il y a toujours eu une grande couverture... Dans la couverture du Québec, ce qui a pris la place dans le passé, c'étaient surtout les questions qui touchent la culture et les attraits touristiques. 60 % de la couverture médiatique... presque 60 %, 58 %, touchaient la culture et les attraits touristiques. Alors, c'est donc dire que, la culture québécoise, nos créateurs québécois, il y a vraiment un impact important, et, je le dis encore avec un sourire en coin, ce sont nos meilleurs ambassadeurs. Donc, je pense qu'il faut travailler là-dessus, il faut se refaire sur cette question-là. Bien sûr, il y a eu certains faits politiques ou des faits divers qui ont attiré l'attention des médias. Les médias étant ce qu'ils sont, des fois ils cherchent les choses qui vont attirer un peu plus l'attention, puis la bonne nouvelle, ça n'attire pas souvent l'attention. Mais — ferme la parenthèse — à MM., Mmes les journalistes, je ne vous critique pas du tout. Il y a quand même des succès énormes. On souligne souvent Xavier Dolan. Lors du dernier Festival de Cannes, on était tous... bien, enfin, je l'étais, puis je pense que je n'étais pas la seule, rivée sur l'écran de mon ordinateur pour voir comment ça allait se terminer. Il a eu le Prix du jury, ce qui est quand même assez majeur et important.

Alors, il faut que nous fassions un travail. Nous allons le faire. On a une équipe qui est fantastique, au ministère, sur les nouvelles technologies, sur comment faire en sorte que notre message passe et on va mettre les projecteurs sur notre action économique. On va mettre les projecteurs sur le Plan Nord. On va mettre les projecteurs sur la stratégie maritime. On va mettre les projecteurs sur des choses que l'on veut développer et les choses qu'on veut partager, sur l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne.

Et, vous savez, notre diplomatie, elle a plusieurs années, et j'avais lu, et j'ai demandé à ce qu'on le ressorte, une déclaration de M. Gérin-Lajoie. Lors du 50e anniversaire de la délégation du Québec à Paris, il participait, à ce moment-là, à un colloque et il a fait une très belle... il a rendu un très, très beau témoignage. Il a dit : «Je ne pensais pas qu'à 91 ans je serais ici pour célébrer l'anniversaire de la délégation.» Il a parlé de trois devoirs : le devoir de mémoire, le devoir de reconnaissance et le devoir de persistance. Et je me permets de le citer. Quand il parle du devoir de persistance, il dit : «Il est si évident que je ne ressens pas le besoin d'en démontrer la nécessité. Le monde change sous nos yeux. Les rapports entre États se multiplient et se compliquent. Nous devons le reconnaître. Les domaines sur lesquels on discute et les programmes qu'on met au point touchent toutes les activités humaines, pas seulement économiques. Il serait impensable et irresponsable — dit-il — et ce n'est heureusement pas le cas, que le Québec se contente de gérer l'acquis, se disant qu'il a désormais acquis une certaine personnalité internationale dont il peut être fier et qu'il a accompli des choses qu'aucun autre État fédéré n'a réalisées avant lui. Il est devenu pour lui encore plus vital qu'auparavant de parler en son nom propre et de se représenter lui-même dans les domaines qui relèvent de ses capacités et de le faire d'une manière inventive, profitant de tout ce qui peut l'aider en ce sens.»

Alors, c'est un message qui est très porteur. C'est un message de celui qui a vu la diplomatie québécoise évoluer. Et il dit : «Nos propres intérêts sont entre nos mains et nos mains seules. Personne d'autre ne pourra le faire à notre place.» Alors, pour lui, c'est important de poursuivre notre diplomatie et de parler en notre nom. Il ajoute, il continue en disant : «On me répondra que les autres provinces n'en font pas autant et que le Québec devrait être satisfait de ses propres réalisations déjà impressionnantes quand on pense au nombre de ses délégations à l'étranger et à la variété de ses intérêts internationaux. Mais s'impose-t-il de rappeler que le Québec est à maints égards unique, que sa situation démographique en Amérique du Nord est forcément précaire et que, s'il n'y veille pas lui-même, personne d'autre ne défendra spontanément ses intérêts et, encore plus évident, personne d'autre ne fera la promotion de son identité propre?»

Alors, dans nos champs de compétence — on parle du 50e anniversaire de la délégation du Québec à Paris — de gouvernement en gouvernement, on a toujours fait la promotion du Québec. Et nous, on le fait avec une vision politique du Québec qui est la nôtre. Et je pense que c'est important de démontrer à quel point c'est important, cette relation-là qu'on a développée. Il faut la développer davantage. Il faut l'approfondir. Il faut la creuser dans des endroits où on n'est pas encore connus. C'est sûr qu'avec la France c'est une relation plus privilégiée.

Mais je pense que ce texte, il est très, très intéressant, et j'invite tout le monde à le lire parce que c'est vraiment ce vieux sage, M. Gérin-Lajoie, qui nous parle de sa vision et de nos devoirs de mémoire, de reconnaissance et de persistance.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : ...Mme la ministre. M. le député de La Prairie.

• (12 h 50) •

M. Merlini : Merci, M. le Président. Dans cet enjeu-là... dans cette perspective-là, je devrais dire, les États-Unis sont un allié naturel pour le Québec de par sa proximité avec nous.

Et vous avez mentionné, dans vos remarques d'ouverture, les conférences auxquelles vous avez assisté très, très, très tôt après votre assermentation comme ministre avec la mission que le premier ministre vous avait confiée et vous avez parlé, aux États-Unis, d'une réorganisation des délégations. Et, contrairement à la députée d'Hochelaga-Maisonneuve qui voit en ça de perdre un positionnement stratégique, quand vous avez parlé de la délégation qu'on va ouvrir à Houston au lieu de concentrer nos efforts à Washington, moi, je ne le vois pas de cette façon-là parce qu'on le sait, qu'au Texas, hein... «everything is big in Texas», comme on dit, mais sauf que le secteur énergétique au Texas est en effervescence. Et quelle expertise qu'on a, nous, au Québec? On a notre expertise en développement d'énergies propres qui sont l'énergie éolienne et l'énergie hydroélectrique, évidemment. Alors, on a tout intérêt, si on veut renforcer ces liens économiques là avec les États-Unis, notre partenaire privilégié, que vous avez aussi soulevé l'importance de nos relations économiques avec eux... alors on a intérêt justement à plus avoir une antenne à Houston pour travailler, entre autres, dans le secteur de l'énergie.

Vous avez parlé que notre relation est avec les États américains et non avec le gouvernement fédéral américain en tant que tel. Ce qui est important dans un cas comme pour nous, dans le cas de la Montérégie, dans le cas du comté

de La Prairie, le comté de Huntingdon, c'est la proximité avec l'État de New York et le fait que, dans notre stratégie maritime, il y a un volet de développement de corridor économique de l'autoroute 30 qui va être vraiment une colonne vertébrale qui va nous ouvrir les portes du côté de l'Ontario mais aussi qui va nous amener à développer des marchés au niveau de l'État de New York, l'État du Vermont parce qu'on croise l'autoroute 10, on croise l'autoroute 20 deux fois avec l'autoroute et on croise l'autoroute 15 aussi avec l'autoroute 30. Alors, ça nous amène vers des débouchés qui sont très intéressants, d'où l'importance d'avoir ces relations-là, comme vous avez dit, avec les États américains.

Mais ce n'est pas juste une relation d'affaires, les relations avec les États-Unis, c'est aussi une relation de bon voisinage. On le voit, que, de par la proximité, on a partagé une histoire commune avec les États-Unis. Et d'ailleurs, lors de la fête nationale, la semaine dernière, il y a plusieurs communautés, surtout en Nouvelle-Angleterre — on parle de l'État de New York, le Nord de l'État de New York, le Vermont et le New Hampshire — qui ont célébré, qui ont souligné la fête des Québécois en raison des racines canadiennes-françaises qui sont vivantes dans ces endroits-là. Alors, il n'est pas hors du commun de se promener à New York, ou au Vermont, ou au New Hampshire et rencontrer des Couture, des Leclerc, des Tremblay. Alors, c'est des noms qui... et que les gens qui sont très fiers de leurs racines, même s'ils sont Américains, reconnaissent le fait que ce sont des Canadiens français qui sont venus s'établir là, qui ont créé ces États-là, qui ont développé ces États-là.

Il y a aussi au niveau de la culture, hein? Quand on parle de ça, il va sans dire qu'évidemment on est un peu comme le seul coin francophone en Amérique du Nord mais qu'on est exposés à cette culture américaine, mais ça, ça ne veut pas dire que ça va juste dans un sens, la relation en termes culturels. Comme vous l'avez souligné, nos créateurs ont beaucoup de succès aux États-Unis. On n'a pas besoin de nommer les grands noms que tout le monde connaît. Ces gens font, plus que jamais, rayonner la culture québécoise en allant nous représenter par leur art chez nos voisins du Sud. Nos cinéastes sont reconnus et se démarquent régulièrement aux oscars, c'est connu. Nos artistes nous permettent d'avoir une vitrine internationale. Vous avez souligné à juste reprise Xavier Dolan. Et, si le Québec est constamment en contact avec cette culture américaine, bien il faut aussi dire que le reste du monde est tout aussi en contact avec la culture québécoise qui rayonne par votre ministère et par les autres ministères. Notre visibilité, elle devient comme décuplée dans ce sens-là.

Un autre aspect de la relation particulière avec les États-Unis, c'est au niveau du tourisme. Alors, la députée de Laporte, qui a été ministre de ce portefeuille-là, et la députée de Soulanges, qui était la critique à l'opposition officielle à la dernière législature, soulignent comme quoi le tourisme est sans contredit un outil de développement économique. Et, je reviens encore en Montérégie, on a beaucoup d'offres touristiques. D'ailleurs, j'étais au lancement de la saison touristique de la maison de tourisme de la Montérégie qui offrait une panoplie d'activités. Il y avait tellement de choses à faire, je pense qu'il n'y a pas assez de jours dans l'été qui permettraient à tous les touristes de venir et de profiter de toute l'offre touristique qui est faite juste en Montérégie, dans notre coin. Alors, les États-Unis évidemment sont une destination primée par les Québécois, qu'on pense soit à la Floride ou aux États limitrophes de la côte Est des États-Unis. C'est toujours une place favorite. Mais il ne faut pas oublier que les Américains adorent le Québec. Les Américains, on les entend souvent dire que le Québec a ce je ne sais quoi, cette qualité, cette culture qui fait qu'on retrouve quasiment un coin de l'Europe sans traverser l'Atlantique. On retrouve ça chez nous. Alors, à ce moment-là, c'est toujours important pour eux d'arriver à un endroit que... Moi, je le dis tout le temps, le Québec, c'est qu'est-ce qui distingue le Canada des États-Unis, et les Américains aiment venir ici justement parce qu'ils se retrouvent dans un endroit différent qui est unique sur le continent nord-américain.

Pour revenir à la valeur de la relation avec les États-Unis, il faut reconnaître que les États-Unis, c'est toujours le premier partenaire commercial du Québec dans le monde. Alors, le total des échanges commerciaux en 2013 représentait juste en bas de 76 milliards de dollars canadiens. Et, en termes d'exportations internationales du Québec, bien c'est : quand même près de 71 % de nos exportations s'en vont aux États-Unis. Alors, c'est une importance capitale pour nous qui est évidente. Alors, lorsqu'un joueur aussi important pour nous... comme on dit, quand les États-Unis toussent, le Québec a la bronchite, bien il faut... ça affecte aussi également toute la planète, alors, parce que l'économie américaine, dans les dernières années, a subi des contrecoups de la plus récente crise économique. Ça demeure quand même notre principal partenaire commercial du Québec sur la scène internationale.

Alors, ce que je voudrais vous entendre en termes de cette relation qui est bien spéciale, qui est très particulière avec les États-Unis, là, que vous avez parlé d'améliorer notre image au niveau international, j'aimerais connaître vraiment qu'est-ce que vous voyez comme perspective d'avenir et les priorités que vous aurez, parce que vous avez mentionné que vous allez déposer un plan stratégique. Alors, quelles seront ces perspectives d'avenir et les priorités qui vont guider votre... votre action, pardon, internationale du Québec, en particulier aux États-Unis, au cours des prochaines années?

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie, M. le député de La Prairie. Mme la ministre, en mentionnant qu'il reste environ cinq minutes à nos échanges.

Mme St-Pierre : Merci, M. le Président. Oui. Alors, M. le député, je pense qu'il y a beaucoup de choses à faire avec nos partenaires américains.

Vous avez mentionné l'importance des échanges économiques. On sait que c'est un partenaire majeur pour nous. C'est clair qu'effectuer la promotion, parler de la promotion du Plan Nord, et de la stratégie maritime, et de nos surplus énergétiques, là, on parle de trois aspects fort importants pour nous. D'ailleurs, quand je suis allée... J'ai fait deux missions jusqu'à maintenant : une à Chicago et l'autre à Atlanta, et, à Chicago, bien c'est là que l'invitation a été lancée par le premier ministre de tenir le sommet ici, au Québec, l'an prochain. Donc, ça fait partie de notre stratégie de promotion. Recevoir les gouverneurs des Grands Lacs à Québec au mois de juin de l'an prochain, ce sera l'occasion pour nous de leur montrer qu'on a du potentiel, on a une voie maritime qui est majeure, que c'est un transport qui peut se faire

de façon économique, est plus économique parce qu'on ne change pas de différents modes de transport, on peut se rendre très loin jusqu'aux Grands Lacs. Alors, c'est intéressant pour eux. Donc, ça fait partie de notre stratégie de promotion.

On va aussi, à la Délégation générale du Québec à New York, célébrer les 75 ans en 2015. C'est le 75e anniversaire, donc c'est une délégation qui est là bien avant que le ministère des Relations internationales ne soit créé, puisque, nous, notre 50e anniversaire sera en 2017. Alors, on était déjà très, très, très présents sur le territoire américain. Donc, je pense qu'il faut souligner cet anniversaire et démontrer la relation et démontrer le potentiel de la relation. On va poursuivre la promotion du marché du carbone. On sait qu'il y a une entente avec la Californie. Alors, ça aussi, ça fait partie du décor. Donc, il y a beaucoup de pain sur la planche, il y a beaucoup d'énergie. Chacun des ministères est impliqué, également. Les autres ministères, que ce soient le ministère de la Culture, le ministère du Développement économique, le ministère de l'Agriculture... tous les ministères sont impliqués pour faire partie de cet effort-là. Ce n'est pas parce que je nomme deux éléments ou trois éléments que les autres ne sont pas importants. Mais on doit évidemment avoir une vision très, très claire. Et notre premier ministre va faire sa première sortie officielle comme premier ministre dans quelques jours. C'est à Bretton Woods, qui est là où va se tenir la rencontre des gouverneurs de l'Est des États-Unis et des premiers ministres de l'Est du Canada. Donc, ça sera l'occasion pour lui vraiment de faire part de ses priorités comme gouvernement, de sa vision des choses. Et je pense que, cette première sortie là, pour le premier ministre, de la faire dans le cadre de cette rencontre-là, il y a quelque chose d'important, il y a un message important qui va se dégager.

Alors, c'est ça et, sous cela, la promotion de notre tourisme aussi. On a un potentiel. Il y a un potentiel, à nos portes, d'attirer du... C'est terminé, M. le Président? J'achève.

Une voix : ...

Mme St-Pierre : Une minute. Et pensons à nos nombreux festivals; le festival de jazz à Montréal.

Alors, j'en profite, en conclusion, pour dire à quel point j'apprécie votre travail. Merci à l'opposition officielle aussi pour les questions. Il y en a qui ont besoin d'être approfondies. On va le faire, soyez sans crainte. Merci à mes collègues. Merci, M. le Président, de faire les choses dans la bonne humeur. Merci également à mon équipe ici, l'équipe du ministère. Je reconnais la grande qualité des gens de la fonction publique. Je l'avais vraiment côtoyée au ministère de la Culture et je retrouve les mêmes belles habitudes du côté du ministère des Relations internationales. Je me sens très, très privilégiée de travailler avec des personnes d'une telle compétence. Et mon équipe, évidemment, au cabinet, nous sommes une petite équipe, mais ça travaille comme des petites abeilles, là, ça travaille assez fort. Et je veux dire aux citoyens qui nous écoutent : Bien, n'hésitez pas, notre porte est ouverte, vous pouvez communiquer avec nous si vous avez des questions. Et, si vous voulez échanger avec nous, nous sommes là. Voilà. Merci.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : Je vous remercie beaucoup, Mme la ministre, Alors, merci de vous être livrée à cet exercice, merci à toute votre équipe. Ça a été très apprécié de la part des collègues parlementaires. On sait tout le travail qui a été consacré à la préparation et des crédits au départ dans le budget mais l'exercice essentiel auquel nous nous livrons. Alors, merci beaucoup à tous.

Adoption des crédits

Le temps alloué aux crédits budgétaires du portefeuille Relations internationales et Francophonie étant presque écoulé, nous allons maintenant procéder à la mise aux voix. Ainsi, le programme 1, Affaires internationales, est-il adopté?

Des voix : Adopté.

Des voix : Sur division.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : J'entends «adopté sur division».

Finalement, l'ensemble des crédits budgétaires du portefeuille Relations internationales et Francophonie pour l'exercice financier 2014-2015 est-il adopté?

Des voix : Adopté.

Des voix : Sur division.

Le Président (M. Ouimet, Fabre) : J'entends «adopté sur division».

Documents déposés

Je dépose les réponses du gouvernement aux demandes de renseignement de l'opposition. Et, en terminant, merci à tous. Ce deuxième 30 juin de suite où nous travaillons... alors nous méritons chèrement notre pitance. Merci à tous.

Sur ce, la commission ajourne ses travaux au mercredi 2 juillet, à 10 heures, afin d'étudier les crédits budgétaires du volet Commission d'accès à l'information du portefeuille Conseil exécutif. Merci à tous, bonne fête du Canada!

(Fin de la séance à 13 heures)